#5
Été
2017
3.00 €

The Progressive Post

L'EUROPE SOCIALE EN ROUTE

GÖTEBORG
17 nov 2017

Avec les contributions de :
Daniel Cohen
Agnes Jongerius
Pedro Sanchez
Kate Pickett
Pascal Delwitt
Deborah Mattinson
Anton Hemerijck
Nicole Gnesotto
Nicolas Schmit
Catherine Fieschi
Lucas Visentini
Stephany Griffith-Jones
...

COUVERTURE SPÉCIALE
France - Royaume-Uni : l'état de la gauche après les élections

PORTRAIT
K-H Lambertz, le nouveau Président du Comité européen des régions

L'AVENIR DE LA GAUCHE
L'économie est le problème, la croissance, la solution

MONDE
Quel impact du Brexit sur la sécurité et la défense européenne ?

SOCIAL
La suite du plan Juncker

ECONOMIE
Comment la Finance mobilise contre la Taxe sur les transactions financières ?

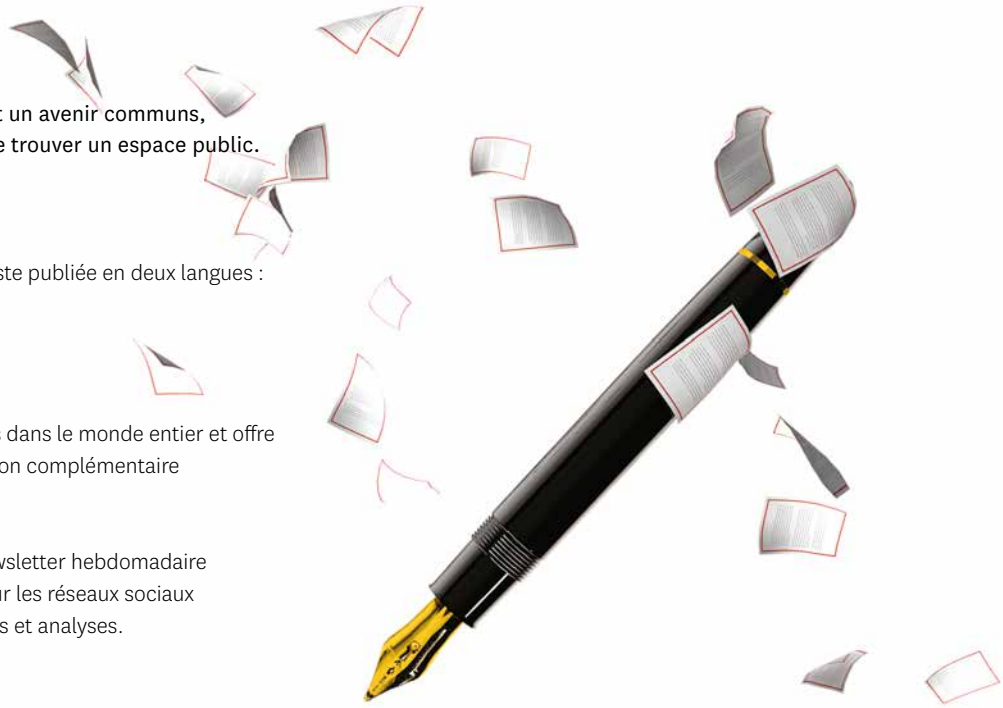
DÉMOCRATIE
Malgré les échecs, le populisme résiste

ENVIRONNEMENT
Produits toxiques: Anticiper leur fin de vie

Trimestriel : Juillet - Août - Septembre

www.progressivepost.eu

The Progressive Post



Les Européens partagent une histoire et un avenir communs, mais leurs idées et idéaux ont besoin de trouver un espace public.

The Progressive Post

Revue d'opinion européenne et progressiste publiée en deux langues : anglais et français.

The Progressive Post

Magazine qui réunit des experts reconnus dans le monde entier et offre à ses lecteurs une plateforme d'information complémentaire en ligne sur **www.progressivepost.eu.**

Abonnez-vous au magazine et à notre newsletter hebdomadaire sur p**rogressivepost.eu** et suivez-nous sur les réseaux sociaux pour les dernières actualités, informations et analyses.

FEPS

@FEPS_Europe

With the support of the European Parliament

N°5 - 2017
ISSN 2506-7664

Editeur: Dr. Ernst Stetter
FEPS: rue Montoyer, 40-1000 Bruxelles
Rédacteur en chef: Alain Bloëdt
Comité éditorial: Ania Skrzypek, David Rinaldi, Vassilis Ntousas, Maria Freitas, Hedwig Giuisto, Elena Gil, Charlotte Billingham, Lisa Kastner, Rosanna Bennett
Coordination & Graphisme: ww.triptyque.be
Editeurs: Karine Jehelmann, Julian Hale
Crédits photo: Shutterstock, The EU's Audiovisual Media Services
Illustration de couverture : Peter Willems, Vec-Star
Droits d'Auteurs: © FEPS – Fondation européenne d'études progressistes

#05 Table des matières

CONTRIBUTEURS p.2

ÉDITORIAL

> 2017: une année décisive pour l'Europe sociale p.3

COUVERTURE SPÉCIALE

> Trudeau et Macron, les centristes de gauche p.4
> Élections au Royaume-Uni: le Parti travailliste réplique p.6
> Social-démocratie : oser l'incertitude p.8
> Réaction électorale : aux portes du pouvoir ? p.10
> Grande-Bretagne : les turbulents conservateurs aux commandes p.12
> Le Parti travailliste de Corbyn doit éviter le sort du parti socialiste de Hollande p.14
> Que peuvent apprendre les progressistes des élections générales du Royaume-Uni ? p.16
> La Gauche européenne en péril p.18
> Se réinventer ou disparaître p.21

DÉBATS

L'AVENIR DE LA GAUCHE

> Le problème porte sur l'économie, la solution réside dans la croissance p.24
> Le meilleur des mondes doit être progressivement maîtrisé p.26

MONDE

> Brexit: ni catastrophe, ni bénédiction pour la PSDC p.28
> Brexit et défense européenne : entre incertitude et coopération p.30
> l'effet paradoxal du Brexit sur la défense européenne ? p.32

ÉCONOMIE

> Comment l'industrie financière s'est mobilisée contre la TTF ? p.34
> L'interminable histoire de la non-introduction de l'impôt sur les transactions financières p.36

SOCIAL

> Pour une amélioration du Plan d'investissement Juncker p.38
> Un plan d'investissement écologique et social pour l'Europe p.40

ENVIRONNEMENT

> Recyclage des navires :la liste de l'UE sur des installations propres et sûres est la voie à suivre p.42
> L'Europe doit protéger les droits de l'homme hors de ses frontières concernant le recyclage des navires et d'autres secteurs p.44

PORTRAIT

> Le vrai enjeu de développement territorial contemporain, c'est de redéfinir les liens entre le monde urbain et rural p.46

DÉMOCRATIE

> Europe et populisme : méfiez-vous du soulagement inopportun p.49

FOCUS

AVANT-PROPOS

> Pour quelle Europe sociale devrions-nous œuvrer ? p.52

POINT DE VUE

> Le défi de l'Europe : croissance et cohésion sociale p.54

INTERVIEW

> Il faut introduire le social dans les différents mécanismes de politique économique car le social n'est pas séparé de l'économie p.58
> Après le tertiaire, la classe moyenne confrontée au secteur du numérique p.61

OPINION

> Après 10 ans de crise économique, voit-on les premiers signes d'un printemps européen ? p.64

ANALYSE

> Pour une combinaison coordonnées des politiques fiscales et salariales en Europe p.66
> Les inégalités salariales inter et intra entreprise en Europe p.68

VISION

> L'UE : un « environnement stable » pour réformer l'investissement social ? p.70

POSITION

> Réduire les inégalités : une clef pour une Europe forte et solidaire p.72
> Inégalités, croissance et avenir des démocraties libérales p.74

ANALYSE DES VOTES

> De nombreuses tensions entravent l'accord sur le socle social européen p.76

DÉBAT

> Faire de la révision de la directive sur les travailleurs détachés un succès tangible pour les citoyens p.78
> Débat relancé sur la directive sur les travailleurs détachés p.80

POINT DE VUE

> L'Europe sociale revient à l'ordre du jour, mais sans grande avancée p.82

INSPIRATION

À VOIR p.85
À LIRE p.86
À RÉFLÉCHIR p.88

CONTRIBUTEURS

Maria Joao Rodrigues 3

Stuart Trew 4

Patrick Diamond 6

Laura Slimani 8

Andrew Harrop 10

John Callaghan 12

Richard Angell 14

Deborah Mattinson 16

Marc Lazar 18

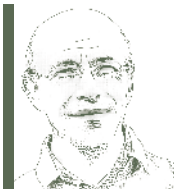
Pascal Delwit 21

Ruy Teixeira 24

Ernst Stetter 26

Nicole Gnesotto 28

Alessandro Marrone 30


Nicolas Verheyde 32

Lisa Kastner 34

Lisa Mittendrein 36

Stephany Griffith-Jones 38

Lars Andersen 40

Signe Dahl 40

Ingvild Jenssen 42

Baskut Tuncak 44

Karl Heinz Lambertz 46

Catherine Fieschi 49

David Rinaldi 52

Pedro Sanchez 54

Nicolas Schmit 58

Daniel Cohen 61

Luca Visentini 64

Özlem Onaran 66

Maria Nikolaidi 66

Thomas Obst 66

Claire Courteille 68

Anton Hemerijck 70

Kate Pickett 72

Javi Lopez 74

Patrik Vesan 76

Francesco Corti 76

Agnes Jongerius 78

Kristian Vigenin 80

Björn Hacker 82

Christophe Sente 85

2017: UNE ANNÉE DÉCISIVE POUR L'EUROPE SOCIALE

Par Maria Joao Rodrigues, présidente de la FEPS

2017 est une année cruciale pour l'Europe sociale. Après des années de difficultés économiques et sociales, on passe enfin à la vitesse supérieure. Il est grand temps de veiller à ce que nos objectifs progressistes soient entendus et de nous assurer que les normes sociales soient mises à jour.

L'Union européenne souffre beaucoup depuis 2008, et ce n'est que récemment qu'elle se remet progressivement sur ses pieds. De nombreuses fragilités de l'intégration européenne ont été dévoilées ces dernières années, ce qui a entraîné des ondes de populisme et d'euroscepticisme sur notre continent. Il est maintenant grand temps de discuter de ce que nous voulons pour l'Europe. Notre Europe. Nous devons nous engager fermement dans le débat qui a été lancé au niveau de l'UE : la Commission européenne a présenté un Livre blanc sur l'Avenir de l'Europe ainsi qu'un document de réflexion sur la dimension sociale de l'UE.

La Commission européenne a proposé 5 scénarios pour l'Avenir de l'Europe. Je crois qu'aucun de ces scénarios n'est assez bon. Nous devrions nous battre pour un 6e scénario : faire beaucoup mieux ensemble sur les priorités qui importent pour les gens !

La Commission européenne a récemment présenté une proposition pour un Socle européen des droits sociaux, suite à une consultation publique et à l'important rapport du Parlement européen, approuvé en janvier. C'est la première fois depuis l'éclatement de la crise que les problèmes sociaux sont remis sur la table et que nous discutons enfin sur la manière d'assurer une convergence sociale ascendante dans l'UE. Soyons francs, pour l'instant, c'est une ouverture, car une telle proclamation n'est pas contraignante. Toutefois, discuter de cela est absolument crucial à ce stade. Nous devons nous rappeler qu'en plus d'une crise économique qui a mis en jeu le bien-être social, nous vivons dans un monde de plus en plus mondialisé et numérisé. Ceci, d'une part, nous offre énormément de nouvelles possibilités et augmente notre qualité de vie. Mais d'autre part, la mondialisation et la révolution numérique ont créé de nouvelles formes d'emplois atypiques, où les droits sociaux et les conditions d'emploi sont en jeu.

Nous devons veiller à ce que les normes sociales soient mises à jour et que l'Union européenne adopte un Socle européen des droits sociaux, relançant la convergence ascendante et rééquilibrant la voie de l'intégration européenne. La proclamation conjointe du Conseil, du Parlement et de la Commission est prévue pour le Sommet social de l'UE, qui se tiendra à Göteborg en novembre, Ce sera un bon signal.

| 15 juin 2017 - le Président de la République française Emmanuel Macron et le Premier ministre canadien Justin Trudeau.

TRUDEAU ET MACRON, LES CENTRISTES DE GAUCHE

Par Stuart Trew

Dans leur rhétorique, idéologie et style, le nouveau Président français Emmanuel Macron et le Premier ministre canadien Justin Trudeau ont beaucoup de choses en commun. Leur libéralisme passionné attire les électeurs progressistes espérant garder l'extrême droite loin du pouvoir, ce qui présente des défis considérables, et des opportunités, pour la gauche.

Peut-on être passionnément centriste de nos jours ? Le Président français Emmanuel Macron a marqué sa carrière politique relativement courte par un succès considérable. Cette semaine, l'ambiance à Paris est plus au soulagement qu'à la jubilation (57 % des électeurs aux législatives ne se sont pas déplacés, ce qui est faible, même selon les critères français), et le mandat du nouveau gouvernement est aussi solide que ce qu'un politicien peut espérer dans une démocratie occidentale du 21e siècle.

Outre-Atlantique, le Premier ministre canadien Justin Trudeau a bénéficié d'une cote de confiance semblable, et d'une majorité tout aussi large au Parlement, lui permettant de poursuivre sa propre conception du centrisme de gauche sans rencontrer beaucoup d'obstacles. Trudeau et Macron ont beaucoup en commun politiquement, idéologiquement et dans leur rhétorique. Il n'est pas surprenant qu'ils se soient sentis des points communs lors du G7 en mai, formant selon le magazine Rolling Stone une nouvelle " bromance internationale ".

Les deux dirigeants parlent avec gravité et fréquemment des menaces envers la démocratie libérale (inégalités, changement

climatique, montée du populisme), mais avec optimisme de leurs chances de contrer ces menaces grâce aux outils traditionnels de l'État-providence capitaliste : le libre-échange, la relance gouvernementale et la redistribution modérée. Ce sont des internationalistes, des féministes au bon goût vestimentaire, qui aiment écouter, aussi bien les ouvriers de l'usine d'Amiens que les plus grands gestionnaires d'actifs au monde de BlackRock. Chez les centristes de gauche, la consultation est primordiale.

> **EN FAIT, TRUDEAU ET MACRON ONT BEAUCOUP EN COMMUN POLITIQUEMENT, IDÉOLOGIQUEMENT ET DANS LA RHÉTORIQUE QU'ILS UTILISENT.**

En même temps, il existe des différences importantes dans les victoires électorales de Trudeau et Macron et les situations politiques qui les ont rendues possibles.

Même s'il vient du cabinet socialiste de Hollande, Macron est principalement un outsider, ni de gauche ni de droite, mais s'alimentant des deux camps pour créer l'impression d'un parti désireux d'en finir avec les vieilles façons de penser. Les libéraux, d'un autre côté, représentent le parti au pouvoir du Canada depuis 150 ans. Lorsque les Canadiens veulent du changement, ils votent pour les conservateurs. Lorsque les libéraux veulent remporter une élection, ils fuient la gauche. Trudeau a dû être spécialement convaincant dans sa manière d'adopter le mantra du changement progressiste lors de l'élection de 2015.

Les réalités économiques sont aussi totalement différentes pour Macron et Trudeau. Le Président français prend ses fonctions avec les tendances du chômage à la baisse, les investisseurs internationaux maintenant les marchés à flot et la croissance de l'emploi remontant à des niveaux non observés depuis une décennie. Le défi de Macron (selon les secteurs bancaire et industriel du pays) est de conserver cette dynamique, ce qu'il espère faire, en partie en licenciant les fonctionnaires et en éliminant les privilèges professionnels prétendument improductifs. C'est au fond ce que l'Allemagne attend de lui au nom d'une meilleure intégration dans l'UE.

Trudeau, quant à lui, a hérité d'une économie post-crise lente, aspirant encore à des prix des matières premières plus élevés. Il fallait passer à autre chose. Fidèles à leurs promesses électorales, les libéraux ont adopté l'un des budgets fédéraux les plus éclairés de mémoire récente. Leur plan a reconnu la capacité des dépenses déficitaires à créer de bons emplois et une croissance durable. L'aide à l'enfance a été renforcée, tout comme le financement du logement et de l'éducation pour les Premières nations.

Mais plus ça change, comme ils disent, les dépenses d'infrastructure de Trudeau (125 milliards de dollars sur 10 ans) seront guidées par une banque publique/privée financée principalement par des fonds de pension privés et d'autres grands investisseurs institutionnels (anciens collègues de Macron) visant principalement le profit. Malgré la déception des deux dirigeants concernant l'abandon par Trump de l'Accord de Paris, aucun n'a sourcillé avant d'accepter de renforcer les dépenses militaires, suivant en cela l'insistance du Président américain lors du sommet de l'OTAN.

Que dit, de notre époque et de notre situation à gauche, le fait que ces deux défenseurs du statu quo puissent paraître si radicaux ? Peut-être que les enjeux sont très élevés, que, comme Macron l'a dit récemment au journal Guardian, " les gens ont vu qu'ils étaient au bord d'un précipice et ils ont réagi ".

De manière plus optimiste, la popularité des Macron et des Trudeau dans le monde pourrait signifier que les électeurs sont prêts à prendre des mesures plus urgentes pour relever les défis existentiels des inégalités économiques et du changement climatique. Si les programmes des centristes de gauche déçoivent, ou pire, si ces hommes se révèlent eux-mêmes les charmants représentants des élites suscitant profondément la méfiance, alors la réaction pourrait être rapide.

> AUTEUR
Stuart Trew est éditeur de CCPA Monitor, un magazine bimensuel du Centre canadien de politiques alternatives, un institut de recherche en politique.

Dans les élections au Royaume-Uni, le Parti travailliste a obtenu 40% du vote populaire

ÉLECTIONS AU ROYAUME-UNI : LE PARTI TRAVAILLISTE RÉPLIQUE

Par Patrick Diamond

Malgré des prévisions de catastrophe électorale pour le Parti travailliste, son leader Jeremy Corbyn a réussi à rassembler 40 % de l'électorat populaire, sa meilleure performance depuis les victoires de Tony Blair en 1997 et 2001. La campagne du Parti s'est appuyée sur une utilisation efficace des médias sociaux, un démarchage électoral au porte à porte et des rassemblements politiques en plein air très réussis. Sa réussite a montré qu'il pouvait se battre avec des politiques traditionnellement de gauche et mobiliser les électeurs plus jeunes et les soi-disant « laissés pour compte ».

Les résultats des élections 2017 britanniques ont étonné les observateurs politiques les plus expérimentés. En début de campagne, la plupart des sondages et des politologues prédisaient une catastrophe électorale pour le Parti de Jeremy Corbyn : le Parti travailliste avait vingt points de retard, avec de lourdes défaites lors des récentes élections locales. Jeremy Corbyn était largement derrière Theresa May.

Toutefois, le 8 juin, les travaillistes ont remporté plus de 40 % du vote populaire, leur meilleure performance depuis les victoires de Tony Blair en 1997 et 2001. En seulement deux ans, la part électorale du Parti a augmenté de plus de 9 %, du jamais vu depuis 1945. Cela contraste fortement avec la plupart des partis sociaux-démocrates dans les pays capitalistes avancés qui ont du mal à arrêter le déclin de leur part de vote national.

La performance cataclysmique de Theresa May a plongé le Parti conservateur dans le chaos et potentiellement mis en péril tout le processus du Brexit. Corbyn est de plus en plus considéré comme un futur Premier ministre par des électeurs précédemment sceptiques. Cette élection a provoqué un séisme politique

au Royaume-Uni qui semble contester un certain nombre de doctrines régnant dans la vie politique depuis quarante ans.

Le Parti travailliste met le cap à gauche

La toute première doctrine à renverser est que le Parti travailliste ne peut pas réussir électoralement en se battant à gauche. Le programme des travaillistes était proche de la social-démocratie traditionnelle : imposer les plus fortunés pour financer le Service de santé national (NHS) et les écoles, également abolir les frais de scolarité universitaire ; ou nationaliser les services publics privatisés défaillants (chemins de fer, énergie). Les politiques du Parti n'avaient pas été plus à gauche depuis les élections de 1983. Pourtant, il a augmenté sa part de vote dans la plupart des groupes sociaux. L'affirmation des modernisateurs travaillistes selon laquelle la Grande-Bretagne est un pays intrinsèquement conservateur, résistant aux fortes taxes et plus sceptique que jamais envers un « État plus vaste », a apparemment été confondue.

Mobiliser les électeurs plus jeunes et les « laissés pour compte »

La seconde doctrine, apparemment infirmée par la performance du Parti travailliste, est l'idée qu'il est impossible de mobiliser politiquement les électeurs plus jeunes et les soi-disant « laissés pour compte ». La Participation électorale a presque atteint 70 %, avec un vote accru des 18-34 ans et un retour en masse vers le Parti travailliste des électeurs de la classe ouvrière marginalisés qui s'abstenaient de voter ou avaient rejoint le Parti populiste d'extrême droite (UKIP), dans les années 2000. Le Parti travailliste a mélangé les techniques de campagne « modernes » et « traditionnelles » : en utilisant très efficacement les médias, il a dominé le débat en ligne. Jeremy Corbyn s'est aussi exprimé lors de douzaines de rassemblements politiques qui ont drainé des milliers de personnes en fin de campagne. Le Parti était largement dépassé par les conservateurs, mais a utilisé le « bouche à oreille » et le traditionnel porte-à-porte à l'effet ravageur.

Les erreurs politiques des conservateurs

La troisième doctrine remise en question est que le Parti conservateur britannique est une impitoyable machine à rassembler les voix. La campagne des conservateurs a été un échec politique : Theresa May a suscité des espoirs en exigeant une large majorité pour mener à bien le processus du Brexit, mais ses performances médiatiques et publiques ont été jugées faibles. Le manifeste du Parti conservateur a attaqué l'un des groupes d'électeurs les plus fidèles du Parti, les personnes âgées fortunées, en promettant d'étudier les ressources des retraités tout en introduisant une réforme de la protection sociale obligeant les personnes relativement aisées et atteintes de maladies chroniques à payer leurs propres soins. Ce manifeste a échoué à donner une vision convaincante du rôle de la Grande-Bretagne dans un monde post-Brexit, de la façon dont le pays relèverait le défi de la compétitivité et de la durabilité en dehors de l'UE. Les conséquences électorales de ces erreurs politiques se sont révélées désastreuses.

> LE PARTI TRAVAILLISTE A MÉLANGÉ LES TECHNIQUES DE CAMPAGNE « MODERNES » ET « TRADITIONNELLES » : EN UTILISANT TRÈS EFFICACEMENT LES MÉDIAS, IL A DOMINÉ LE DÉBAT EN LIGNE

Le Parti travailliste a maintenant le vent en poupe

Beaucoup au sein du Parti pensent qu'il est sur le point de remporter une victoire semblable à celle de 1945. Il est tout à fait plausible que Jeremy Corbyn devienne Premier ministre. Theresa May est irrémédiablement affaiblie, tandis que la majorité du gouvernement dépend des votes du Parti unioniste démocratique d'Irlande du Nord (DUP), dans le contexte d'un processus de paix instable. Une autre élection générale semble bientôt probable, ce qui, vraisemblablement, verrait la victoire du Parti travailliste. Le Parti travailliste britannique peut être en mesure de tracer une nouvelle voie vers le pouvoir, avec des implications radicales pour d'autres partis de centre gauche dans toute l'Europe.

> **AUTEUR**
Patrick Diamond est le coprésident de Policy Network et maître de conférence en politique publique à la Queen Mary University of London.

19 février 2017, Lübeck, Allemagne - Le candidat à la chancellerie Martin Schulz en campagne.

SOCIAL-DÉMOCRATIE : OSER L'INCERTITUDE

Par Laura Slimani

PRESIDENTIELLE, FRANCE
Affiches de campagne du candidat socialiste Benoit Hamon vandalisées.

© Hadrian / Shutterstock

L'affaiblissement de la social-démocratie européenne est structurel et nécessite une remise en question totale et radicale, tant sur le fond que sur la forme de notre engagement.

Le danger du rabougrissement

La tendance est au rapetissement chez les sociaux-démocrates depuis de nombreuses années, malgré quelques victoires ici ou là. Je ne crois pas à la théorie des cycles qui voudrait que les mêmes partis, avec les mêmes idées, perdraient puis gagneraient indéfiniment les élections dans un inévitable mouvement de balancier. Les cycles politiques sont dynamiques. Ni en France, ni en Espagne, ni en Grèce, ni aux Pays-Bas, ni en Allemagne, on ne retournera à l'hégémonie social-démocrate sur la gauche. Nous assistons à un affaiblissement structurel de la social-démocratie, à son remplacement par diverses forces politiques, qui doit nous questionner bien au-delà du simple (mais nécessaire) travail d'inventaire.

D'abord parce que la social-démocratie a irrémédiablement déçu, incapable d'adapter les politiques de progrès social menées en période de forte croissance économique à une période de croissance faible, gagnée petit

à petit par une forme de conservatisme sur les questions de société. Nous avons accepté, sous la pression des actionnaires de grands groupes, tantôt la dégradation des contrats de travail, tantôt la stagnation voire la régression salariale, tantôt la privatisation de services publics devenus payants et inefficaces, la baisse des impôts des plus riches, en contrepartie d'hypothétiques points de croissances. Cela ne veut pas dire que des progrès n'ont pas été acquis à la marge. Mais ces choix nous ont décrédibilisé.

Nous n'avons pas besoin d'un ravalement de façade mais d'une remise en question totale, dont l'aboutissement n'est pas déterminé d'avance.

Ne pas avoir peur de la radicalité

Renouer avec le socialisme signifie embrasser une forme de radicalité. L'urgence écologique, l'augmentation des inégalités à toutes les échelles, la crise aiguë de la démocratie doivent nous amener à des solutions systémiques et non à l'amendement permanent de nos réflexions passées. Il ne s'agit pas d'ajouter une nouvelle idée à un programme déjà ficelé, mais de réfléchir à ce qui, aujourd'hui, peut rendre la société plus juste, plus durable, plus démocratique. C'est pourquoi la contribution des intellectuels est primordiale. Il nous faut penser la redistribution des richesses tout en intégrant la limitation de la production. Il nous faut penser la conquête de nouveaux droits pour les opprimés, tout en faisant cohésion. Il nous faut trouver les solutions locales aux problématiques globales, et des solutions européennes à la protection sociale, aux dumpings fiscal et social, qui relèvent aujourd'hui de compétences nationales.

Une stratégie politique de " l'oser "

Certaines élections récentes ont fait émerger de nouvelles idées et des personnalités inattendues. Le point commun entre Benoît Hamon, Jeremy Corbyn, Bernie Sanders, Pedro Sanchez, c'est le contraste entre la mobilisation populaire qui les a portés dans leurs campagnes respectives et l'attitude réfractaire des élites de leurs partis. Dans nos formations, le pouvoir des élus a peu à peu pris le pas sur les idées. Or, dans toutes organisations, les élites cherchent à préserver le statu quo car il favorise leur position de pouvoir, qu'elle soit d'élu ou de responsable de parti. Toute candidature ou idée, même fortement soutenue dans la société, devra faire face à une résistance institutionnelle qu'il ne faut pas sous-estimer. L'exemple Corbyniste est à la fois réaliste et encourageant. Après avoir été quasiment détruit par l'establishment blairiste du parti travailliste, que personne n'envisageait son accession au poste de Premier ministre il y a à peine un an, elle est aujourd'hui non seulement possible mais portée par un enthousiasme populaire inégalé. Pour y parvenir, les corbynistes ont mis en place une ingénieuse stratégie de conquête des cœurs et des esprits, de propulsion d'un imaginaire collectif puissant, d'investissement massif d'internet, de manière intelligente et décalée. Jeremy Corbyn est parvenu à désigner l'adversaire dans le slogan de sa campagne " For the many, not the few. "

Si au Royaume-Uni, le système électoral aidant, c'est au sein du parti travailliste que cette recomposition s'opère, dans d'autres pays elle nécessitera de tourner la page d'un parti politique trop décrédibilisé, ou se fera dans le cadre d'une coalition de gauche plus large.

Mais pour qu'une telle recomposition ait lieu il faut y consacrer toutes nos forces. Il est temps de mettre la stratégie politique au service de notre idéal et non l'inverse. Oser proposer des choses tellement nouvelles qu'elles sont impopulaires aujourd'hui. Oser désigner notre adversaire : les élites financières qui ne s'enrichissent qu'à mesure que d'autres s'appauvrissent, qui n'ont aucune intention d'agir contre le réchauffement climatique car ils n'en subiront pas les conséquences. Oser le renouvellement générationnel, social, ethnique, non pas pour les photos mais pour partager le pouvoir. Oser tout mettre sur la table, y compris notre appartenance partisane, pour mettre le collectif avant les querelles d'appareil.

Cette transformation peut aller très vite. Elle peut aussi prendre beaucoup de temps, et être pavée d'échecs. Il faut persévérer. La terre ne s'est pas faite en un jour, la gauche encore moins. Il nous faut y être prêts.

> AUTEUR
Laura Slimani, ancienne présidente des jeunes socialistes français et des jeunes socialistes européens, est élue municipale en charge de la jeunesse à Rouen. Elle travaille dans une ONG française de lutte contre les exclusions en tant que chargée de mission.

© Shutterstock

LONDRES, ROYAUME-UNI - 9 JUIN 2017 : Theresa May en première page du Evening Standard le lendemain des élections générales qui ont entraîné une absence de majorité au Parlement

RÉACTION ÉLECTORALE : AUX PORTES DU POUVOIR ?

Par Andrew Harrop

Ce n'est pas un Premier ministre issu du Parti travailliste qui a emménagé au 10 Downing Street suite aux récentes élections générales. L'élection de juin doit toutefois être considérée comme un énorme succès pour le Parti travailliste et un triomphe personnel pour Jeremy Corbyn. Passer de 30 % des votes à 40 % en deux ans s'avère une très grande réussite, surtout avec les mauvais scores du Parti travailliste donnés par les sondages avant la campagne.

Il est vrai que le Parti travailliste n'a gagné que 30 sièges et reste à 64 sièges de la majorité. Fondamentalement, il peut maintenant l'emporter lors des prochaines élections, car il y a assez de sièges en jeu pour atteindre une majorité : la discussion concernant 15 ou 20 ans d'hégémonie inévitable des conservateurs est close.

Le tableau ci-dessous montre que la montagne que le Parti travailliste doit escalader pour atteindre la majorité a diminué de plus de la moitié depuis cette élection : le parti a seulement besoin d'une variation de 4 points de pourcentage dans la circonscription pour obtenir une majorité, contre 9 auparavant.

La variété géographique et démographique des sièges où le parti a progressé montre qu'il peut et doit être le parti du libéralisme métropolitain et celui de la classe ouvrière, sans avoir à choisir. Il sera plus facile de progresser maintenant que les travaillistes avancent dans chaque nation et chaque région, dans des circonscriptions avec des mixités sociales très différentes. Le Parti travailliste peut

se poser en tant que défenseur patriote de l'intérêt national sans avoir à deviner si ses électeurs étaient autrefois des opposants ou des partisans du Brexit.

Bien sûr, avec la campagne truffée d'erreurs des Conservateurs et l'implosion de l'état de grâce de Theresa May, la comparaison avec le Parti travailliste ne pouvait qu'être favorable. La campagne du Parti a néanmoins changé la donne, et c'est à Jeremy Corbyn qu'en revient grandement le mérite. Sa sincérité, sa conviction et son authenticité personnelles ont rayonné. Contre toute attente, Corbyn semblait à l'aise sous les feux des médias et véritablement heureux de s'investir. Il est important de se sentir bien dans sa peau, comme Theresa May a pu le découvrir. Ensuite, sa décision de présenter un manifeste sans compromis, sans la caution, le calcul ou la furtivité des époques de Brown et Miliband, a été rentable. Les travaillistes ont eu une proposition claire, éloquente et facile à communiquer, populaire même chez les personnes pour qui Corbyn importait peu.

Maintenant, la grande question est : que faut-il au Parti travailliste pour l'emporter ? Ses 13 millions d'électeurs comprenaient des personnes qui votaient en raison de Corbyn ou malgré Corbyn, et des inconditionnels du parti. Cette coalition pourrait s'avérer instable si la perspective d'un gouvernement travailliste prenait de l'ampleur. Même si le "socle" du parti est à l'évidence plus solide que ce que beaucoup craignait, le vote de l'année 2017 ne représente pas forcément une base fiable pour aller de l'avant.

Pour les travaillistes, la réponse doit consister à associer la tête et le cœur. Corbyn a montré que cela fonctionne de faire campagne avec conviction en proférant de grandes promesses. Pour atteindre le pouvoir, les électeurs doivent croire que le parti est en mesure de gouverner. Celui-ci doit montrer qu'il est un gouvernement fantôme crédible, pas simplement un mouvement de protestation, tout en conservant l'audace et l'authenticité caractéristiques de cette élection. La tâche consiste à faire campagne avec la poésie de Corbyn, tout en montrant que l'équipe est prête, immédiatement, à gouverner en prose.

> “LA DISCUSSION CONCERNANT 15 OU 20 ANS D’HÉGÉMONIE DES CONSERVATEURS EST CLOSE”

La direction du parti par Corbyn est sûre mais, collectivement, l'équipe travailliste doit sembler compétente, confiante et prête pour le pouvoir. Les factions rivales doivent donc enterrer la hache de guerre et les détracteurs de Corbyn admettre qu'ils ont exagéré leurs inquiétudes sur sa capacité et son attrait électoral et proposer de servir en première ligne. Celui-ci, fort de son triomphe, doit reconnaître que le parti ne fera que progresser si l'attrait qu'il dégage vient compléter l'intérêt suscité par divers collaborateurs pouvant revêtir le costume de ministre. Avec Keir Starmer, nous savons que ce doublé peut fonctionner.

Il existe une alternative au cabinet fantôme omni-talentueux, qui anéantirait toutefois les chances du parti de l'emporter. Au lieu de s'appuyer sur la nouvelle unité de la campagne électorale, les partisans de Corbyn devraient se servir de la position renforcée de leur leader pour prendre leur revanche sur les deux dernières années et effectuer une lente purge de ceux qui ont sous-estimé le leader du Parti travailliste. En cas de retour des guerres fratricides, 2017 en sera alors l'apothéose, et la nouvelle coalition d'électeurs volera rapidement en éclats. D'un autre côté, si Jeremy Corbyn constitue un cabinet fantôme capable d'affronter les premières lignes acculées de Theresa May, et prouver que le parti a bien une tête et un cœur, alors cette élection pourrait placer les travaillistes aux portes du gouvernement, bien plus vite que nous ne le pensons.

> AUTEUR
Andrew Harrop est secrétaire général de la Fabian Society depuis l'automne 2011 et y est en charge de la recherche sur la politique économique et sociale ainsi que sur l'avenir du Parti travailliste. Il milite à ce parti depuis ses 18 ans et s'est présenté aux élections générales de 2005.

© Claudio Divizia / Shutterstock

| Journal montrant le dirigeant du Parti travailliste, Jeremy Corbyn, devant les Chambres du Parlement le lendemain des élections générales du 8 juin.

GRANDE-BRETAGNE : LES TURBULENTS CONSERVATEURS AUX COMMANDES

Par John Callaghan

Le gouvernement du Royaume-Uni a démarré les négociations sur le Brexit le 19 juin, sans majorité parlementaire, du fait d'une élection surprise moins de deux semaines plus tôt. Theresa May, la Première ministre conservatrice, avait demandé la tenue d'élections afin d'exploiter les sondages d'opinion très favorable dont elle et son Parti bénéficiaient face à Jeremy Corbyn et au Parti travailliste depuis septembre 2015, lorsque Corbyn est devenu le chef de l'opposition. Tous les éminents experts politiques de la presse et des médias audiovisuels s'attendaient donc à une victoire écrasante des conservateurs.

Depuis l'élection, aucun récit vraiment convaincant n'a permis d'expliquer ce qui s'est passé. Tous sont d'accord pour dire que Theresa May a mené une campagne maladroite affichant ses lacunes personnelles. En revanche, Jeremy Corbyn était décontracté et à l'aise, surtout avec les électeurs dans la rue, mais aussi dans les débats télévisés auxquels Theresa May a refusé de participer. Plutôt que de traiter du Brexit, le manifeste du Parti travailliste portait sur les problèmes sociaux et économiques : un grand mécontentement concernant des services publics dégradés, des revenus stagnants ou en baisse et des inégalités croissantes. Le manifeste des conservateurs parlait également des « injustices criantes », du manque de droits sur le lieu de travail, de la nécessité d'un salaire décent et même d'une stratégie industrielle moderne. Rien de tout cela n'apparaissait de manière prépondérante dans la campagne de Theresa May. Le

manifeste montre toutefois que le gouvernement était parfaitement conscient de l'importance de ces problèmes.

Demander la tenue anticipée des élections générales peut susciter des appréhensions sur l'avenir. Quels problèmes prévisibles nécessitent que le gouvernement ait besoin d'une plus grande majorité pour conserver son ascendance parlementaire et affronter la dissidence ? Peut-être les résultats des négociations sur le Brexit et les incertitudes économiques quant à l'avenir immédiat. Les réductions des dépenses publiques en cours, la hausse du taux d'inflation, l'insuffisance de maisons et de propriétés locatives abordables et le gel des salaires du secteur public, tous ces problèmes mettent l'accent sur les turbulences politiques à venir. Dans la santé, l'éducation, le maintien de l'ordre, les prisons et le gouvernement local, les services ont déjà fait l'objet de coupes draconiennes. Le projet idéologique adopté par le Parti conservateur dans les années 1970 et visant à réduire le secteur de l'État et à diminuer ou éliminer les structures réglementaires limitant les « marchés libres », a révélé parfois qu'il restait beaucoup à faire. S'il n'y a pas d'entente acceptable avec l'UE, la menace a été lancée par Theresa May et son chancelier Philip Hammond en janvier 2017, le Royaume-Uni s'enfoncera beaucoup plus loin vers une main-d'œuvre bon marché, de bas salaires, moins de droits pour les travailleurs et une baisse des taxes sur les entreprises. Mais c'était seulement pour faire écho aux aspirations nourries par les figures importantes du Parti conservateur et auxquelles ces dernières donnent à l'occasion libre cours. Andrea Leadsom, une candidate à la direction en 2016, était tout à fait claire, dans son allocution à la Chambre des communes en 2012, sur le fait que les petites entreprises ne devraient subir aucune réglementation en matière d'emploi. Pour les conservateurs favorables au Brexit, le grand avantage de quitter l'UE est d'être libéré de toutes ces réglementations qui jugulent les forces du marché et diluent l'avantage économique comparatif du Royaume-Uni.

Le Parti travailliste connait des problèmes persistants depuis 2010, tenant au fait que, sous Tony Blair, il a suivi la même direction que les conservateurs dans de nombreux domaines politiques au cours des 13 précédentes années au gouvernement. Blair a accepté la flexibilité des marchés du travail, présidé à l'inégalité croissante avec sérénité, éloigné le Parti travailliste des syndicats et salué le dynamisme des marchés, en particulier les marchés financiers. Il s'est également mis à dos de nombreux électeurs du Parti travailliste en raison de son enthousiasme pour l'invasion de l'Irak et son échec à reconnaître, et encore moins à arrêter l'immigration. Lorsque la crise financière mondiale s'est installée, le Parti travailliste a été incapable de contester efficacement le message des conservateurs qui imputait une grande partie du blâme à Blair et son chancelier Gordon Brown. La défaite aux élections générales de 2010 et 2015 a vu une grande partie des principaux blairistes s'éloigner de la politique britannique. Le reste s'est rallié à la coalition conservatrice-libérale démocrate en 2010-2015. Lorsque Ed Miliband a démissionné de la direction du Parti travailliste en 2015, Jeremy Corbyn est apparu comme le seul candidat capable d'obtenir le soutien des membres, dont le nombre a augmenté en réponse à sa campagne et s'élève maintenant à plus de 500 000.

> **“PLUTÔT QUE DE TRAITER DU BREXIT, LE MANIFESTE DU PARTI TRAVAILLISTE PORTAIT SUR LES PROBLÈMES SOCIAUX ET ÉCONOMIQUES : UN GRAND MÉCONTENTEMENT CONCERNANT DES SERVICES PUBLICS DÉGRADÉS, DES REVENUS STAGNANTS OU EN BAISSE ET DES INÉGALITÉS CROISSANTES.”**

Le 8 juin 2017, Jeremy Corbyn a porté la proportion des suffrages du Parti travailliste à 40 %, un record pour une opposition depuis 1970. L'augmentation de 9,6 % des suffrages a été la plus importante pour les travaillistes dans une élection générale depuis 1945. Néanmoins, l'élection a également constaté la plus grande proportion des suffrages du Parti conservateur depuis 1983. Il reste donc au gouvernement, bien qu'affaibli, et règne pour le moment.

> AUTEUR
John Callaghan est professeur de politique et d'histoire contemporaine à l'Université de Salford. Le socialisme en Grande-Bretagne depuis 1884, (Oxford, 1990) et Le repli de la Social-démocratie (Manchester, 2000) font partie des œuvres majeures qu'il a écrites.

| La tragédie de Grenfell Tower, une conséquences prévisible de l'austérité a dit Corbyn à May.

LE PARTI TRAVAILLISTE DE CORBYN DOIT ÉVITER LE SORT DU PARTI SOCIALISTE DE HOLLANDE

Par Richard Angell

Au lendemain de l'élection britannique qui a résulté en un gouvernement conservateur minoritaire, il existe maintenant de fortes chances que Jeremy Corbyn puisse être le prochain Premier ministre du Royaume-Uni aux prochaines élections. Tandis que le manifeste du Parti travailliste était bon, le groupe de réflexion sur les questions de finances publiques, l'Institut d'études fiscales (IFS), a constaté de graves écarts dans les chiffres fournis sur les recettes et les impôts. Richard Angell explique comment, selon lui, le Parti travailliste peut éviter le sort du Parti socialiste en France.

© Ms Jane Campbell / Shutterstock

Jeremy Corbyn est désormais le favori pour devenir le prochain Premier ministre du Royaume-Uni. Il est évident que les conservateurs vont laisser tomber Theresa May avant que la Grande-Bretagne ne retourne aux urnes. Il est alors probable que ce sera l'ancien rebelle d'arrière-ban, qui est apparu sur la scène du festival de musique de Glastonbury, qui emménagera au 10 Downing Street.

Les enfants du millénaire (et leurs successeurs dans la génération Y) ont été poussés à l'action par le résultat du référendum sur l'adhésion du Royaume-Uni à l'Union européenne et ont choisi de punir Theresa May et son cabinet de partisans du Brexit. Ceux-ci sont sur le point de faire sortir le Royaume-Uni

de force du marché unique et d'emmener avec lui les droits au travail et la libre circulation des jeunes. Jeremy Corbyn leur a permis d'exprimer leur colère.

Corbyn est allé au-delà de ce qu'on attendait de lui

Ce faisant, il a dépassé les attentes de ses critiques, moi y compris, et s'est posé comme la nouvelle force de l'establishment au sein du Parti travailliste. Corbyn détient désormais le contrôle total de son équipe dirigeante. En juin, il a renvoyé trois ministres fantômes (et accepté la démission d'un autre) en raison de leur vote pour le maintien de la Grande-Bretagne dans le marché unique. Il dispose d'une petite aide annuelle de 5 M de livres, a la capacité de nommer des membres de la Chambre des Lords, et la BBC s'empresse de mettre des commentateurs favorables à Corbyn dans des émissions comme The Andrew Marr Show et Question Time. Le manifeste de 2017, comme l'a écrit Stephen Bush du magazine New Statesman, sera la base du prochain manifeste gagnant du Parti travailliste, tout comme une grande partie du manifeste de 1983 (surnommé « la plus longue lettre de suicide de l'histoire ») est apparue dans le manifeste de Tony Blair en 1997.

Maintenant, la question n'est plus : « Jeremy Corbyn peut-il l'emporter ? » (il n'est pas difficile d'imaginer un ensemble de circonstances aboutissant à ce résultat) mais : « Que va-t-il se passer s'il l'emporte ? ».

Le manifeste du Parti travailliste - une grande success story

Le manifeste du Parti travailliste a été le grand succès de la campagne. Il présentait une vision, des politiques faciles à expliquer et, en appelant clairement des parties très différentes de l'électorat (malgré ses contradictions), il donnait fortement l'impression qu'il valait bien plus que tout ce qu'il rassemblait. Il comportait beaucoup de choses que moi et chaque progressiste en Grande-Bretagne aimerions voir se réaliser sous un futur gouvernement travailliste.

Néanmoins, il n'a pas été pris au sérieux en tant que véritable programme de gouvernement. Il comportait quelques coûts connexes, ce qui n'est pas la même chose qu'un chiffrage des coûts. L'éminent groupe de réflexion sur les questions de finances publiques, l'IFS, a trouvé de graves écarts dans les chiffres fournis sur les recettes (avec plus de 11 MD de livres de moins selon leurs calculs que les prédictions de John McDonnell au cours de la première année seulement), et constaté que les coûts étaient supérieurs aux sommes calculées « sur un coin de table » par le Parti travailliste.

Au cours de l'élection, le Parti travailliste n'a pas imité le populisme de Donald Trump en 2016, mais celui de François Hollande en 2012. La coalition des étudiants de Hollande, l'ultragauche, ceux en faveur d'un niveau élevé d'imposition et le fait que la droite anti-establishment ait voté tactiquement, ont propulsé le Parti socialiste au Palais de l'Élysée. La coalition du Parti travailliste en 2017 était étonnamment semblable.

Ne faites pas des promesses impossibles à tenir

Les hausses d'impôts sur les riches promises par Hollande, même très populaires à l'époque, se sont révélées catastrophiques pour l'économie française. Comme l'avait fait Nick Clegg en 2010 sur les frais de scolarité, le candidat socialiste a fait ces promesses en sachant qu'elles étaient intenables. Les électeurs ont en retour lourdement puni les deux hommes lorsqu'il s'est avéré que leurs promesses ne seraient pas tenues et qu'ils ont dû changer d'attitude.

> **IL FAUT ÉVITER À TOUT PRIX DE REMPORTER UNE VICTOIRE À LA PYRRHUS, COMME CELLE DE HOLLANDE EN 2012, EN PROPOSANT AUX ÉLECTEURS UN PROGRAMME TOUT SACHANT QU'IL SERA IMPOSSIBLE À TENIR**

Maintenant, que doit faire le Parti travailliste?

Que doit donc faire le Parti travailliste d'un manifeste passionnant, sinon réaliste ?

Tout d'abord, il doit accepter les rendements estimés les plus bas sur ses propositions de mesures fiscales, tels que calculés par l'Institut d'études fiscales. Cela permettrait de fermer un puissant angle d'attaque. Une fois cela effectué, il doit se restructurer en conséquence.

Ensuite, McDonnell doit promettre que toutes les recettes collectées au-delà des prévisions de l'IFS seront affectées à la réduction du déficit.

En troisième lieu, il doit choisir une voie à suivre pour le Brexit. 2017 a fait office de masterclass pour jouer sur les deux fronts. Cela ne marchera pas la prochaine fois. Dans ce parlement sans majorité, Jeremy Corbyn détient le pouvoir de maintenir la Grande-Bretagne dans le marché unique et l'union douanière.

Le prochain manifeste du Parti travailliste ne peut pas laisser le Parti aux mains du destin. Il faut éviter à tout prix de remporter une victoire à la Pyrrhus, comme celle de Hollande en 2012, en proposant aux électeurs un programme tout en sachant qu'il sera impossible à tenir.

> AUTEUR
Richard Angell est le directeur de Progress et le fondateur du Labour's three seats challenge (#Lab3seats)

© Shutterstock.com

Le Parti travailliste a dépassé les attentes lors de l'élection générale du Royaume-Uni en juin.

QUE PEUVENT APPRENDRE LES PROGRESSISTES DES ÉLECTIONS GÉNÉRALES DU ROYAUME-UNI ?

Par Deborah Mattinson

Le 8 juin, le résultat des élections au Royaume-Uni a désorienté tant les politiciens que les commentateurs, les militants locaux ou les spécialistes des sondages. Bien que les attentes d'un raz-de-marée conservateur avaient été revues à la baisse suite aux difficultés de leur campagne, très peu de personnes envisageaient autre chose qu'une confortable victoire des Conservateurs. Finalement, alors que le changement de majorité en faveur du Parti travailliste n'était que de 2 % et qu'il lui manquait 56 sièges, les Conservateurs n'ont pas obtenu leur majorité absolue et Theresa May a été humiliée. Que pouvons-nous apprendre de la campagne et de son résultat ?

Hypothèse erronée sur les électeurs

Tout d'abord, le résultat attendu était basé sur une hypothèse erronée concernant les électeurs et selon laquelle « ceux qui n'ont pas voté à la dernière élection ne voteront pas lors de la prochaine ». Les spécialistes des sondages ont cette fois mal évalué les électeurs plus jeunes et les personnes qui n'avaient pas voté en 2015 et qui cherchaient à rattraper les erreurs commises lors de cette élection. Les militants locaux des deux partis se sont également concentrés sur les personnes ayant déjà voté et ont rapporté des histoires sur les victoires des conservateurs et les défaites des travaillistes. Nous savons maintenant que, bien motivées, les personnes qui ne votent généralement pas peuvent être incitées à le faire, avec un impact dévastateur.

L'importance des campagnes et des manifestes

La deuxième leçon conteste une autre sagesse populaire : les campagnes et les manifestes ne font pas beaucoup de différence. À cette occasion, peut-être parce que les électeurs connaissaient peu les candidats, la campagne a vraiment changé les esprits. Les manifestes, également, ont été remarqués. Les travaillistes ont bénéficié d'un double coup des relations publiques grâce à leur fuite quelques jours avant la publication, tandis que filtrait également avec une semaine d'avance la promesse sur la chasse au renard des conservateurs. L'abandon des frais de scolarité, un appel direct lancé aux électeurs plus jeunes, s'est distingué dans le manifeste du Parti travailliste, tandis que la « taxe pour la démence », et son revirement, faisait parti des promesses des conservateurs les plus retenues, et pourrait bien avoir fait réfléchir les électeurs fidèles plus âgés.

Le rôle de l'économie dans l'élection

Troisièmement, des présomptions de longue date sur l'importance de l'économie ont aussi été mises en doute. Le travail effectué par BritainThinks, un cabinet de conseil international, dans le cadre de l'enquête sur le Parti travailliste menée après 2015, a révélé que le manque de confiance dans la gestion économique avait constitué un obstacle majeur au choix des travaillistes. En 2017, elle a été passée sous silence. Après avoir dégringolé dans le classement des sondages sur les facteurs des choix électoraux, l'économie a rarement été débattue par l'un ou l'autre des partis. Les travaillistes savaient qu'il s'agissait d'un point faible et il était peu probable qu'ils forcent le débat, tandis que les conservateurs, en essayant de distinguer Philip Hammond, préféraient exclure le Chancelier de la campagne simplement en n'y faisant pas référence. Cela dit, les électeurs ont certainement voté dans leur propre intérêt et ont ainsi renforcé les divisions selon l'âge, le niveau d'éducation, la situation professionnelle et des attitudes auparavant soulignées par le référendum sur l'UE.

> MALGRÉ LE 'TRIOMPHE' DE LA CAMPAGNE, LE PARTI TRAVAILLISTE A ÉCHOUÉ. IL EST VRAIMENT BIEN PASSÉ CHEZ LES JEUNES CITADINS PROGRESSISTES ET ÉDUQUÉS, MAIS BEAUCOUP MOINS BIEN PARMI LES PERSONNES ÂGÉES MOINS BIEN ÉDUQUÉES, VIVANT DANS LES PETITES VILLES ET LES VILLAGES, AYANT DE PETITES OPINIONS CONSERVATRICES.

L'importance du leadership

En quatrième lieu, une vérité de campagne a tenu bon : c'est le leadership qui importe avant tout. C'est la suffisance à l'origine du déclenchement de l'élection, la raison d'être du positionnement « fort et stable » des conservateurs et, finalement, la raison de l'humiliation de Theresa May. Le leadership dans un contexte de campagne est toutefois relatif. Alors que la popularité de Theresa May chutait, celle de Jeremy Corbyn augmentait. Bien que tout d'abord considéré comme « faible » ou comme « ayant un look de professeur de géographie » (pas un compliment), la renommée de Corbyn s'est accrue. Comme nous l'avions tout d'abord remarqué lors des primaires travaillistes en 2015, il a l'art de faire passer ses adversaires pour des personnes guindées et rigides, manquant d'enthousiasme. Se référant à Theresa May, un électeur dans un groupe de discussion avait observé : « Elle parle comme si elle avait avalé le manifeste de son parti. » À la fin, le consensus parmi les électeurs comme les commentateurs était que la campagne de Corbyn avait triomphé, alors que celle de May peinait à avancer.

La cinquième et dernière leçon est la plus difficile pour les progressistes et surtout pour le Parti travailliste au Royaume-Uni, et concerne notre système électoral du « premier qui franchit la ligne ». Malgré le « triomphe » de la campagne, le Parti travailliste a échoué. Il est vraiment bien passé chez les jeunes citadins progressistes et éduqués, mais beaucoup moins bien parmi les personnes âgées moins bien éduquées, vivant dans les petites villes et les villages, traditionnellement conservateurs. La campagne de 2017 et ses résultats nous montrent combien il est difficile de l'emporter sans forger une coalition entre ces groupes : une coalition capable d'unir notre pays divisé.

> AUTEUR
Deborah Mattinson était spécialiste des sondages auprès de Gordon Brown lorsqu'il était chancelier de l'Échiquier et lorsqu'il était Premier ministre. Commentatrice éminente de l'opinion publique, elle écrit et fait souvent des émissions sur l'humeur de la nation. Elle est cofondatrice de Britain Thinks, un cabinet de conseil en stratégie.

- Gouvernements menés par le PES
- Gouvernements menés par ALDE
- Gouvernements menés par GUE
- Gouvernements menés par PPE ou ECR
- Discussions ouvertes à l'égard des coalitions
- Gouvernement indépendant

LA GAUCHE EUROPÉENNE EN PÉRIL

Par Marc Lazar

Le Parti travailliste, malgré le gain de 32 sièges de députés, a perdu les élections en Grande-Bretagne pour la troisième fois depuis 2010. En France, le PS est plongé dans une crise dévastatrice. Benoît Hamon, son candidat à l'élection présidentielle, n'a recueilli que 6% des voix au premier tour et les législatives des 11 et 18 juin ont été catastrophiques.

Les raisons de sa crise qui a désormais près de quarante ans sont connues. Les partis sociaux-démocrates sont confrontés à des défis considérables: la globalisation, l'européanisation, les mutations des sociétés, les transformations de la démocratie ou encore l'affadissement des grandes idéologies. Ce qui avait fait leur force - des politiques keynésiennes de Welfare dans le cadre national, une organisation solide, une doctrine cohérente, des relations plus ou moins étroites avec les syndicats - ne fonctionne plus. Les partis de la gauche réformiste ont connu un déclin électoral, la perte de leurs adhérents, l'érosion de leurs soutiens parmi les catégories populaires et les classes moyennes fragilisées et le délitement de leur hégémonie culturelle. Cela ne les a pas empêchés parfois de gagner les élections, mais la tendance générale était celle de la déstabilisation.

Dans les années 1990, Tony Blair et Gerhard Schröder ont voulu sortir de cette impasse en prônant une « Troisième voie » entre le libéralisme et la social-démocratie. Il s'agissait de prendre en compte les transformations du capitalisme, d'affirmer que la mondialisation engendrait des inégalités mais offrait aussi des opportunités aux individus, de se réconcilier en partie avec le libéralisme, de prôner l'égalité des chances grâce à l'éducation et à la formation prioritairement pour les plus démunis, de reconsidérer le rôle de l'Etat, de s'adresser aux classes moyennes ascendantes tout en protégeant les milieux populaires. Les tenants de la « Troisième voie » estimaient dépassé le clivage gauche-droite préférant l'antagonisme entre progressistes et conservateurs. Presque tous les partis sociaux-démocrates ont repris ces idées en les adaptant aux réalités de leurs pays.

> **POUR LE MOMENT, LA SOCIAL-DÉMOCRATIE N'A PAS TROUVÉ DE SOLUTION.**

Outre qu'elle a souffert de l'engagement de Tony Blair dans la guerre en Irak, « la Troisième voie » a montré ses limites avec la crise commencée en 2008. Partout l'austérité a provoqué du chômage et, même si celui-ci a pu ensuite être diminué, les inégalités, elles, se sont creusées. L'Europe a déçu et continue de décevoir. Nos sociétés sont secouées par les peurs de

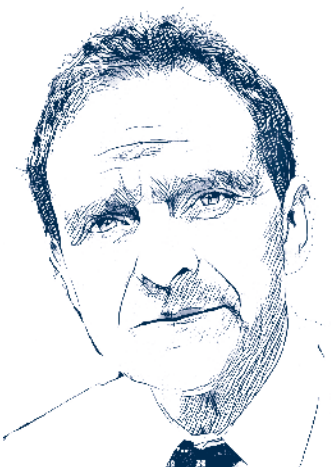
l'immigration et des migrants. La défiance envers les institutions, la classe politique et les partis se généralise, à quelques exceptions près, tandis que les populistes progressent.

Un fossé s'est creusé entre une gauche réformiste et une gauche radicale. Or, quelle que soit la stratégie choisie, ces partis n'arrivent pas à conquérir le pouvoir. Benoît Hamon avait un programme très à gauche, et ses électeurs ont préféré voter Emmanuel Macron ou Jean-Luc Mélenchon. Jeremy Corbyn a déployé un programme classiquement de gauche qui lui a permis de progresser nettement par rapport à 2015 et d'imposer pour longtemps sa présence à la tête de son parti mais pas de battre Theresa May. Pedro Sanchez a reconquis le PSOE en effectuant un tournant à gauche et en prônant une alliance avec Podemos qui risque de profiter surtout à ce dernier. De leur côté, le SPD allemand et le PD italien continuent d'explorer une politique social-libérale avec un peu plus de mesures sociales, et écologiques dans le cas allemand, mais sans grande réussite. En outre, en Espagne, en Grèce, en France, aux Pays-Bas ou en Belgique, un processus de radicalisation se développe à gauche des partis réformistes.

> “L'OPPOSITION ENTRE GAUCHE ET DROITE N'A PAS VRAIMENT DISPARU”

> “UN FOSSÉ S'EST CREUSÉ ENTRE UNE GAUCHE RÉFORMISTE ET UNE GAUCHE RADICALE.”

Pour le moment, la social-démocratie n'a pas trouvé de solution. D'autant qu'un changement de paradigme s'opère. L'opposition entre gauche et droite n'a pas vraiment disparu, notamment sur les questions de société. Néanmoins elle ne structure plus avec la même vigueur que par le passé les comportements et les cultures politiques. Elle s'enchevêtre avec d'autres clivages entre pro-européens et adversaires de l'Europe, entre adeptes de la société ouverte et partisans de la société fermée. Pour la gauche, il est urgent de procéder à un bilan de ses politiques passées, de repenser son projet, de se rénover en profondeur, de transformer sa façon de faire de la politique et de renouer un contact avec des sociétés bousculées par de profondes mutations. Si c'est encore possible. Faute de quoi la gauche social-démocrate pourrait disparaître comme ont sombré les partis communistes. Cela marquerait une rupture anthropologique dans l'histoire de l'Europe.



> AUTEUR
Marc Lazar est professeur des universités en histoire et sociologie politique à Sciences Po et depuis 2000 directeur du Centre d'histoire de Sciences Po. Il dirige notamment le Groupe de recherches pluridisciplinaires sur l'Italie contemporaine (GREPIC) au CERI.

COUVERTURE SPÉCIALE

Le passé et le présent de la famille socialiste européenne (PSE). Discussion durant une pré-rencontre de Conseil européen, le 29 avril 2017 entre l'actuel Premier ministre portugais Antonio Costa et le désormais ancien Président français, François Hollande

SE RÉINVENTER OU DISPARAÎTRE

Par Pascal Dewilt

Jamais, la social-démocratie n'a été aussi faible en temps de paix depuis l'instauration du suffrage universel. Aujourd'hui, les partis socialistes sont confrontés à un affaissement de statut voire, parfois, à la marginalité. Sans un retour à des fondamentaux à la lumière de la réalité du début de XXIe siècle, la famille socialiste paraît vouée à la disparition.

Dans l'histoire de chaque famille politique européenne, il y a régulièrement des hauts et des bas politiques et électoraux. Au pain noir succède le pain blanc, et inversement. A regarder les indicateurs électoraux et politiques contemporains de la famille socialiste, d'aucuns pourraient soutenir la thèse de la « mauvaise passe » avant un vraisemblable rebond.

Mon analyse n'est pas celle-là. Les performances électorales et politiques de la social-démocratie européennes n'ont jamais été aussi mauvaises en temps de paix. Plusieurs partis ont atteint une insignifiance presque totale : 6,3% en Grèce ; 6,6% en Irlande ; 5,7% en Islande ; 5,7% aux Pays-Bas ; 7,6% en Pologne ; 7,4% en France. Pourtant, ces résultats catastrophiques ne sont que la pointe de l'iceberg. Dans nombre d'États, les partis sociaux-démocrates ont obtenu, lors des derniers scrutins, leur plus mauvais résultat depuis la deuxième guerre mondiale (Autriche, Belgique néerlandophone, Chypre, Espagne, Finlande, Luxembourg, Suède et Suisse). En vérité, cette situation n'est jamais que la traduction d'une grave crise d'identité que tranche sans ménagement le corps électoral susceptible de voter pour une formation socialiste. En vrai, les questions peuvent être posées de manière abruptes : qui veut encore voter socialiste et pour quelle raison ?

Pendant trois quart de siècle, les partis sociaux-démocrates ont été les principaux acteurs de la défense des droits et des revendications des classes populaires salariées, au premier rang desquelles le monde ouvrier. A ce titre, nous le savons, ils ont été les protagonistes essentiels de l'édification d'un État social moderne et de la régulation publique dans une lecture de gauche de l'approche keynésienne en économie. Or, depuis trente ans, les mutations économiques, géopolitiques et idéologiques les frappent durement. L'État social subit des coups de butoir importants dans nombre de nations. La régulation dans l'économie recule ou est utilisée à des fins anti-keynésiennes, comme l'illustrent les « règles d'or » de l'Union européenne. Dans cette séquence, la base sociale des partis sociaux-démocrates est très durement affectée et subit, en parallèle, de plein fouet les mutations permanentes de la division internationale du travail.

> **“LES PARTIS ET LA FAMILLE SOCIALISTES SONT FACE À UNE ALTERNATIVE. ILS PEUVENT DEVENIR UNE FAMILLE DE PARTIS LIBÉRAUX SUR LE PLAN ÉCONOMIQUE ET À GAUCHE SUR LES QUESTIONS DE SOCIÉTÉ, UNE FORME DE LIBÉRALISME LIBERTAIRE.”**

Dans ce contexte, la plupart des partis sociaux-démocrates se sont d'abord arc-boutés sur la défense des acquis sociaux avant d'avoir régulièrement accompagné le processus de libéralisation de l'économie et de déstructuration des droits sociaux. Globalement, les partis socialistes n'ont présenté aucun cheminement alternatif. Même à la fin des années quatre-vingt-dix, lorsque le rapport des forces à l'échelle européenne leur fut plus favorable, le bilan fut maigre. A l'aune de cette brève présentation, nulle surprise à la situation contemporaine.

Schématiquement, les partis et la famille socialistes sont face à une alternative. Ils peuvent devenir une famille de partis libéraux sur le plan économique et à gauche sur les questions de société, une forme de libéralisme libertaire. Outre qu'on ne voit pas trop la filiation avec l'identité historique du socialisme, on ne voit guère plus ce que ces partis sociaux-démocrates new look auraient de plus à offrir à l'électorat que ce que ne présentent déjà d'autres partis libéraux, des partis verts ou des partis centristes de l'acabit de La Nouvelle République en marche en France. On voit encore moins comment les partis

sociaux-démocrates pourraient pérenniser un vote substantiel en leur faveur sur cette ligne.

L'autre pan de l'alternative est de repenser les fondamentaux socialistes à la lumière de la réalité du début de XXIe siècle. Comment défendre les classes populaires et moyennes dans un contexte de capitalisme largement débridé ? Comment assurer et mettre en œuvre un réformisme social promoteur de certaines formes d'égalité alors que s'accroissent, au contraire, les inégalités ? Comment revaloriser le politique et l'action publique face à la dénégation des vertus de la régulation ?

Ces questions sont complexes. Elles le sont d'autant plus que le cadre d'action optimal pour l'action socialiste fut le cadre stato-national démocratique. Il lui permettait une intervention d'essence institutionnelle – au Parlement et dans l'exercice des responsabilités – et extra-institutionnelle, à travers l'action syndicale notamment. Or, aujourd'hui, l'action politique est aussi et parfois d'abord supranationale. Les difficultés sont bien réelles. Pour sa survie, la famille sociale-démocrate se doit néanmoins de les aborder de front. Sans une application revisitée de leurs fondamentaux, il y a peu à parier que les partis sociaux-démocrates puissent faire valoir une quelconque valeur ajoutée dans les systèmes politiques nationaux et à l'échelle de l'Union européenne. Les segments importants de leur base électorale – potentielle – poursuivront les réorientations de leurs comportements politiques contemporains. D'abord et avant tout s'abstenir, mais aussi voter pour la droite ou la gauche radicale, ou opter pour des formations vaguement libertaires ou centristes.

> **L'AUTRE PAN DE L'ALTERNATIVE EST DE REPENSER LES FONDAMENTAUX SOCIALISTES À LA LUMIÈRE DE LA RÉALITÉ DU DÉBUT DE XXIÈME SIÈCLE.**

> AUTEUR
Pascal Delwit est professeur de Sciences politiques, Centre d'étude de la vie politique de l'Université libre de Bruxelles (ULB)

L'AVENIR DE LA GAUCHE

© Shutterstock.com

Populisme vs Democratie.

LE PROBLÈME PORTE SUR L'ÉCONOMIE, LA SOLUTION RÉSIDE DANS LA CROISSANCE

Par Ruy Teixeira

Pourquoi la gauche a-t-elle autant de problèmes à l'époque actuelle ? Finalement, tout se résume à l'économie. Les pays européens, particulièrement dans la zone euro, ont plus souffert économiquement que les États-Unis, car ils ont géré leur économie avec plus d'austérité. Par conséquent, la lenteur de la croissance a été très douloureuse dans la plupart des pays avec un chômage toujours élevé.

Naturellement, cette situation a engendré beaucoup de ressentiment et un mécontentement économique dans ces pays. Cela a-t-il pour autant bénéficié à la gauche ? Dans l'ensemble, non. Ces sentiments ont alimenté la peur et le pessimisme vis-à-vis du changement et une méfiance envers le gouvernement et son action, et non un soutien en sa faveur. Cela a sapé la gauche, une situation exacerbée par la tendance des sociaux-démocrates européens à s'ouvrir à de grandes coalitions entre la gauche et la droite, juste pour être dans le gouvernement. Ce faisant, ils ont eu tendance à accepter le cadre fiscal actuel européen (irréalisable) accompagné des mesures d'austérité et d'une stagnation économique continue.

Néanmoins, le plan d'action ne fonctionne pas, parce qu'il ne le

peut pas. Il n'y a pas de bonnes raisons économiques de penser que l'austérité continue, même adoucie par la présence de sociaux-démocrates dans le gouvernement ou tempérée par les réformes très nécessaires de l'État-providence, engendrera une croissance économique solide.

Il n'y a pas non plus de bonnes raisons politiques de penser que les partis sociaux-démocrates bénéficieront de leur administration « responsable » de l'austérité budgétaire, même si (ou peut-être surtout si) ils y sont en droit. Les électeurs ont tendance à punir les partis qui, selon eux, leur ont fait du tort, et cette tendance peut être accentuée par la contradiction perçue entre les politiques actuelles des sociaux-démocrates et les engagements historiques. Les électeurs tendent également à récompenser les outsiders et les populistes, et ils l'ont fait.

Certains de ces avantages électoraux sont allés aux partis situés à la gauche des sociaux-démocrates, les soi-disant partis populistes [Podemos (Espagne), Syriza (Grèce), Parti socialiste (Pays-Bas), Mouvement 5 étoiles (Italie), Parti populaire socialiste (Danemark)]. Tous les segments de la gauche n'ont donc pas souffert de cette dynamique. Cependant, les principaux bénéficiaires du dégoût croissant envers la mauvaise situation économique, surtout dans le nord de l'Europe, ont été des partis populistes de droite [Front national (France), UKIP (Royaume-Uni), Parti de la liberté (Autriche), Vrais Finlandais (Finlande), Parti pour la liberté (Pays-Bas)], comme c'était prévisible, étant donné les difficultés économiques qui persistent.

> LES ÉLECTEURS ONT TENDANCE À PUNIR LES PARTIS QUI, SELON EUX, LEUR ONT FAIT DU TORT

Tout comme l'a été l'hémorragie de soutien aux sociaux-démocrates européens. Dans l'ensemble, le soutien envers ces partis a diminué d'environ un tiers, jusqu'à atteindre de faibles niveaux jamais vus depuis 70 ans, chacun étant tombé à des scores historiquement bas au fil de ses élections nationales. Cela a évidemment affaibli l'ensemble de la gauche, même si d'autres segments ont accompli quelques avancées. D'autant que la situation n'a pas été aidée par la réticence générale des partis sociaux-démocrates à maximiser l'influence de la gauche en réunissant tous ses partis dans une coalition.

Tout est donc perdu en Europe ? Pas du tout. D'abord, malgré une pression implacable dans le climat d'austérité actuel, le succès du renversement des bases des États-providence européens n'a été que limité (contrairement au fait de faire souffrir inutilement les gens). D'autant que la partie en progression de la droite européenne, les populistes, défend en général l'État-providence. Ils n'ont aucun intérêt à le voir démantelé.

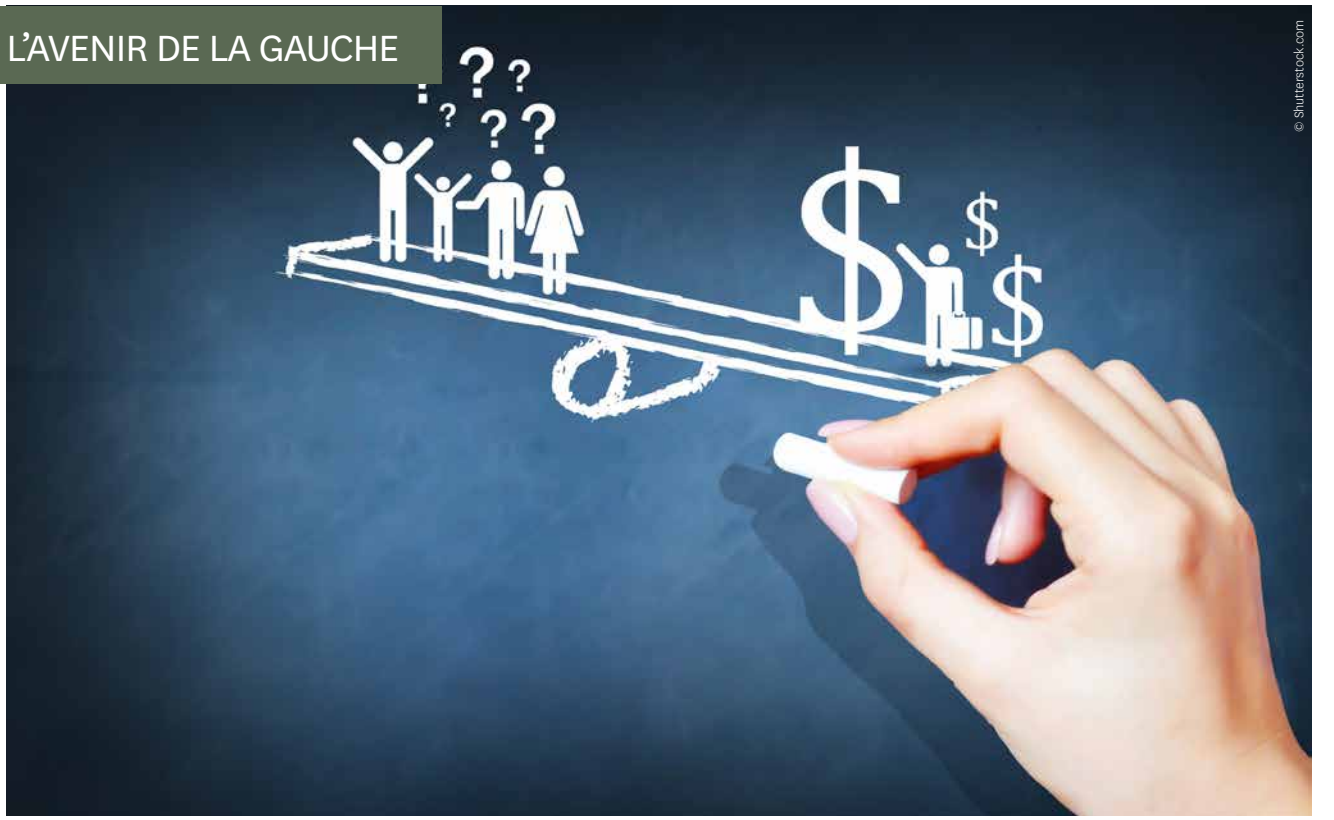
Les difficultés actuelles de la gauche en Europe ont peu à voir avec les limites fondamentales fixées sur le progrès social par les déprédations du capitalisme, de la mondialisation ou du néolibéralisme. Un tel pessimisme est injustifié, car le vrai problème et sa solution sont simples et limpides. S'il est possible d'en finir avec l'austérité et de revenir à une croissance saine, il existe une large place pour un nouveau progrès social vers de nouveaux États-providence (appelons-les « États d'opportunité ») qui garde ce qu'il y a de mieux dans les États-providence actuels, tout en les prolongeant et les adaptant à une nouvelle époque.

La fin de l'austérité et la reprise de la croissance pourraient bien se produire finalement, même en empruntant un chemin difficile et tortueux. Pour cela, il n'y a aucune alternative viable aux règles budgétaires paisibles et à la transition de la zone euro et de l'UE vers une sorte d'union fiscale et démocratique. François Hollande a essayé de bouger dans cette direction, mais il a baissé les yeux face à l'intransigeance allemande. Le nouveau président français, Emmanuel Macron, après sa victoire contre la populiste de droite, Marine Le Pen, est prêt à essayer la même chose.

Ainsi, malgré les difficultés des 30 ou 40 dernières années, dont la récente période post-crise, il n'y a aucune raison pour que la gauche, aux États-Unis ou en Europe, sombre dans le pessimisme. Les progrès sociaux et économiques sont toujours d'actualité, de nouvelles coalitions se développent et le capitalisme, avec les conseils appropriés de la gauche, peut encore générer des richesses susceptibles de profiter à tout le monde. En bref, les jeux sont loin d'être faits.

> **AUTEUR**
Ruy Teixeira est chercheur principal au Centre for American Progress, le premier groupe de réflexion aux États-Unis. Son nouveau livre The Optimistic Leftist: pourquoi le 21ème siècle.

L'AVENIR DE LA GAUCHE



Les États doivent d'abord offrir de bonnes conditions de travail et ensuite des conditions convenables pour le capital et l'investissement et s'ils échouent, c'est l'Europe qui devrait assumer cette responsabilité.

LE MEILLEUR DES MONDES DOIT ÊTRE PROGRESSIVEMENT MAÎTRISÉ

Par Ernst Stetter

À la fin des années 90, les progressistes ont pensé à un mouvement acceptant la mondialisation. Les bénéfices seraient partagés « correctement » et les impacts négatifs limités. Des efforts seraient entrepris pour l'Europe, afin d'élever la société basée sur les connaissances comme stipulé dans l'agenda de Lisbonne en 2000.

Il semble cependant que quelque chose a été oubliée dans la promesse principale d'une mondialisation plus juste et que les prévisions initiales étaient trop optimistes. Le contrat social et les questions de bien-être qui étaient la force des années 70 et 80 n'ont pas été respectés et de nombreuses promesses d'un meilleur avenir pour tous n'ont pas été tenues. Une idée était également répandue selon laquelle réaliser des choses pour quelques-uns serait défavorable pour beaucoup, une supposition qui s'est bien sûr avérée incompatible avec la réalité.

Il ne s'agit pas de nier les grands progrès réalisés depuis lors : la diminution de la pauvreté dans de nombreux pays et l'amélioration des conditions de vie à une grande échelle dans de nombreux pays d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique. Le monde d'aujourd'hui est tout simplement un monde

complètement différent, pas le brave new world chanté par The Doors, mais un monde compétitif épouvantable et impitoyable qui menace les progrès réalisés, surtout en Europe, mais aussi aux États-Unis. Comme démontré dans une étude récente de la Banque mondiale, par exemple, l'importance du G7 en termes de parité de pouvoir d'achat (PPA), a considérablement

> LA MONDIALISATION EST ORCHESTRÉE PAR LES RÈGLES DESTRUCTRICES DU NÉOLIBÉRALISME

diminué au cours des deux dernières décennies, alors qu'une tendance inverse a été observée dans le cas de pays comme la Chine où le pourcentage de la PPA a augmenté de 7,1 % à 17,6 % (1998-2016) et en Inde où le PPA a presque doublé au cours de la même période.

Cette image globale compliquée et inégale est en partie due à une incapacité à prédire la taille des changements à venir et le manque d'attention aux problèmes posés quand ces changements se produisent. Nous n'aurions pas pu prévoir l'intensité de l'effet de transformation sur nos sociétés de la vitesse des progrès technologiques avec le flux rapide des informations, l'innovation permanente et l'introduction des chaînes de production mondialisées. Mais ce qui a été souvent oublié c'est que la mondialisation est encore aujourd'hui un processus mené par le capital, orchestré par les règles destructrices du néolibéralisme qui créent et travaillent pour les gagnants tout en devenant de plus en plus dommageables pour les perdants.

Cela signifie tout simplement que ce qui a traditionnellement été le fondement de notre force politique perd du terrain en Europe. Comme notre ami Joe Stiglitz l'a souligné à Bruxelles lors de la conférence phare annuelle de la FEPS « Call to Europe », la mondialisation induit une situation dans laquelle les États essaient seulement d'offrir les meilleures conditions pour l'installation du capital.

C'est le point crucial et cela devrait alerter les progressistes et le mouvement progressiste. Il est urgent de penser et d'agir d'une manière différente : les États doivent d'abord offrir de bonnes conditions de travail et ensuite des conditions convenables pour le capital et l'investissement et s'ils échouent, c'est l'Europe qui devrait assumer cette responsabilité.

Il s'ensuit qu'une nouvelle approche des programmes sur la mondialisation est également une nécessité urgente. Un programme qui combat les inégalités, qui régule le capital, qui améliore la réglementation sur le travail et qui développe des règles pour une croissance durable et juste sur le plan social.

> UN OUBLI DANS LA PROMESSE PRINCIPALE D'UNE MONDIALISATION PLUS JUSTE, DES PRÉVISIONS INITIALES TROP OPTIMISTES

De plus, pour pouvoir avancer dans cette direction, des efforts devraient également être entrepris, comme stipulé par André Sapir, pour davantage d'efficacité de la part des institutions internationales pour continuer à développer la question du multilatéralisme, ou, comme nous en avons discuté à la FEPS et avec Pascal Lamy, un nouveau système de polygouvernance.

De nombreux débats intellectuels et études sont au programme, ce dont nous avons désespérément besoin pour regagner la confiance. C'est la seule manière de remporter les batailles politiques et sociales en faveur des citoyens et surtout des jeunes générations dans nos sociétés.

C'est également la seule manière de réformer les partis sociaux-démocrates traditionnels. La voie ne devrait pas ressembler au style Macron : diviser et conquérir. Il existe d'autres possibilités et de meilleures solutions pour y parvenir. La réflexion politique et les penseurs doivent s'atteler à une partie essentielle du travail : concevoir, formuler et communiquer ces idées et propositions politiques aux partis proches de nous.

> **AUTEUR**
Ernst Stetter est le secrétaire général de la Fondation européenne d'études progressistes

MONDE

© Shutterstock

BREXIT - le départ du Royaume-Uni, une opportunité pour relancer la politique de sécurité et de défense commune (PSDC)

BREXIT: NI CATASTROPHE, NI BÉNÉDICTION POUR L'EUROPE DE LA DÉFENSE

Par Nicole Gnesotto

Contrairement aux apparences, la relance de la défense européenne ne dépend que très marginalement du Brexit, dont les effets seront nettement plus catastrophiques pour Londres que pour Bruxelles. En matière de défense, c'est le couple franco-allemand qui retrouve un rôle décisif.

A priori les effets du Brexit sur la politique européenne de défense semblent positifs : le départ des Britanniques va libérer la PSDC, la Politique de sécurité et de défense commune, d'un veto londonien quasi systématique. De la même façon, l'élection de Donald Trump peut la booster : plus les incertitudes grandiront quant à la disponibilité atlantique des États-Unis, plus les Européens pourraient se doter d'une structure de contre-assurance militaire solide. Autrement dit : moins d'Amérique, plus du tout de Grande-Bretagne, et davantage de crises, devraient entraîner plus de défense européenne.

Ce n'est toutefois pas si simple. Certes, les effets positifs du Brexit sont réels. Sur le budget de l'Agence de défense, sur le quartier général européen, sur les coopérations renforcées, des progrès ont d'ailleurs été réalisés

> DÉBARASSÉ DU RISQUE DU VETO BRITANNIQUE, ON PEUT VISER LA CONSTITUTION D'UN CORPS EUROPÉEN D'INTERVENTION EXTÉRIEURE ; ON PEUT SOUHAITER LA CRÉATION DE FORCES SPÉCIALES EUROPÉENNES OU D'UN CORPS DE MÉDECINS MILITAIRES EUROPÉENS.

dès le printemps 2017. De même, les accords de « Berlin-plus » devront être revus. Soit Londres garde le poste de Dsaceur, et « Berlin-plus » devient obsolète, les Britanniques ne pouvant plus prétendre, en tant que membres de l'Union, au commandement des opérations de la PSDC. Soit on décide de maintenir « Berlin-plus », et le poste de Dsaceur doit revenir à un pays membre.

Certains avancent l'idée d'un nouveau traité de défense entre la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne. C'est un faux départ. Si l'on considère que l'Union peut devenir, dans la mondialisation, un acteur militaire et politique crédible en tant qu'Union, alors ce traité de défense, s'il devait s'avérer nécessaire, doit être conclu entre les vrais membres de l'Union, et d'abord entre les 4 grands européens – France, Allemagne, Italie, Espagne. La Grande-Bretagne serait ensuite invitée à rejoindre cette alliance européenne, mais en acceptant les termes déjà fixés par les membres fondateurs. À trop vouloir empêcher la réalité du Brexit, on risque en effet d'hypothéquer la réalité de l'Union.

Quant à l'armée européenne, c'est un beau slogan et un non-starter. Il y en aura une le jour où nous aurons construit une Europe politique, dotée d'un sentiment national européen et d'une souveraineté partagée. On en est loin. Débarrassé du risque du veto britannique, on peut viser la constitution d'un corps européen d'intervention extérieure ; on peut souhaiter la création de forces spéciales européennes ou d'un corps de médecins militaires européens. Mais l'armée commune sera la cerise sur le gâteau politique de l'Europe, et non pas son déclencheur.

Autrement dit, la relance de la défense européenne ne dépend que très marginalement des effets du Brexit, lequel sera un problème stratégique mille fois plus sérieux pour Londres que pour Bruxelles. Après tout, les Anglais ne participaient que très marginalement à la PSDC depuis 2003. Le vrai problème pour les Européens continentaux sera comme d'habitude celui de leur volonté politique. Deux options sont désormais sur la table : l'attentisme ou le sursaut. L'attentisme se nourrit d'une propension au déni, au refus de croire à la réalité du Brexit, de la menace russe, de la montée des extrémismes ou de l'évolution troublante des États-Unis. Les Européens refusent alors de se prendre en main, continuent de croire que tout restera comme avant, maintiennent une PSDC minimale et dépendante de l'OTAN, par peur de précipiter ce qu'ils veulent précisément éviter : le désintérêt voire l'abandon stratégique des États-Unis.

> BREXIT - LE DÉPART DU ROYAUME-UNI, UNE OPPORTUNITÉ POUR RELANCER LA POLITIQUE DE SÉCURITÉ ET DE DÉFENSE COMMUNE (PSDC)

Le sursaut suppose à l'inverse une relance rapide de la politique étrangère et de défense commune de l'Europe, avec ceux qui veulent et le peuvent, sous impulsion française grâce à l'élection d'Emmanuel Macron, sur fond de vision commune du rôle politique de l'Union et du bon degré de complémentarité avec l'OTAN. Le couple franco-allemand redevient dans cette optique le moteur d'une Europe politique puissante et influente. La PSDC n'est plus une question technique ni une fin en soi, c'est l'un des instruments de l'influence politique de l'Europe dans la mondialisation.

> AUTEUR
Nicole Gnesotto est Professeur du Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) et présidente du Conseil d'administration de l'IHEDN (Institut des hautes études de défense nationale). Elle est également vice-présidente de l'Institut Jacques Delors. Dernier ouvrage paru écrit avec Pascal Lamy : *Où va le monde ?* Odile Jacob, 2017.

MONDE

© VanderWolf Images / Shutterstock.com

BREXIT - l'impact sur la défense dans le contexte du lancement d'une nouvelle stratégie globale de l'UE

BREXIT ET DÉFENSE EUROPÉENNE : ENTRE INCERTITUDE ET COOPÉRATION

par Alessandro Marrone

Il est probable que les négociations sur le Brexit aient un double effet sur la sécurité et la défense européenne. D'un côté, elles devraient apporter plus d'incertitude au niveau industriel dans les prochaines années. De l'autre, le processus du Brexit a déjà suscité plus de coopération dans l'Union européenne.

Le résultat des élections au Royaume-Uni a affaibli le parti conservateur, maintenant sans majorité de sièges à West-minster. Le Parlement actuel oblige les Conservateurs à essayer un gouvernement minoritaire, et le leadership de Theresa May chez les conservateurs est contesté. Cette situation n'inverse pas le processus du Brexit, car une large majorité des législateurs britanniques se sont engagés à mettre en œuvre le référendum de 2016. Cependant, il peut mettre en question l'option proposée par la Première Ministre : un « Brexit dur », avec une sortie de l'UE du marché unique et des instances juridiques, mais la volonté de conclure un accord de libre-échange global avec l'Union. Les relations UE-Royaume-Uni resteront très instables au moins ces deux prochaines années, avec différentes options sur la table. Pas d'accord, le départ automatique de Londres de l'UE, un report du

délai des négociations ou même d'autres élections politiques qui testeront la volonté de l'électorat de poursuivre sur une voie incertaine la sortie de l'Union.

Cette incertitude impacte déjà le secteur de la sécurité et la défense au niveau industriel. L'armée et l'industrie britanniques sont étroitement liées à la Base industrielle et technologique de défense européenne (BITDE), avec d'importants programmes communs d'acquisition, comme l'avion de combat Eurofighter avec l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne. Des entreprises de défense de l'Europe continentale sont fortement présentes au Royaume-Uni, comme le français Thales et l'italien Leonardo. Une interconnexion bilatérale des chaînes d'approvisionnement relie les PME et les géants industriels outre-Manche. Plusieurs réseaux scientifiques et technologiques regroupent des institutions, le secteur privé et des universités travaillant sur des questions de sécurité et de défense. Ces liens risquent de disparaître, car ils dépen-dent de l'accès du Royaume-Uni au marché unique de l'UE. Ce risque peut entraver ou ralentir, la coopération euro-péenne avec les acteurs britanniques avant que Londres ne quitte l'Union. C'est particulièrement important car la BITDE s'avère cruciale pour que l'autonomie stratégique européenne puisse agir dans le domaine de la défense : c'est seulement en maîtrisant les capacités requises que les Européens pourront agir militairement si, quand, et où cela s'avè-rera nécessaire.

Politiquement, la perspective du Brexit stimule plutôt la coopération intra-UE. Les institutions ont pris des mesures importantes en matière de défense, avec la Stratégie globale européenne présentée par le Haut Représentant/Vice-président au Fonds européen de la défense de la Commission européenne. La France, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne ont fait des déclarations sans précédent pour lancer la Coopération structurée permanente (CSP) envisagée par le Traité de Lisbonne. Les négociations sur le Brexit continueront à stimuler cette coopération de trois manières. Tout d'abord, en supprimant le veto britannique. Ceci peut avoir un effet positif sur la CSP, l'établissement d'un état-major militaire européen approprié, le financement par l'Union de la recherche et des marchés de la défense, l'autonomisation de l'Agence européenne de défense, etc.

> POUR L'HEURE, IL EST INUTILE DE SE DEMANDER SI LE BREXIT SIGNIFIERA LE LANCEMENT D'UNE ARMÉE EUROPÉENNE.

Ensuite, les politiques britanniques sont affaiblies et déstabilisées, tandis que le noyau politique de l'UE est renforcé par la victoire d'Emmanuel Macron et la stabilité du gouvernement allemand. Les avantages de travailler à l'amélioration du cadre et des politiques de l'Union, y compris la sécurité et la défense, deviennent plus évidents. Enfin, une partie de l'opinion publique a encore un avis erroné sur les avantages de quitter l'Union et de renationaliser certaines politiques : les négociations sur le Brexit clarifieront les coûts et les inconvénients d'un tel choix, les pertes en termes d'économie, de politique et de sécurité. Les opposants à cette coopération et intégration seront ainsi confrontés à la réalité, particulièrement concernant certaines évaluations irréalistes de ce qu'un seul pays européen peut réaliser en termes de sécurité nationale.

Pour l'heure, il est inutile de se demander si le Brexit signifiera le lancement d'une armée européenne. Tout d'abord, l'on ignore comment et quand le Brexit se déroulera concrètement. Ensuite, cette armée ne sera pas mise l'ordre du jour des dossiers européens dans les prochaines années. Ce qui est sur la table à Bruxelles, Berlin, Paris ou Rome, c'est comment développer ensemble, plus efficacement, les capacités militaires dans l'Union. C'est comment commander de manière opérationnelle ces capacités via un état-major européen fonctionnel, afin d'assurer une action militaire rapide si nécessaire. C'est le leadership politique pour décider et guider cette action, ainsi que le développement des capacités nécessaires.

Tout cela exige une coopération structurée et permanente des institutions de l'UE et des états membres désireux et capables d'avancer dans le domaine de la défense. Le processus du Brexit permet le lancement de ce genre de coopération, mais seule une volonté politique dans les capitales européennes en fera une réalité.

> **AUTEUR**
Alessandro Marrone, est chercheur au programme de sécurité et défense à l'Institut International des Affaires (IAI)

MONDE

Soldat en haut de la montagne avec un drapeau de l'Union européenne.

L'EFFET PARADOXAL DU BREXIT SUR LA DÉFENSE EUROPÉENNE ?

Par Nicolas Gros-Verheyde

La décision prise par les Britanniques, le 23 juin 2016, de quitter l'Union européenne est un coup dur pour la construction européenne. Pour autant aura-t-il un impact négatif sur la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC)... Pas si sûr.

Les conséquences stratégiques

Si on considère le départ britannique, le résultat paraît catastrophique à première vue. L'Union « perd » une de ses trois grandes puissances, un de ses deux sièges permanents au Conseil de sécurité des Nations Unies, une expertise inégalée en matière de diplomatie et un des premiers réseaux d'ambassades dans le monde, ainsi qu'un relais privilégié vers les États-Unis, et une partie du monde anglophone. Au niveau militaire, le Royaume-Uni est le seul pays européen, avec la France, à disposer du plus large panel de moyens de combat et de haute intensité depuis les forces spéciales à la marine et aux avions de combat en passant par l'arme nucléaire.

Les conséquences pour la PSDC

Mais, sur le plan de la politique de sécurité et de défense de l'Union européenne, le Brexit ne devrait pas entraîner de conséquences trop négatives. Ce paradoxe tient à plusieurs éléments. Tout d'abord, l'engagement britannique dans la PSDC est devenu, au fil des années, assez limité. Ensuite, le Brexit ne signifie pas la fin de l'engagement britannique dans l'OTAN qui reste l'alliance militaire par excellence. Au contraire, Londres va être tenté de démontrer ses capacités et son poids dans l'Alliance encore davantage que par le passé. De même, le Brexit ne met pas fin aux différentes coopérations bilatérales, engagées avec la France (accords de « Lancaster House »), avec les Pays-Bas ou les pays du nord de l'Europe. La perte britannique se situe davantage au niveau intellectuel. Redoutables négociateurs et fins qualifiés, les Britanniques ont souvent permis à l'UE de prendre en compte une vision, parfois plus réaliste, parfois plus robuste des relations internationales, en étant proactif dans certaines crises majeures au niveau international : terrorisme, Ukraine, Iran, Ebola, Syrie, Iraq, Soudan.

Une heure de vérité pour la PSDC

Pour les tenants d'une politique de défense européenne (la PSDC), le Brexit pourrait, d'une certaine manière, apparaître comme une « bonne nouvelle ». Certains des sujets « bloqués » jusqu'ici peuvent être remis sur la table, sans crainte. Ce déblocage a déjà commencé : avec la mise en place d'un mini-QG militaire, un engagement des 28 au dernier sommet européen de financer en commun le déploiement des battlegroups. L'évolution finale dépendra de la volonté des États membres restants, en particulier des États du « cœur » de l'Europe (France, Allemagne, Italie, Benelux, Espagne, etc.), d'avancer. C'est, en quelque sorte, une « heure de vérité » pour la politique de défense européenne. Les pays qui s'abritaient derrière les Britanniques pour cacher leur scepticisme – comme la Suède, la Pologne, la Lituanie voire l'Irlande ou l'Autriche – vont devoir se révéler.

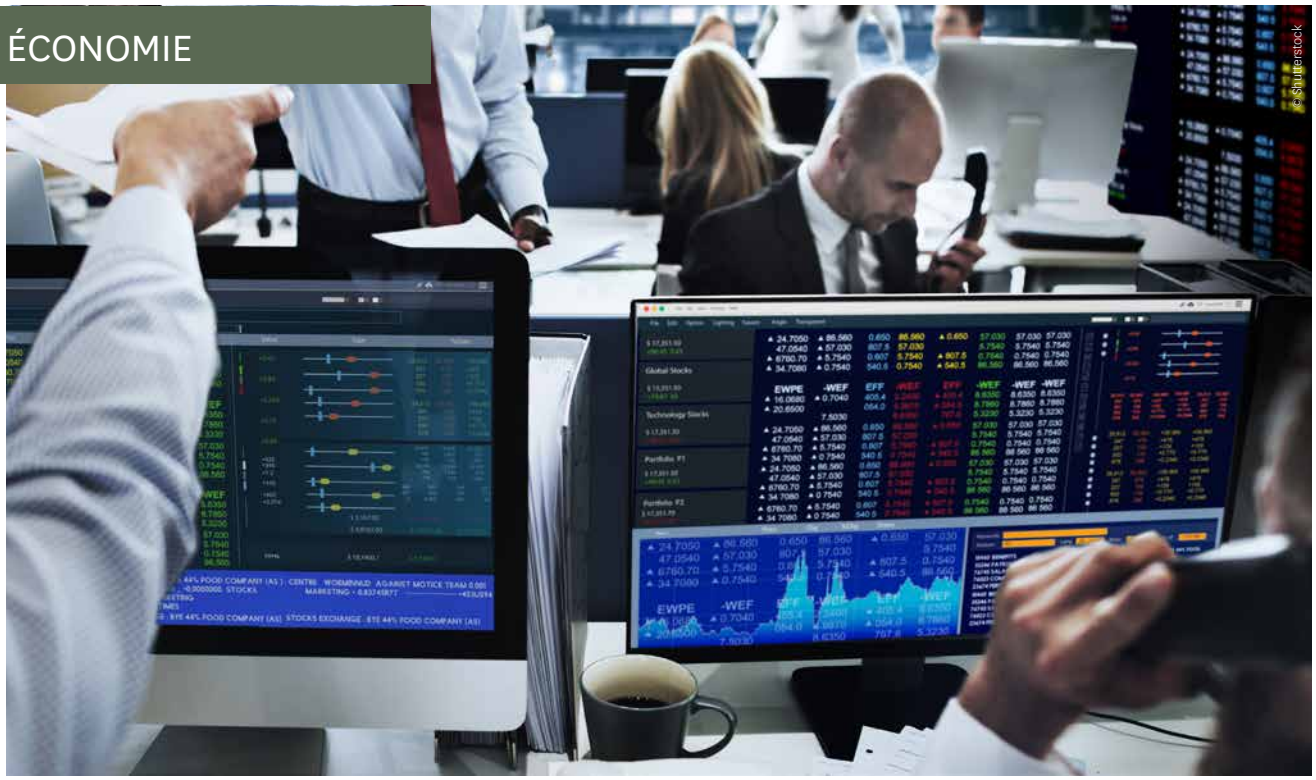
Quel futur pour les Britanniques dans la PSDC ?

Le départ des Britanniques de l'UE ne signifie pas également la fin de toute collaboration avec les Européens. Au contraire ! La Politique étrangère et de sécurité commune (PESC), avec la lutte anti-terrorisme et la lutte contre la criminalité, sont d'ailleurs les seuls secteurs où le gouvernement conservateur de Theresa May affiche la volonté de mieux « coopérer » avec l'Union européenne. Ce propos politique est confirmé par des diplomates britanniques. Leur ambition semble être de continuer à participer quasiment à toutes les activités. C'est possible. Rien n'interdit aux Britanniques de signer ainsi avec l'UE un accord-cadre leur permettant de participer aux missions civiles ou militaires qui les intéressent. Rien n'interdit non plus au Royaume-Uni de signer un arrangement entre l'Agence européenne de défense, comme la Norvège ou la Suisse l'ont déjà fait, avec contribution financière à l'appui. Si la Coopération structurée permanente est normalement réservée aux États membres, rien n'interdit d'envisager des passerelles avec le Royaume-Uni. Mais Londres devra accepter de se voir imposer les décisions une fois adoptées par les 27.

La volonté, non affichée, du Royaume de continuer à être impliqué aussi étroitement que possible dans les décisions de la PSDC pourrait, là, être battue en brèche. Ou, du moins, elle sera étroitement dépendante de leur volonté comme des avancées dans les relations futures du Royaume avec le continent dans le domaine des politiques communautaires classiques. Le Royaume-Uni pourrait ainsi se trouver un ardent défenseur du renforcement des relations UE-OTAN qui lui permettrait, de façon officielle et pragmatique, de continuer à être associé de près à certaines décisions ou politiques de l'UE dans le domaine extérieur. Quel paradoxe !

> **AUTEUR**
Nicolas Gros-Verheyde
est rédacteur en chef de Bruxelles2, auteur du manuel sur la Politique européenne de sécurité et de défense commune, éditions du Villard.

ÉCONOMIE


© Shutterstock

TFF - Les groupes de l'industrie financière mettent l'accent sur les coûts sociétaux de la réforme fiscale proposée.

COMMENT L'INDUSTRIE FINANCIÈRE S'EST MOBILISÉE CONTRE LA TAXE SUR LES TRANSACTIONS FINANCIÈRES ?

Par Lisa Kastner

Malgré un large soutien post-crise en Europe en faveur d'une taxe sur les transactions financières, le secteur financier a réussi à faire pression pour réduire les propositions et en retarder la mise en œuvre.

2017 devrait être l'année où la taxe européenne sur les transactions financières (TTF), très retardée et édulcorée est finalement mise en œuvre. Mais cela semble de plus en plus improbable.

Après la crise financière de 2008, une large coalition publique d'organisations de la société civile, de syndicats et de gouvernements de certains états membres de l'UE souhaitait que le secteur financier paie sa juste part dans la reprise économique. En 2011, la Commission de l'UE a présenté une vaste et ambitieuse proposition de TTF qui imposerait faiblement les transactions des institutions financières et lèverait ainsi des dizaines de milliards d'euros chaque année. Mais six ans plus tard, la taxe susceptible d'être finalement mise en œuvre ressemble à une taxe limitée avec des exonérations considérables pour divers instruments financiers. Que s'est-il passé ?

Mettre en lumière les coûts sociétaux indésirables

L'attention accrue du public à l'égard de la réforme du secteur financier après 2008 a eu pour effet que les opposants à une TTF n'ont pas souhaité s'opposer

publiquement à la taxe de manière directe lors des premières phases du processus politique, avec le souvenir de la crise encore frais. Pourtant, malgré les chances d'un succès législatif d'une TTF fortement améliorée après une seconde proposition de la Commission en février 2013, l'intérêt public a lentement commencé à s'étioler et les groupes du secteur financier se sont mis à riposter activement, en lançant une attaque concertée contre la TTF de mars à juin 2013.

Les représentants de l'industrie ont rendu public des mises en garde sur des implications économiques potentiellement néfastes de la réforme proposée et des coûts sociétaux. Au début de 2013, Goldman Sachs, Deutsche Bank, Citigroup, Morgan Stanley et leurs associations de groupes de pression (la Fédération bancaire internationale et l'Association européenne des fonds et de la gestion d'actifs) ont publié toutes sortes de rapports de recherche présentant des preuves empiriques contre une TTF. Dans son rapport de recherche « Financial Transaction Tax: how severe? », publié en mai 2013, Goldman Sachs a affirmé que la TTF proposée entraînerait une charge fiscale massive pour le secteur bancaire, s'élevant à 170 mds €. Le rapport affirmait en outre que « le fardeau de la TTF incomberait aux investisseurs particuliers ».

Les groupes de l'industrie financière ont également pris soin de mettre l'accent sur les coûts sociétaux indésirables de la réforme fiscale proposée. En faisant valoir des exonérations du champ d'application de la taxe, les groupes de l'industrie ont généralement défendu que l'inclusion de certains instruments financiers dans le champ d'application de la taxe entraînerait des problèmes de liquidité avec des conséquences préjudiciables pour l'économie dans son ensemble. Dans un rapport de recherche datant de mars 2013, Deutsche Bank a indiqué son opposition à la taxe proposée, en démontrant que la TTF augmenterait le coût du capital « pour les ménages, les entreprises et même les États » et donc « nuirait à l'économie réelle ». D'autres études, communiqués de presse et commentaires dans de grands journaux, dont le Financial Times et Bloomberg Business, ont apporté des arguments et des preuves à l'encontre de la TTF.

Construire des coalitions avec les acteurs des entreprises

Avec leur expertise et leur crédibilité amoindries par la crise, les groupes de l'industrie ont dû choisir judicieusement leurs partenaires de coalition, afin de pouvoir donner des contre-arguments convaincants aux réformes politiques proposées. Les décideurs politiques ne souhaitaient pas soutenir publiquement les arguments de l'industrie financière s'opposant à la réforme de la réglementation, mais ils ont de la même manière évité de soutenir publiquement les réformes réglementaires qui pouvaient être considérées comme ayant une incidence négative sur l'activité des entreprises et la croissance économique. Ainsi, dans le but de tirer parti de leur influence politique, les groupes de l'industrie financière ont également tenté d'associer leurs intérêts à ceux d'autres groupes du secteur privé indirectement touchés par l'introduction d'une TTF. Cela incluait un nombre important d'acteurs des entreprises activement mobilisés contre l'introduction d'une TTF. En mai 2013, des multinationales allemandes, dont Bayer et Siemens s'y sont opposées, en mettant en évidence ses effets néfastes pour les entreprises et l'économie allemande axée sur l'exportation.

Après que la série soutenue de rapports publics et privés et le lobbying de l'industrie financière aient jeté un doute sérieux sur le bien-fondé de la taxe, le soutien politique s'est affaibli. En mai 2014, le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, a déclaré que les options, les intérêts et la situation des divers participants étaient tellement divergents que les États devaient commencer par introduire une imposition limitée des actions et de certains produits dérivés. La stratégie de lobbying de l'industrie utilisant à son avantage la forte préoccupation du public à l'égard de la TTF avait donc clairement été efficace.

> **AUTEUR**
Lisa Kastner est Conseillère politique à la Fondation européenne d'études progressistes (FEPS), Chercheuse associée au Centre d'études européennes, Sciences Po Paris.

ÉCONOMIE

© Shutterstock

L'INTERMINABLE HISTOIRE DE LA NON-INTRODUCTION DE L'IMPÔT SUR LES TRANSACTIONS FINANCIÈRES

Par Lisa Mittendrein

Depuis plus de quatre ans, les Ministres des Finances de 10 États de l'UE négocient l'introduction de l'impôt sur les transactions financières. Aujourd'hui, un accord sur cet impôt important semble plus lointain que jamais.

TAX TOBIN-L'impôt sur les transactions financières fera-t-il jamais son apparition ?

Il y a dix-neuf ans à l'été 1998, apparut en France une union pour la taxation des transactions financières en faveur des citoyens – Attac était née. Suite à la crise asiatique, ce mouvement critiquant la mondialisation appuya de plus en plus la demande d'une régulation sévère des marchés financiers. Depuis lors, la demande d'un impôt sur les transactions financières est l'un des éléments importants pour rendre notre économie et notre société plus stables et plus sûres.

À vrai dire, qu'est-ce que l'impôt sur les transactions financières ?

Un impôt sur les transactions financières est un impôt très faible de par exemple 0,01 pour cent de chaque transaction financière. Chaque achat ou vente d'actions et d'emprunts, chaque négoce avec un dérivé ou une monnaie doit être imposé avec ce faible taux. Ainsi, l'impôt sur les transactions financières est un moyen pour lutter contre les transactions hautement spéculatives dans lesquelles les négociations sont menées très rapidement avec seulement des profits minimaux. Ce type de spéculation deviendrait moins attrayant avec un tel impôt. Pour réguler efficacement les marchés financiers, il faudrait prendre des mesures supplémentaires telles que la transformation du secteur bancaire et l'interdiction des produits spéculatifs. Un impôt sur les transactions financières renforce cependant aussi en même temps l'équité fiscale. Car ce sont encore et toujours les salariés et une grande partie de la population qui contribuent plus aux recettes fiscales que les personnes aisées, les groupes ou les entreprises financières. Avec l'impôt sur les transactions financières, des revenus importants pourraient être générés pour combattre le changement climatique et la pauvreté globale.

L'impôt sur les transactions financières dans l'UE

Le débat au sujet de cet impôt dans l'UE est une histoire interminable. Lorsque Attac, des mouvements sociaux et la société civile ont commencé à exiger cet impôt, l'establishment politique nous a déclarés fous. Avec la crise financière de 2008, la nécessité de réguler enfin les marchés financiers s'est à nouveau montrée très clairement et la pression publique a augmenté. La Commission européenne s'est prononcée en faveur d'un impôt sur les transactions financières, et en 2012, certains États membres ont décidé de travailler ensemble sur son introduction. La Belgique, l'Allemagne, la France, la Grèce, l'Italie, la Slovaquie, la Slovénie, l'Espagne, l'Autriche et le Portugal négocient depuis lors dans le cadre de la dénommée « coopération approfondie ». Mais ce qui fut au début un motif de se réjouir reste aujourd'hui, plus de quatre ans plus tard, sans résultat et se transforme en un facteur d'amertume.

Quel est l'obstacle ?

Bien que les dix gouvernements bénéficient d'un grand soutien de la population, les négociations stagnent depuis des années. Le secteur financier a effectué dès le début un lobbying massif pour empêcher cet impôt à tout prix. Ils ont dépeint des scénarios catastrophiques sur l'avenir des banques et des fonds de pension, et menacé d'émigrer. Ils ont également fait pression sur les différents gouvernements pour y faire passer tout au moins des exceptions pour leurs propres institutions financières les plus importantes. Les gouvernements des États membres en ont tenu compte, et bientôt, s'est profilée la menace d'un impôt sur les transactions financières plus troué qu'un fromage d'Emmental. Depuis le vote du Brexit, plusieurs pays tentent d'acquérir des sociétés financières à Londres pour leur siège.

Entre-temps, une chose est claire : faire preuve de bonne volonté envers le secteur financier est plus important pour les élites européennes que d'augmenter la sécurité et de se préoccuper de la justice fiscale. Pour prouver le contraire, l'impôt européen sur les transactions financières doit enfin être introduit, et la régulation en souffrance des marchés financiers doit enfin être prise en mains.

> **AUTEUR**
Lisa Mittendrein est sociologue et socioéconomiste. Elle est responsable des marchés financiers, de la crise de l'euro et de la fiscalité chez Attac Autriche.

SOCIAL

PLAN JUNCKER - Tirer parti des investissements privés pour stimuler les affaires

POUR UNE AMÉLIORATION DU PLAN D'INVESTISSEMENT JUNCKER

Par Stephany Griffith-Jones

Une contrainte majeure relative à l'augmentation de l'investissement privé dans l'Union européenne porte sur le manque de financement privé, surtout le financement à long terme visant l'infrastructure et les petites et moyennes entreprises (PME). Le problème, en particulier dans les économies les plus faibles, est donc la restriction de crédit.

Les banques publiques de développement, comme la Banque européenne d'investissement, peuvent aider à fournir les crédits nécessaires aux investissements, inaccessibles dans le système de financement privé, surtout après la crise de la dette de la zone euro. Cela s'explique en théorie essentiellement par une défaillance du marché sur les marchés financiers.

Joseph Stiglitz (1994) affirme que ces défaillances sont endémiques, car ces marchés impliquent des flux d'informations intensifs, ce qui amplifie encore plus les imperfections et les asymétries de l'information que dans d'autres secteurs. Les défaillances des marchés tendent donc à être plus importantes que celles des gouvernements. Les avantages des interventions gouvernementales l'emportent généralement sur leurs coûts. Cela fournit des arguments aux banques publiques de développement, et un investissement public plus élevé, impliquant un mélange public-privé plus équilibré du financement.

La Banque européenne d'investissement (BEI), ayant longtemps financé l'infrastructure intra-européenne (énergie renouvelable), les PME et l'innovation, joue un rôle central pour stimuler l'investissement privé. Il est donc tout aussi important d'améliorer les banques nationales de développement public et l'investissement public.

L'augmentation des ressources de la BEI en 2012 (doublement du capital versé grâce aux contributions de tous les États membres) a augmenté les opérations de prêts et de participation. Le Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS), ou « Plan Juncker », est un véhicule important pour d'autres augmentations. Par son intermédiaire, la Commission européenne espère encourager jusqu'à 500 milliards d'euros d'investissements privés supplémentaires, si le plan est prolongé jusqu'à 2020.

En 2015 – 2018, le FEIS a été initialement prévu pour fournir jusqu'à 315 milliards d'euros de ressources supplémentaires à l'investissement privé, en tirant parti des 21 milliards d'euros attribués. Le plan semble pour l'heure largement satisfaire la cible, surtout les projets approuvés. Toutefois, les décaissements sont lents et les projets mal répartis entre les pays.

Un problème important reste que les ressources publiques du FEIS ne sont pas des contributions supplémentaires des gouvernements de l'UE mais proviennent principalement du budget de l'UE. Les prêts du FEIS sont moins chers et à plus long terme que ce qui est habituellement proposé. Il n'est toutefois pas évident qu'ils financent des projets plus innovants et plus risqués. Le financement apporté semble insuffisant, surtout dans les pays où la restriction de crédit reste importante, et où le crédit est donc le plus nécessaire.

> LE PROGRAMME D'INVESTISSEMENT EST PROMETTEUR EN TERMES DE SECTEURS PRIORITAIRES

Malgré ces lacunes, l'intention de prolonger le calendrier du Plan, au moins jusqu'en 2020, est positive. Cela permettrait d'autres investissements, estimés à 200 milliards d'euros. Aucun autre fonds public n'a toutefois été engagé. L'idéal serait pour les États membres, surtout les plus riches, d'apporter des ressources publiques supplémentaires, soit au FEIS, soit via d'autres augmentations du capital de la BEI. Les banques nationales de développement devraient être élargies, pour permettre de compléter le FEIS. Également, l'investissement public devrait pouvoir s'accroître, par exemple de 1 % du PIB dans tous les pays de l'UE, comme l'a proposé Peter Bofinger, un membre du Conseil allemand des experts économiques.

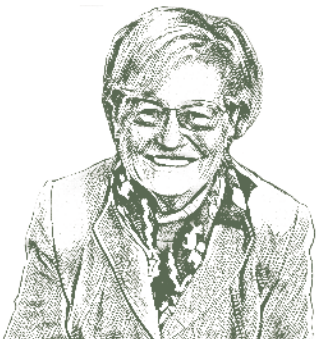
Le FEIS peut-il bénéficier à tous les États membres ? Les économies plus grandes et plus riches ont plus d'expérience dans le développement de bons projets. À la mi 2016, presque tout le financement attribué au titre du FEIS (92 %) l'avait été aux pays membres initiaux, ceux de l'UE-15. Cela contraste avec les « nouveaux » UE-13 (principalement les pays d'Europe centrale et orientale (ECO) qui représentaient 8 % des décaissements. Le soutien du FEIS par habitant dans les pays ECO était de 7 euros, contre 20 euros dans les « vieux » États membres.

Des actions sont exigées pour renforcer la capacité, avec une décentralisation de l'assistance technique, une aide à la définition des « secteurs stratégiques » et un accès au financement de projets plus petits. Une attention particulière doit être donnée aux pays ayant le plus besoin d'investissement : la région ECO mais aussi en Grèce.

Le programme d'investissement du FEIS est prometteur en termes de secteurs prioritaires. Un quart des fonds est attribué au soutien des PME, un autre à la recherche et au développement, le reste est réparti entre l'investissement dans l'énergie, le numérique, le transport, l'environnement et le social. À partir de septembre 2016, le FEIS aura plus de portée environnementale. Ceci est très positif. Plus d'attention sera accordée à l'énergie propre et à d'autres secteurs, afin d'atteindre les objectifs de la COP21. Au moins 40 % des projets « infrastructure et innovation » approuvés par le FEIS doivent se conformer aux objectifs de la COP21.

La Banque européenne d'investissement a déjà travaillé étroitement avec les banques nationales de développement. Les récents changements offrent l'espoir que cela puisse être étendu, avec un effet de levier supplémentaire, tout en tirant parti des connaissances locales des banques nationales de développement.

Les banques nationales de développement doivent être autorisées à croître, en excluant les augmentations du capital des banques de développement provenant des objectifs fixés en matière de déficit dans le cadre du Pacte de stabilité et de croissance.



> **AUTEUR**
Professeur Stephany Griffith-Jones est directrice des marchés financiers à Initiative for Policy Dialogue (IPD)

SOCIAL

© Shutterstock.com

Un plan d'investissement écologique et social créerait environ 2,8 M d'emplois.

UN PLAN D'INVESTISSEMENT ÉCOLOGIQUE ET SOCIAL POUR L'EUROPE

Par Signe Dahl et Lars Andersen

Le plan Juncker, approuvé en juin 2015 pour promouvoir les investissements publics et privés dans l'UE après des années de faible investissement et de crise financière mondiale, est un pas dans la bonne direction. Ce plan doit toutefois être considéré comme stimulant la productivité, les niveaux d'emploi et la parité hommes-femmes dans les effectifs.

L'Examen indépendant de la croissance annuelle (EICA), effectué par un groupe d'économistes pour fournir une alternative indépendante à l'Examen annuel de la croissance de la Commission européenne, estime que le plan Juncker aurait un impact cumulatif relativement faible de 0,45 % sur le PIB de l'UE passé six ans.

Répondre au changement climatique et augmenter les niveaux de productivité/d'emploi

En alternative au Plan Juncker, nous suggérons un Plan d'investissement écologique et social qui répondrait aux préoccupations sur le changement climatique en accentuant l'investissement écologique et la nécessité de baser la production sur l'énergie verte. Il se concentrerait aussi sur l'investissement social, car l'éducation est essentielle pour la croissance future. Participer aux coûts de garde d'enfants contribue au bien-être des enfants et encourage les femmes à occuper un emploi, ce qui augmente la productivité. Les calculs de ce plan sont fondés sur le modèle international input-output (Andersen et Dahl 2016) de la Fondation européenne d'études progressistes-Conseil économique du mouvement ouvrier (FEPS-ECLM). Dans le plan, le niveau d'investissement est accru de 1 % du PIB dans les 27 pays de l'UE, avec 0,5 % consacré aux investissements écologiques

Figure 1. Création d'emplois en milliers de postes

Emploi, sur 1.000 postes			
Investissements écologiques:	**Effet direct**	**Effet indirect**	**Total**
Construction	498	97	595
Location, R&D et autres activités de l'entreprise	151	125	276
Retombées des investissements écologiques dans tous les autres secteurs	0	307	307
Total des investissements écologiques	649	528	1178
Investissements sociaux:			
Éducation	864	31	895
Santé et action sociale (garde d'enfants)	459	28	487
Retombées des investissements sociaux dans tous les autres secteurs	0	192	192
Total des investissements sociaux	1323	251	1574
Total du plan d'investissement (écologique + social)	**1973**	**779**	**2752**

Source : ECLM basé sur le modèle international input-output de la FEPS-ECLM.

et 0,5 % aux investissements sociaux (voir Andersen, Dahl et Nissen 2017).

Le Tableau 1 montre les effets directs et indirects sur l'emploi. Par exemple, les emplois directs sont liés à l'augmentation de l'efficacité énergétique et au système éducatif. Les emplois indirects se rapportent aux secteurs qui fournissent des inputs, pour les secteurs recevant des investissements directs.

Le plan créerait près de 3 M d'emplois et améliorerait la parité hommes-femmes

Le Tableau montre que le Plan d'investissement créera environ 2,8 M d'emplois, dont 72 % (près de 2 M d'emplois) seront créés directement, tandis que les 28 % restants (près de 800 000 emplois) seront créés indirectement. Pour les investissements écologiques, environ 60 % des effets indirects sur l'emploi se produisent dans des secteurs autres que ceux des investissements initiaux. Avec les investissements sociaux, c'est le cas pour 76 % de l'emploi indirect.

Étant donné l'effet du genre, la Figure 1 montre que les investissements écologiques créent la plupart des emplois pour les hommes, et les investissements sociaux, la plupart des emplois pour les femmes. Au total, plus de 1,3 M d'emplois masculins et 1,4 M d'emplois féminins seront créés, ce qui améliore légèrement la parité hommes-femmes sur le marché du travail.

Ce modèle input-output ne tient pas compte du fait qu'un niveau d'emploi plus élevé dû à l'investissement entraînera un revenu familial plus élevé, c'est-à -dire une plus grande consommation privée et plus d'investissements, donc des niveaux d'emploi plus élevés.

Ces résultats montrent clairement que, après 10 ans de baisse des niveaux d'investissement et une croissance faible, la mise en œuvre du Plan d'investissement écologique et social pourrait constituer une étape importante dans la bonne direction pour augmenter le niveau d'investissement et améliorer la croissance future en Europe.

> **AUTEUR**
Lars Andersen est le Directeur général de l'ECLM. Il est, entre autre, également membre du Comité de rédaction du Danish Journal of Economics.

> **AUTEUR**
Signe Dahl est Économiste en chef au Conseil économique du mouvement ouvrier (ECLM), un institut danois de politique économique et groupe de réflexion visant à promouvoir la justice sociale au Danemark. Elle a rédigé toutes sortes d'analyses et de rapports sur les effets néfastes de l'austérité sur l'économie européenne.

ENVIRONNEMENT

Navires partiellement démantelés dans un chantier de démolition à Chittagong, au Bangladesh

RECYCLAGE DES NAVIRES :LA LISTE DE L'UE SUR DES INSTALLATIONS PROPRES ET SÛRES EST LA VOIE À SUIVRE

Par Ingvild Jenssen

La législation sur le recyclage des navires, adoptée par l'UE, entrera bientôt en vigueur. Elle est accompagnée d'une liste des installations de recyclage des navires appliquant des normes environnementales, sanitaires et de sécurité élevées. Afin d'assurer un changement réel pour un recyclage propre et sûr, d'autres mesures sont nécessaires, comme des incitations financières.

Aujourd'hui, la plupart des navires européens en fin de vie sont simplement abandonnés sur les plages à marée basse au Bangladesh, en Inde et au Pakistan. Ils y sont ensuite démantelés dans des conditions extrêmement sales et dangereuses. Les accidents mutilent ou tuent beaucoup de travailleurs chaque année. Les substances toxiques transportées par les navires nuisent gravement à leur santé et provoquent des ravages dans les écosystèmes côtiers. L'année dernière, au moins 52 travailleurs ont perdu la vie sur les plages de démantèlement en Asie du Sud. Une explosion sur un pétrolier échoué à Gadani, au Pakistan, a tué 28 travailleurs et grièvement blessé plus de 60 autres.

La liste de l'UE sur les installations avec des normes élevées pour le recyclage des navires

Pour s'attaquer à ces pratiques de démantèlement déplorables, l'UE publiera prochainement une liste des installations de recyclage des navires dans le monde, respectueuses des normes environnementales, de santé et de sécurité, avec des conditions de travail décentes et l'utilisation de jetées, de rampes de halage ou de cales sèches pour gérer correctement les déchets dangereux. Le fait que les installations du monde entier aient demandé à figurer sur la liste de l'UE est révélateur de son impact potentiel en termes d'amélioration des conditions à l'échelle mondiale. Les armateurs n'auront plus qu'à choisir l'une des nombreuses installations indiquées sur la liste.

Les chantiers d'échouage en Asie du Sud sont dangereux et polluants.

Vont-ils changer ? Probablement pas si la décision leur est laissée. Les parcs à ferraille de l'Asie du Sud utilisant la méthode d'échouage à faible coût, mais sale et dangereuse, peuvent offrir des prix plus élevés pour les mitrailles d'acier. Par ailleurs, l'obligation d'utiliser une installation figurant dans la liste de l'UE est facilement évitée en changeant le pavillon du navire d'un état de l'UE pour celui, par exemple, d'une île du Pacifique. Les acheteurs payant en espèces et les entreprises spécialisées dans le trafic de navires devant être mis au rebut dans les chantiers en Inde, au Bangladesh et au Pakistan, utilisent certains des pavillons les moins performants au monde (Comores, Saint-Kitts-et-Nevis et Palau) dans leur modèle de gestion. Ils aident les armateurs à se débarrasser de leur responsabilité.

Mesures destinées aux armateurs pour les inciter à utiliser la liste de l'UE

L'UE doit donc inciter davantage les armateurs à utiliser la liste de l'UE. L'idée proposée est simple : des cotisations pour une « licence de recyclage des navires » seront collectées auprès de tous les navires commerçant dans l'UE. Les sommes accumulées pendant la durée de vie d'un navire seront mises de côté et reversées uniquement au dernier propriétaire si le navire est recyclé dans une installation de la liste de l'UE. Ainsi, les coûts négatifs des impacts de l'échouage des navires seront conservés au sein de l'industrie maritime. Ce concept de « pollueurs payeurs pour les navires » est une mesure simple et efficace de contrer la pratique illicite consistant à utiliser les acheteurs payant en espèces pour contourner la loi.

Recyclage durable des navires

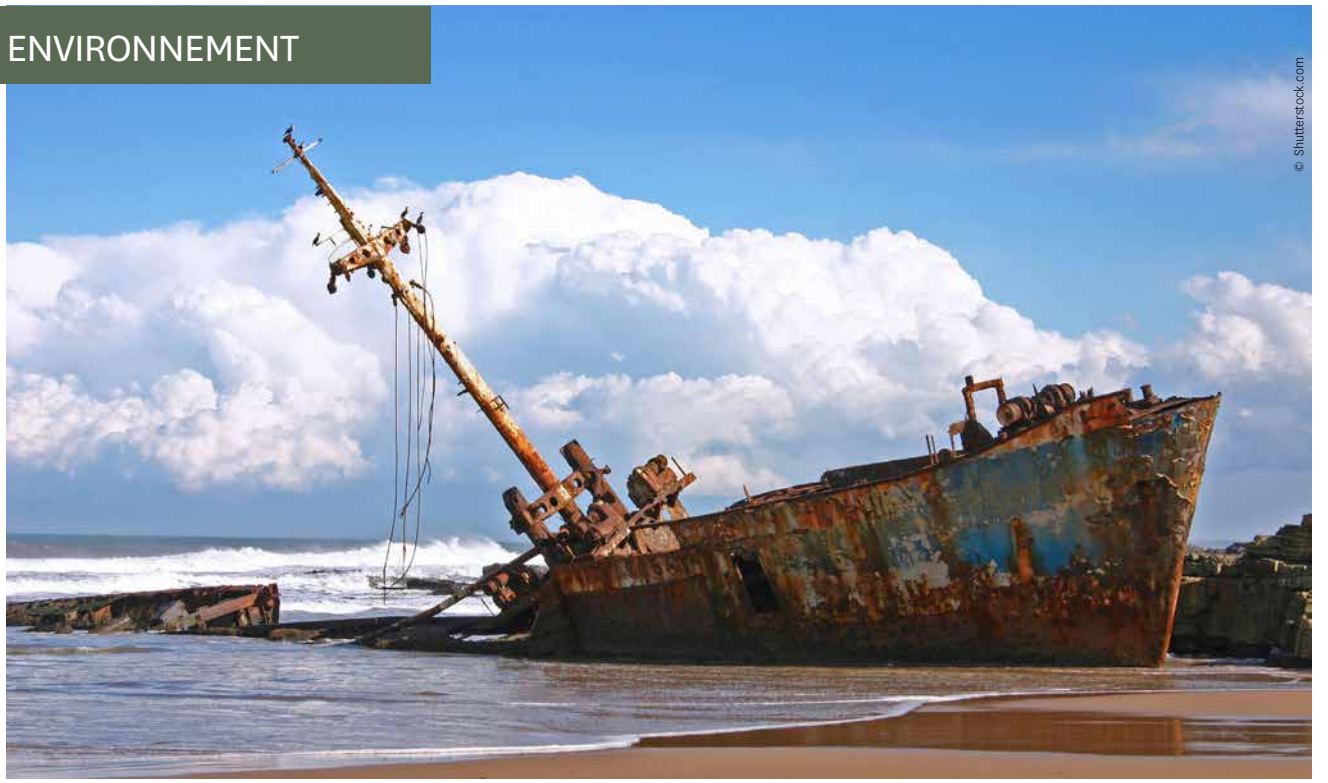
Les ONG, les syndicats, le Comité économique et social européen et les acteurs de l'industrie concernés demandent une incitation financière pour garantir un passage à un recyclage propre et sûr des navires. Les financiers et les clients de l'industrie maritime demandent de plus en plus de meilleures pratiques, y compris une coupure nette avec l'activité inutilement risquée de l'échouage des navires en fin de vie. Les grandes banques ING, ABN AMRO, NIBC et DNB ont récemment annoncé qu'elles formulent désormais des exigences sur le recyclage durable des navires dans leurs accords de prêt avec les compagnies de navigation. C'est une avancée très bienvenue qui, avec un système de retour, réduira l'écart entre les « billets verts » et le « recyclage vert ». Figurer sur la liste de l'UE deviendra un avantage concurrentiel. Les chantiers qui ont déjà investi dans des méthodes sûres et propres vont donc augmenter leur part de marché. L'innovation et les investissements dans des pratiques rentables et durables seront ainsi encouragés.

Beaucoup plus de navires devraient se diriger vers les parcs à ferrailles dans les années à venir en raison de la surcapacité, en particulier sur le marché des conteneurs et le secteur des hydrocarbures. Un grand nombre d'unités flottantes de production pétrolière et de pétroliers, de navires de forage et de plates-formes semi-submersibles doivent être déclassés. Les chantiers sur la liste de l'UE pourront proposer des solutions sûres et propres.

Les armateurs responsables n'aident pas le développement en Asie du Sud en soutenant l'échouage, une méthode interdite en Europe, aux États-Unis et en Chine. Des mesures efficaces conformes au « principe du pollueur-payeur » doivent être mises en place pour sortir des plages ceux qui préfèrent encore les billets verts au recyclage vert, et les diriger vers les plates-formes industrielles équipées de jetées, de rampes de halage ou de cales sèches.

> **AUTEUR**
Ingvild Jenssen est directrice et fondatrice de l'ONG Shipbreaking Platform, un réseau mondial d'organisations environnementales et de droits de l'homme qui exige un recyclage sûr et propre des navires dans le monde entier.

ENVIRONNEMENT



Les pratiques de recyclage des navires en dehors de l'UE doivent absolument être améliorées.

L'EUROPE DOIT PROTÉGER LES DROITS DE L'HOMME HORS DE SES FRONTIÈRES CONCERNANT LE RECYCLAGE DES NAVIRES ET D'AUTRES SECTEURS

Par Baskut Tuncak

Les navires européens recyclés hors de l'UE sont fréquemment échoués en Asie du Sud. Les violations des droits de l'homme rapportées concernent des conditions de travail dangereuses et la libération de matières toxiques. Une nouvelle loi européenne sur le recyclage des navires traite en partie de ces violations, mais il faut la renforcer pour mettre fin à ces violations à l'étranger par les industries du transport et autres industries de l'UE.

Il ne manque pas de documentation sur les violations des droits de l'homme liées à l'exportation de navires européens pour leur recyclage. Principalement en Asie du Sud, les navires européens en fin de vie sont échoués et démantelés dans des communautés locales, dans des conditions terriblement dangereuses. Outre les dangers physiques provenant essentiellement de la démolition manuelle de ces énormes navires, de larges quantités de produits chimiques toxiques sont libérés dans l'atmosphère, l'eau et le sol lors du processus de démantèlement, empoisonnant tant les ouvriers que l'ensemble de la communauté. Certains de ces polluants finiront par retourner en Europe.

La nouvelle législation de l'UE sur le recyclage des navires comporte certaines dispositions permettant d'assurer des pratiques sûres et propres. Toutefois, il faut ajouter d'autres mesures à la nouvelle législation de l'UE pour éviter que des failles soient exploitées par l'industrie maritime européenne en vue de continuer les pratiques d'échouage. Les États-membres de l'UE doivent prendre davantage de mesures pour renforcer la législation et mettre fin aux violations à l'étranger des droits de l'homme par son industrie maritime.

Les violations régulières et systématiques des droits de l'homme, par bon nombre des plus grands armateurs du monde en raison du démantèlement de navires en fin de vie concernent, entre autres, les droits à la vie, les normes de santé les plus élevées, l'intégrité corporelle, la salubrité des aliments et de l'eau, un logement convenable, des conditions de travail sûres et saines. Les violations des droits des enfants sont graves, avec des manquements abjects concernant le travail des enfants sur les chantiers navals sud-asiatiques, l'une des pires formes de travail des enfants, et l'empoisonnement d'enfants dans les communautés locales par une exposition chronique à la contamination. Ce type de démantèlement des navires est une discrimination de facto, où de puissants acteurs violent les droits des communautés les plus faibles du monde, simplement pour faire du profit.

L'UE doit prendre les mesures adéquates pour empêcher et réparer les violations à l'étranger liées aux activités des entreprises relevant de leur juridiction. L'UE et ses États-membres ont une obligation extraterritoriale de protection précisément dans de telles circonstances, où les activités dans leur juridiction entraînent, contribuent ou sont liées à des violations des droits de l'homme en dehors de leur territoire. Divers experts internationaux des droits de l'homme ont expliqué les sources et la fonction des obligations extraterritoriales, et en ont clarifié le contenu et le champ d'application, par exemple dans le Commentaire général n° 24 du Comité des droits économiques, sociaux et culturels de l'ONU.

> CERTAINS ÉTATS MEMBRES DE L'UE, COMME LA FRANCE, ONT FAIT D'ÉNORMES PROGRÈS SUR LA PROTECTION CONTRE LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME PAR LES ENTREPRISES NATIONALES HORS DE LEUR TERRITOIRE

Il incombe effectivement aux États ayant ces chantiers de démolition de fournir une protection contre ces violations, de même qu'aux États abritant les compagnies qui permettent l'échange de pavillon de navire d'un État de l'UE vers un autre afin de contourner les exigences réglementaires européennes. Toutefois, cela ne dispense pas l'UE de ses obligations de protection contre les violations des droits de l'homme à l'étranger par l'industrie maritime européenne.

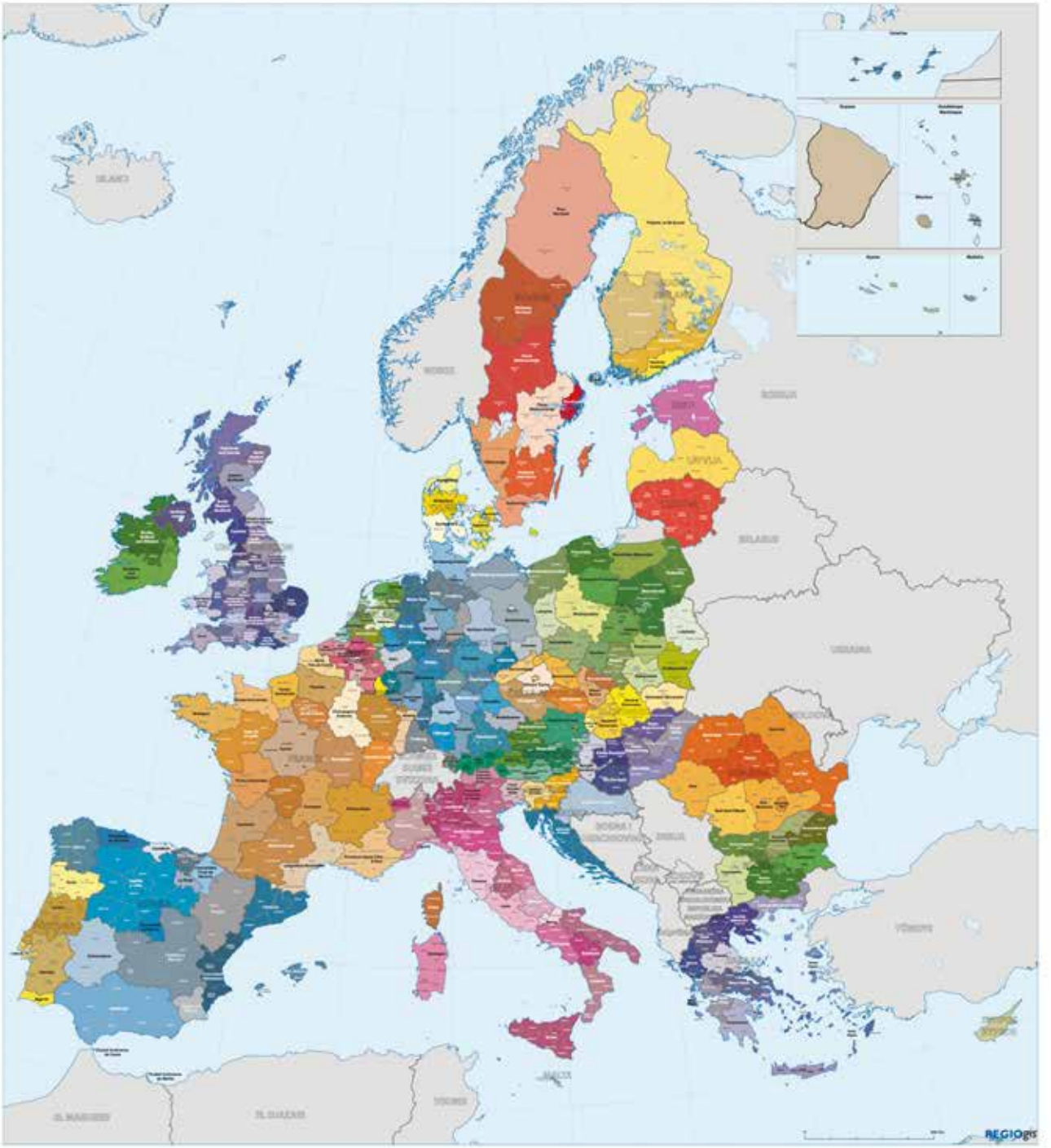
Il faut savoir que le problème des exportations toxiques n'est pas simplement celui des navires en fin de vie ou d'autres types de déchets dangereux et non dangereux. Le problème des entreprises européennes qui violent à l'étranger les droits de l'homme par l'exportation de menaces toxiques s'étend aux segments de la chaîne d'approvisionnement, aux pesticides dangereux et aux produits chimiques industriels et aux industries polluantes vers les pays en voie de développement. Par exemple, la pratique continue de la fabrication de pesticides dangereux pour l'exportation, malgré les interdictions de l'UE ou d'autres interdictions d'utilisation dans l'UE, est profondément problématique, nécessitant une forte justification expliquant pourquoi ces pratiques ne sont pas discriminatoires. La traçabilité des menaces toxiques pour les droits de l'homme est cruciale, mais elle est malheureusement absente dans la plupart des chaînes d'approvisionnement et de valeur européennes en ce qui concerne la production, l'utilisation, la mise en circulation et l'élimination des produits chimiques toxiques.

L'UE doit étendre aux activités de ses entreprises à l'étranger sa protection optimale des droits de l'homme contre les menaces toxiques nationales. Certains États membres de l'UE, comme la France, ont fait des progrès considérables à l'échelle nationale en termes de protection contre les violations des droits de l'homme par les entreprises nationales en dehors de leur territoire. Il faut s'en réjouir, mais c'est encore très insuffisant. L'UE doit prendre les mesures appropriées pour prévenir et réparer les violations à l'étranger liées aux activités des entreprises dans leur juridiction, y compris par l'exportation des produits toxiques menaçant les droits de l'homme.

> AUTEUR
Baskut Tuncak est le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les implications pour les droits de l'homme des substances et déchets dangereux. C'est un expert indépendant nommé à cette fonction par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies.

PORTRAIT

Les régions de l'Union Européenne



LE VRAI ENJEU DE DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL CONTEMPORAIN, C'EST DE REDÉFINIR LES LIENS ENTRE LE MONDE URBAIN ET RURAL

Interview avec Karl-Heinz Lambertz, nouveau Président du Comité des régions, par Alain Bloëdt, rédacteur en chef du progressive Post

Seul progressiste désormais à la tête d'une institution européenne, le nouveau Président du Comité des régions succède au conservateur finlandais Markkus Markkula. Il ouvre son mandat de deux ans et demi avec une certaine expérience de l'institution qu'il a fréquenté notamment en tant que Ministre-Président de la Communauté germanophone de Belgique (1999 à 2014). Désireux de fédérer les collectivités territoriales autour de l'institution et d'imposer le thème de la cohésion territoriale européenne sur l'agenda politique, Karl-Heinz Lambertz repousse pour le moment un débat institutionnel qui pourrait se justifier. Né en 1994, à la faveur du Traité de Maastricht, afin d'associer les collectivités locales et régionales mais aussi réduire l'écart entre le citoyen et l'Europe, le Comité des régions est une institution uniquement consultative. Fin stratège, expérimenté aux négociations institutionnelles en Belgique il a décidé de positionner le comité comme partenaire incontournable dans la décision européenne avant d'initier un débat institutionnel qu'il juge hors contexte.

> « LE MONDE RURAL NE DOIT PAS SE SENTIR DÉCROCHÉ ! »

~ Comment expliquez-vous que les Progressistes soient élus à la tête de régions et capitales (Paris, Londres, Vienne, etc...) mais perdent les élections au niveau national ?

K-H L: C'est lié à son histoire et son implantation dans les milieux urbains. C'est un point fort et, en même temps, un point faible car, trop souvent, le mouvement socialiste a abandonné la problématique des campagnes alors que le vrai enjeu de développement territorial contemporain, c'est de redéfinir les liens entre le monde urbain et rural.

~ Cet enjeu vous semble fondamental...

K-H L: Le monde rural ne doit pas se sentir décroché ! Si c'est le cas, à l'exemple des dernières élections américaines, les mouvements populistes se renforceront encore un peu plus dans les campagnes !

~ Vous venez de prendre la présidence du Comité des régions, quel rôle souhaitez-vous donner à cette institution dans ce moment clef de l'évolution de l'Europe ?

K-H L: Nous devons continuer d'accroître notre voix, celle des collectivités territoriales, et l'instrument, c'est la cohésion territoriale. Il est impensable et impossible d'envisager une union européenne sans politique de cohésion forte et substantielle

| Les régions, un marché mondial de la créativité

ce qui veut dire des moyens suffisants et la possibilité d'agir dans toutes les régions.

~ Le pouvoir du Comité des régions reste faible si on le compare à d'autres institutions. Allez-vous mener campagne pour obtenir plus de droits ?

K-H L: Ce serait une erreur tactique de faire du renforcement institutionnel la priorité du moment. Mais, cela ne signifie pas qu'il ne nous faut pas nous préparer à un débat qui viendra sous la présidence de mon successeur. La bonne tactique, c'est celle de la communauté germanophone dans les débats institutionnels en Belgique : nous n'avons jamais exprimé le souhait de changer le système fédéral Belge, ni prétendu savoir comment le faire mais, si vous le faites, nous sommes là, prêts à vous proposer des solutions.

~ Avez-vous d'autres ambitions ?

K-H L: J'aimerais mieux structurer les messages pour que nous soyons de meilleures porte-paroles des collectivités territoriales européennes. Pour cela, il faut renforcer nos liens et je crois que le moment est propice.

~ Quel sentiment cela vous procure d'être désormais le seul progressiste à la tête d'une institution européenne ?

K-H L: Cela me rend un peu triste car je n'ai plus l'âge pour prendre cela comme un élément d'orgueil personnel ! Je vais par contre en profiter pour sensibiliser les autres progressistes présents au Conseil, à la Commission et au Parlement, de l'importance de la dimension territoriale car l'Europe, sur cette question, est attendue par les citoyens.

> NOUS DEVONS CONTINUER D'ACCROÎTRE NOTRE VOIX, CELLE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES, ET L'INSTRUMENT, C'EST LA COHÉSION TERRITORIALE.

> **AUTEUR**
Karl-Heinz Lambertz,
nouveau Président
du Comité des régions.

DÉMOCRATIE

© Shutterstock.com

EUROPE ET POPULISME : MÉFIEZ-VOUS DU SOULAGEMENT INOPPORTUN

Par Catherine Fieschi

Malgré les craintes généralisées concernant le Front National, les élections françaises ont porté au pouvoir le parti La République en Marche d'Emmanuel Macron. Le populisme en Europe semble diminuer, avec le Front National qui bataille, le parti UKIP en pleine crise et les mauvais résultats des élections du PVV en Hollande et du Mouvement Cinq Étoiles en Italie. Le populisme a toutefois tendance à se réinventer. Il est impératif d'utiliser judicieusement ce sursis.

Lorsque j'ai écrit une série d'articles en février (notamment dans The Guardian) sur les raisons pour lesquelles le leader du Front National, Marine Le Pen, n'était pas en position de remporter la présidence française, mes opinions étaient considérées comme « courageuses » — au mieux.

Plusieurs mois plus tard, Emmanuel Macron est devenu le nouveau Président de la France, son parti, La République en Marche, a remporté la victoire avec une majorité absolue, puis 351 sièges lors des récentes élections législatives. Le Front National est en pleine crise après avoir remporté une poignée de sièges à l'Assemblée nationale (pas même les 15 requis pour former un groupe parlementaire).

Le parti UKIP, et peut-être l'aile la plus populiste et autoritaire du Parti conservateur, ont encaissé des coups décisifs après les élections britanniques, les résultats du Mouvement Cinq étoiles ont récemment été médiocres en Italie et le PVV a obtenu de mauvais scores aux élections néerlandaises.

Voilà de bonnes nouvelles, mais en conclure que le populisme est en recul permanent serait téméraire. Un regard sur les États-Unis, ou dans le parti France Insoumise de Mélenchon, suffit à comprendre qu'il est impératif d'utiliser ce sursis de manière judicieuse, pour mieux le comprendre et pour l'aborder plus efficacement.

Une idéologie adaptée à notre époque ?

Il y a près de dix ans, j'ai suggéré que certains types de structures institutionnelles étaient parfaits pour la croissance du populisme. Mon argument portait spécialement sur la France : les institutions de la République présentaient un ensemble idéal d'opportunités pour un parti comme le FN. Dix ans plus tard, il est clair que, bien que les arguments institutionnels comptent énormément, ce qui pourrait les dépasser (ou peut-être simplement renforcer certains de leurs effets) est que nos médias, notre technologie, nos styles de vie, etc. ont tous contribué à rendre le populisme de plus en plus adapté au monde moderne dans toute l'Europe et l'Occident.

Par conséquent, même si nous avons constaté que vaincre les populistes aux élections est possible, nous avons également vu que les battre sur le long terme est à la fois plus difficile et plus urgent.

C'est difficile pour plusieurs raisons ...

L'une des raisons est que si les partis populistes sont susceptibles de vivre des crises à court terme (le FN est en train d'imploser après avoir échoué à gagner du terrain lors des élections présidentielles ou législatives, et le parti UKIP est totalement anéanti dans sa forme actuelle après une mauvaise performance lors des récentes élections générales), ils sont bien habitués aux crises et savent comment se réformer et se ressaisir.

Une autre raison est que leurs électeurs sont bien présents, quelle que soit leur interprétation erronée du parti qu'ils choisissent et sa capacité à obtenir de meilleurs résultats. Et pour beaucoup, il n'y a pas d'alternative évidente, en dehors de simplement abandonner. La grande question est : comment leur présenter des alternatives.

Une troisième raison est que, chaque fois que ces batailles particulières sont menées, nous savons que nous avons affaire à un développement majeur et global. Ces partis et ces mouvements partagent le même ADN et se nourrissent d'un ressentiment et d'une déception qui résultent d'une combinaison de pressions : économiques, culturelles et démographiques, ainsi que des transformations majeures dans le monde des médias et de la technologie, qui ont changé les attentes, l'accès, les réseaux et les habitudes de la manière la plus profonde et la plus durable.

Les citoyens ont été confrontés à rien de moins qu'une révolution dans leur vie quotidienne et à aucune adaptation ni solution institutionnelle à ce nouveau monde. Il n'y a pas de nouveaux systèmes de représentation nationaux ou locaux, les mêmes anciens partis (En Marche est une exception), pas de nouveaux forums pour la prise de décision collective, des institutions et des organisations internationales largement incapables, pas de systèmes nouveaux et efficaces de partage et de développement du savoir-faire et presque aucune adaptation aux exigences éducatives requises.

Au lieu de cela, nous avons tout laissé à Internet et au marché. Les électeurs se sont donc tournés vers les partis les moins en mesure d'aider, mais les plus véhéments sur la question des coûts de cette incapacité à s'adapter. Nous vivons un répit momentané dans la force des partis populistes en Europe, mais ne

> « IL SERA URGENT ET NÉCESSAIRE DE GOUVERNER DE FAÇON À TRAITER SYSTÉMATIQUEMENT LE RESSENTIMENT ET LE MÉCONTENTEMENT DE CEUX QUI SE SONT ABSTENUS, CEUX QUI ONT VOTÉ POUR LE FN, CEUX QUI CONSIDÈRENT L'EUROPE COMME RIEN D'AUTRE QUE LE SYMBOLE DE LEUR MARGINALISATION. »

| Macron a échoué de convaincre beaucoup de personnes et il devra gouverner en leur nom et avec eux aussi.

surestimons pas leur déclin. Le Parti travailliste peut bénéficier d'une vague de soutien - mais cela s'explique principalement par le style de Jeremy Corbyn et non par des solutions politiques orientées vers l'avenir. Quant au Parti socialiste français, il fait face à une crise existentielle.

Une question d'urgence

La tâche est donc urgente car, tandis que nos systèmes électoraux actuels peuvent parfois s'opposer à des partis populistes comme le FN, notre politique et nos institutions actuelles alimenteront leurs feux.

Avec La République en Marche ! Emmanuel Macron a peut-être mis en branle quelque chose de petit mais de prometteur, qui capitalise sur un appétit général pour une implication locale significative ainsi qu'un désir de dépasser une simple dichotomie politique gauche/droite. Jeremy Corbyn surfe sur la même vague de politique anti-technocratique.

Toutefois, Macron n'a pas réussi à convaincre beaucoup de personnes et il devra diriger en leur nom et aussi avec elles. La faible participation record au deuxième tour des législatives peut être en partie due à la fatigue électorale, mais il est également clair que de nombreux électeurs se sentent totalement non représentés par les dirigeants actuels. Au Royaume-Uni, alors que la participation était relativement rassurante, et le résultat beaucoup plus positif pour le Parti travailliste que beaucoup avait osé l'espérer, la situation est néanmoins telle que le gouvernement actuel s'accroche à un mandat élimé et court le risque de raviver les incendies du parti UKIP.

Il sera urgent et nécessaire de gouverner de façon à traiter systématiquement le ressentiment et le mécontentement de ceux qui se sont abstenus, ceux qui ont voté pour le FN, ceux qui considèrent l'Europe comme rien d'autre que le symbole de leur marginalisation. Cela ne signifie pas accepter ou apaiser (flirter tactiquement avec le « populisme léger » est une catastrophe, le Royaume-Uni peut témoigner de l'échec total de cette ligne de conduite), mais cela signifie effectivement peser chaque décision dans cette optique.

> **AUTEUR**
Catherine Fieschi est la directrice de Counterpoint, un cabinet de recherche tourné vers la dynamique sociale et culturelle qui sous-tend le risque politique. Catherine fait autorité pour ce qui est du populisme et de la mobilisation populiste.

AVANT-PROPOS

© Shutterstock

POUR QUELLE EUROPE SOCIALE DEVRIONS-NOUS ŒUVRER ?

Par David Rinaldi

Pour apporter un soutien à l'Europe sociale, il convient de concevoir une stratégie horizontale maintenant les acquis sociaux. Mettre l'accent sur une Europe sociale, définie au sens large comme des mesures maintenant les acquis sociaux et l'investissement social, peut modérer les crises économiques, sociales et politiques.

La promesse d'une Union dotée d'un triple A social (c'est-à-dire en poussant les politiques sociales plus haut dans l'agenda) a été laissée à l'abandon. Le socle européen des droits sociaux ne va pas avoir pour résultat une Union où la priorité sera également accordée aux résultats sociaux et économiques. Il faut se demander ce qui attend le prochain agenda social. Vu la campagne pour les élections européennes de 2019, étant donné que les préoccupations d'égalité sociale font partie des questions séparant les forces progressistes des forces libérales et conservatrices, l'agenda pour une Europe plus sociale pourrait devenir une pierre angulaire des progressistes.

L'Europe sociale est souvent interprétée de manière erronée comme

> L'EUROPE SOCIALE EST SOUVENT INTERPRÉTÉE DE MANIÈRE ERRONÉE COMME LE TRANSFERT D'UNE POLITIQUE SOCIALE DES ÉTATS MEMBRES VERS LE NIVEAU DE L'UE.

le transfert d'une politique sociale des États membres vers le niveau de l'UE. Cependant, une Europe sociale ne signifie pas des politiques sociales européennes, mais le maintien des acquis sociaux dans tous les domaines de l'intervention de l'UE. L'UE n'aura pas un modèle social unique pour les années à venir, le concept d'un modèle social ne reflète pas les réalités de l'intégration européenne.

L'Europe sociale ne doit pas être considérée comme un ensemble de politiques ou de lois dans la sphère sociale, mais comme une stratégie s'adressant aux bilans sociaux et englobant des objectifs sociaux comme élément de toute politique d'intervention. L'article 9 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne donne aux objectifs sociaux le statut spécial d'objectifs horizontaux à poursuivre dans la définition et la réalisation de toutes les politiques. Le concept de l'Europe sociale correspond à la vision de Juncker quand il a déclaré viser une Union obtenant un « triple A social ».

Cependant, cela ne correspond pas à la logique présente derrière le socle européen des droits sociaux négligeant complètement la nature horizontale des objectifs sociaux. Un agenda pour l'Europe sociale implique de donner une place centrale à l'approfondissement du marché unique — marché unique numérique, union énergétique, union des marchés des capitaux — dans la réforme du budget ainsi que bien sûr dans la gouvernance économique. Une approche intégrée réconciliant les objectifs sociaux et économiques devrait être le pivot d'une stratégie progressiste.

Dans ce contexte, la pertinence d'un effort vers l'Europe sociale ne devrait pas être gravement affectée par la discussion sur l'avenir. Il y a de l'espace pour une Europe sociale, peu importe le scénario que l'UE amorcera. L'Europe sociale signifie surtout de meilleurs résultats sociaux dans les actions de l'UE.

Comment l'Europe sociale peut-elle aider à résoudre les crises de l'UE ?

La crise multiple compte trois dimensions : i) une crise économique due à la faible croissance et au manque de compétitivité par rapport à la refonte des marchés internationaux ; ii) une crise sociale, liée à l'appauvrissement provoqué par le ralentissement économique, augmentant les divergences et les inégalités entre ses membres en termes de bien-être ; iii) une crise politique due en grande partie à un problème de confiance, augmentant la désaffection pour le projet et les institutions. Même si l'Europe sociale ne serait pas la panacée, une stratégie basée sur les résultats et les investissements sociaux peut contribuer à atténuer les trois crises.

Il est évident qu'une telle stratégie ranimerait la « machine de convergence » qui a promu la prospérité partagée pendant des décennies. L'étape à franchir est la transition de « il est démontré que les fortes inégalités nuisent à la croissance », une notion acceptée parmi les experts, vers « les résultats sociaux et l'équité sont favorables à la croissance ». Il n'est souvent pas tenu compte de la valeur économique de certaines dépenses sociales. Cela ne signifie pas davantage de fonds européens, mais un cadre facilitant les dépenses sociales productives au niveau national et sous-national.

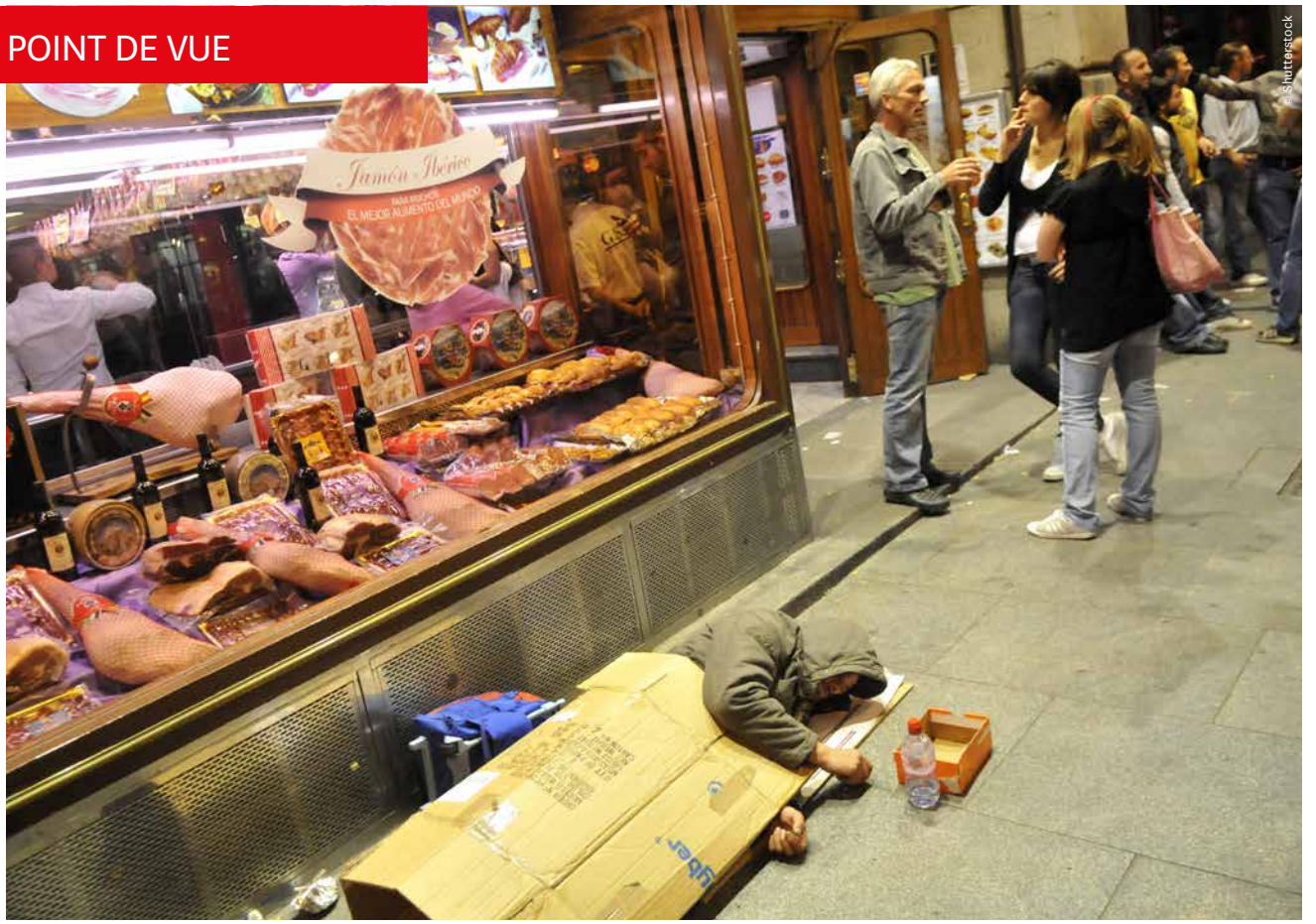
Une Europe sociale soutenant les investissements sociaux peut contribuer à la croissance économique : 1) à travers une force de travail plus qualifiée, solide et motivée qui améliore la productivité et 2) par le biais de marchés du travail ouverts soutenant les finances publiques.

Le problème de confiance pourrait être résolu si l'Union faisait quelque chose de concret pour ses citoyens. S'ils percevaient que les politiques s'adressant à leur bien-être figuraient en premier dans l'agenda des institutions, on pourrait contenir le populisme, l'euroscepticisme et réduire les tensions sociales et politiques. La participation active dans le marché du travail et les niveaux élevés d'éducation sont associés à des niveaux de confiance plus élevés dans les institutions. La poursuite des politiques d'activation et du capital humain peuvent donc restaurer la confiance.

Malgré les crises, un consensus sur l'Europe sociale n'a pas été trouvé. Pourquoi est-ce que les bénéfices d'une Union progressant vers le « social » sont sous-estimés ?

> AUTEUR
David Rinaldi est conseiller principal en politique économique au FEPS et maître de conférences à l'institut d'études européennes à l'Université libre de Belgique.

POINT DE VUE



© Shutterstock

En Espagne, presque 13 millions de personnes sont actuellement exposées à la pauvreté ou l'exclusion.

LE DÉFI DE L'EUROPE : CROISSANCE ET COHÉSION SOCIALE

Par Pedro Sanchez

La réponse de l'Europe à la crise, basée sur des politiques d'austérité économique et de réduction drastique des déficits publics, a conduit à une augmentation des inégalités au sein de l'Union européenne et à une forte chute de la cohésion sociale. Pour contrer cela, il est nécessaire d'opérer une transformation de l'architecture institutionnelle de l'Union économique et monétaire, grâce à trois éléments clés capables de garantir la continuité de la monnaie unique : la mutualisation de la dette publique des États de l'Union économique et monétaire, la constitution d'un budget réel et d'un ministère du Trésor de la zone euro, ainsi qu'une harmonisation graduelle des politiques fiscales et de certaines politiques sociales et de l'emploi.

La Grande récession et les erreurs de la politique économique européenne ont entraîné une forte augmentation des inégalités; un problème qui, avec le changement climatique, représente un défi de taille pour l'Europe au cours des prochaines décennies.

Les inégalités qui émergent sont moralement injustes, sapent la croissance économique et compromettent dangereusement le contrat social sur lequel la légitimité des institutions démocratiques repose.

En 1945, après la destruction engendrée par deux guerres mondiales et une période d'entre-deux-guerres turbulente, même le plus optimiste des observateurs n'était pas en mesure d'imaginer l'extraordinaire transformation de l'Europe au cours des décennies suivantes. L'Europe, avec des exceptions évidentes, a connu une période de stabilité politique et de progrès économique et social sans précédent dans l'histoire du continent.

Les facteurs qui expliquent ces décennies de prospérité ont été la consolidation de la démocratie en tant que système de gouvernement en Europe, l'aide financière apportée par les États-Unis, les politiques keynésiennes qui ont adouci la fréquence et l'intensité des phases récessives du cycle économique, la construction des États-providence modernes et le processus d'intégration européenne inauguré en 1951 avec la fondation de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA). Pour résumer, à la fin du vingtième siècle, l'Europe avait réussi à devenir l'endroit dans le monde accueillant d'un côté, la combinaison la plus équilibrée de production de richesse et, de l'autre, une cohésion sociale obtenue par le biais de politiques publiques portant sur la redistribution des ressources.

Les effets économiques des chocs pétroliers successifs survenus dans les années 1970 et l'incapacité à y répondre avec des politiques économiques ont représenté un changement de paradigme dont les caractéristiques prédominantes apparaissent dans les programmes économiques de Reagan et Thatcher. Leurs politiques ont semé les germes de la récente Grande récession, qui a commencé en 2007 avec la crise des subprimes américains et dont nous souffrons encore des ravages.

Il est évident que la crise pétrolière a marqué un tournant dans l'histoire économique du monde occidental. Depuis le milieu des années 70, les taux de croissance économique des pays avancés ont été plus faibles, et les développements économiques ont été imprévisibles, malgré les avancées scientifiques et technologiques qui ont eu lieu. Toutefois, en parallèle, de grands pays émergents comme la Chine, l'Inde ou le Brésil ont connu un progrès économique étonnant.

La crise économique, qui n'a toujours pas été surmontée, a éclaté lorsque presque personne ne s'y attendait et a été la crise la plus profonde et complexe que le monde ait connue depuis les années 30. Dans la première phase, les gouvernements ont utilisé une politique fiscale expansive pour atténuer l'effondrement de l'activité économique. En même temps, les banques centrales ont réduit les taux d'intérêt à presque 0 %, injecté les liquidités nécessaires afin d'éviter les perturbations du système de paiement international et plus tard, acheté d'énormes volumes de dettes publiques et privées. Au final, les autorités publiques ont sauvé les institutions financières qui avaient des problèmes de solvabilité, avec une énorme quantité de ressources des contribuables.

Neuf années après la chute de Lehman Brothers, il est possible d'analyser les réussites et les erreurs de la politique économique européenne, ainsi que les tendances fondamentales qui façonneront l'évolution de l'économie à moyen et long terme. Tout d'abord, au cours des récentes décennies, l'économie a généré des niveaux de dettes croissants et disproportionnés, ce qui explique l'hypertrophie du système financier, la prise de risque excessive par les banques, la formation d'immenses bulles dans les prix des actifs (biens, actions, etc.) et l'accumulation de déséquilibres insoutenables dans la balance des paiements courants de pays comme le Royaume-Uni et l'Espagne. À cet égard, les gouvernements ont commis de graves erreurs dans la surveillance financière et, par dessus tout, dans la réglementation financière. Afin de minimiser la probabilité de nouvelles crises financières, il est par exemple nécessaire pour les banques européennes d'avoir des niveaux de capitaux plus élevés, et que de nouvelles taxes soient appliquées afin de couvrir tout futur renflouage public.

En deuxième lieu, dans le domaine macroéconomique, l'Europe a de toute évidence commis une erreur en définissant le rythme et la composition du processus d'assainissement budgétaire initié en 2010, qui a tout d'abord approfondi l'écart économique et freiné davantage le rétablissement de l'activité. En règle générale, le besoin de réduire les déficits publics dans des pays comme la Grèce, le Portugal ou l'Espagne aurait dû être plus graduel et beaucoup de souffrance aurait été évitée. Le drame économique et social qui se joue actuellement en Grèce est l'une des conséquences néfastes des politiques d'austérité fiscale excessives, une tragédie qui aurait pu être atténuée par une meilleure stratégie économique européenne.

Ces erreurs reflètent également les faiblesses de l'architecture institutionnelle de l'Union économique et monétaire (UEM) qui, dans les années à venir, doit être dotée de trois éléments clés afin d'assurer la continuité de la monnaie unique : la mutualisation de la dette des États membres de l'UEM ; l'établissement d'un réel

en partenariat avec

MADRID, ESPAGNE - Protestations contre le chômage, la corruption politique, les expulsions et la faillite, le 4 janvier 2013.

budget et d'un Trésor de la zone Euro qui, comme aux États-Unis, peut effectuer des transferts fiscaux vers des pays dont le revenu par habitant est inférieur ou qui connaissent des difficultés économiques ; et l'harmonisation graduelle des politiques fiscales et sociales.

Augmentation des inégalités

En troisième lieu, la Grande récession et les erreurs commises dans la politique économique européenne ont entraîné une forte augmentation des inégalités. Il s'agit d'un problème qui, avec le changement climatique, représente un véritable défi pour l'Europe au cours des prochaines décennies. Les inégalités qui émergent sont non seulement moralement injustes, mais elles sapent également la croissance économique et compromettent dangereusement le contrat social sur lequel la légitimité des institutions démocratiques repose.

Dans les années à venir, sa réduction doit être l'un des objectifs prioritaires de l'Union européenne. À cette fin, l'action du gouvernement est nécessaire sur trois fronts. Le premier est la croissance économique : par le biais de politiques pour une stabilité macroéconomique et de politiques pour une concurrence et une innovation efficaces, l'Europe doit déclencher des gains de productivité qui génèrent de nouveaux emplois dans l'ardeur de l'expansion économique et, en même temps, permettent une hausse des salaires en termes réels. Le deuxième front est la réforme fiscale qui réduit la fraude, rapproche l'imposition du revenu du capital de celui du revenu d'emploi, impose la richesse plus lourdement et élimine les avantages fiscaux qui favorisent les riches et les grandes entreprises sans justification économique. Le troisième front est le renforcement de l'État-providence par l'augmentation des dépenses publiques afin de fournir une meilleure qualité d'éducation et de santé publiques et, en général, produire une redistribution plus efficace.

Nous devons agir avec la plus grande urgence car l'intensité de la crise a généré une extension alarmante de la pauvreté, mettant en évidence les lacunes de notre État-providence. En Espagne, presque 13 millions de personnes sont actuellement exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion, plus de 700 000 foyers n'ont pas du tout de revenus et plus de 2,5 millions de travailleurs sont pauvres malgré le fait qu'ils aient un salaire.

© Shutterstock.com

L'Espagne est devenue un pays profondément inégal dans le classement de l'UE, ce qui devrait nous conduire à une nouvelle conception de notre système de protection sociale, en incorporant les politiques visant à éviter l'exclusion sociale, car, dans de nombreux cas, l'accès à l'emploi n'est pas suffisant.

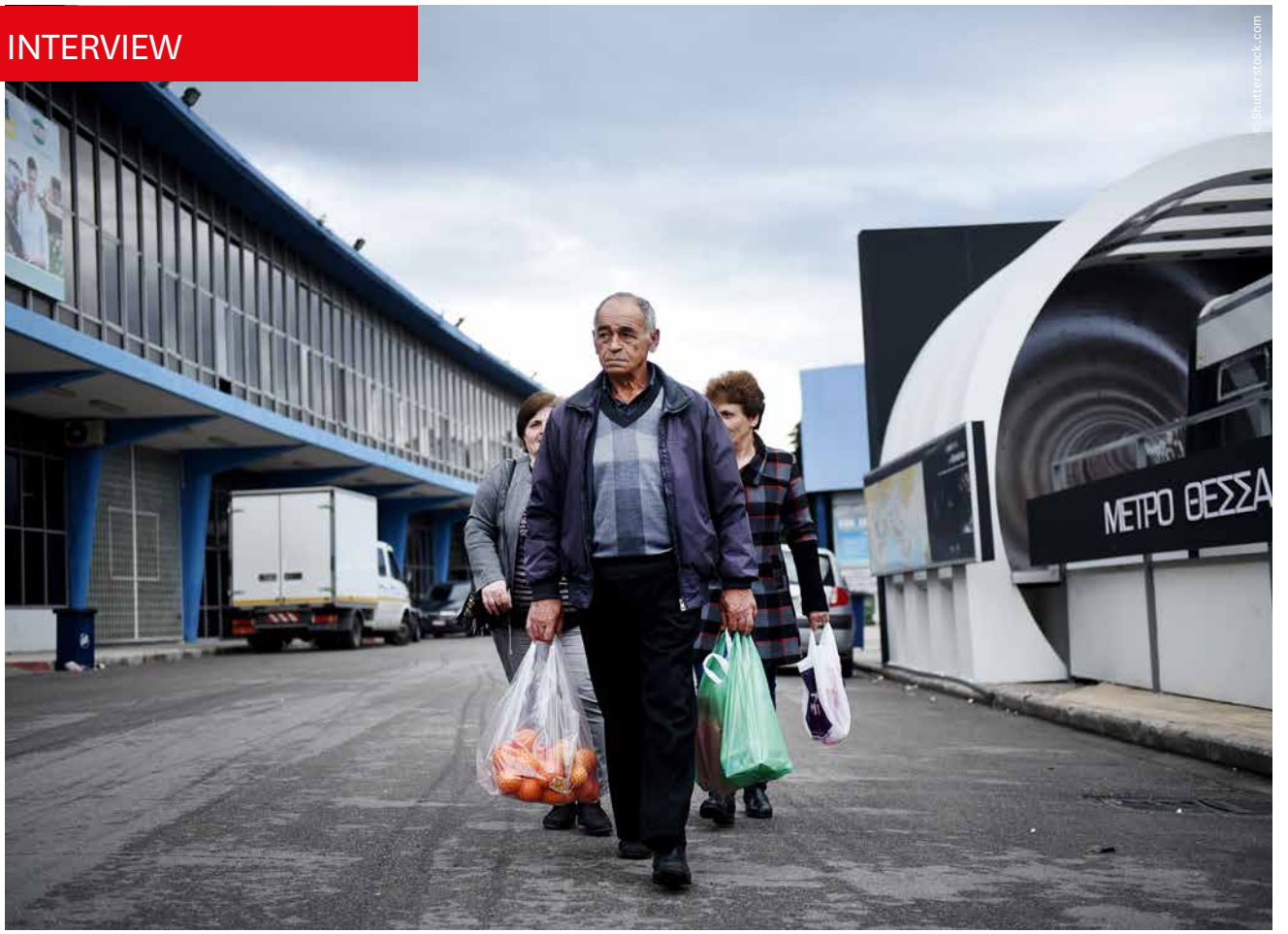
C'est ainsi que nous, les socialistes espagnols pensons et nous proposons par conséquent un Revenu minimum de base axé sur ces familles qui ne s'en sortent pas et ont besoin d'un soutien du revenu, sans perdre de vue que l'objectif est une récupération complète des droits économiques et en matière d'emploi des bénéficiaires.

Notre économie peut se permettre de consacrer de nouvelles ressources à des centaines de milliers de familles qui ont besoin d'aide. L'État-providence a besoin non seulement de restaurer les prestations sociales versées par l'État et réduites par des coupures agressives des droits, mais aussi de promouvoir de nouvelles politiques visant une société gravement touchée par les crises et les réponses erronées qui les ont accompagnées.

Dans les années à venir, l'économie européenne doit récupérer certaines des caractéristiques qui ont été perdues aujourd'hui, celles qui ont donné à ce continent la meilleure qualité de vie dans le monde, en raison de son équilibre entre la croissance économique et l'équité sociale. Les politiques sociales-démocrates sont sans aucun doute les seules qui puissent guérir nos blessures.

> AUTEUR
Pedro Sanchez est secrétaire générale du PSOE, Parti socialiste et ouvrier espagnol réélu le 22 mai 2017. Parti qu'il avait déjà dirigé de juillet 2014 à octobre 2016.

INTERVIEW



© Shutterstock.com

THESSALONIKI, GRÈCE - Les personnes âgées tiennent des sacs avec de la nourriture, distribués aux pauvres par la municipalité.

IL FAUT INTRODUIRE LE SOCIAL DANS LES DIFFÉRENTS MÉCANISMES DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE CAR LE SOCIAL N'EST PAS SÉPARÉ DE L'ÉCONOMIE

Interview avec Nicolas Schmit, Ministre luxembourgeois du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale par Alain Bloëdt, rédacteur en chef du Progressive Post.

> IL Y A EU UNE PRISE DE CONSCIENCE QUE L'EUROPE VA DANS LE MUR SI ON NE RÉINSTALLE PAS LA DIMENSION SOCIALE DANS LE DÉBAT ET L'ACTION DE L'EUROPE.

~ Les nouvelles propositions de la Commission sur l'Europe sociale sont-elles un marronnier de la vie politique européenne où sentez-vous un réel changement d'état d'esprit ?

NS: Je suis partisan du verre qui est à moitié plein plutôt qu'à moitié vide, surtout quand avant, il a été absolument vide ! C'est donc une bonne nouvelle que le social soit de retour à l'agenda. Même si cela ne va assez loin, il y a eu une prise de conscience que l'Europe va dans le mur si on ne réinstalle pas la dimension sociale dans le débat et l'action de l'Europe.

~ L'Europe peut-elle véritablement protéger ses citoyens à l'heure d'une mondialisation intensive ?

NS: Quand l'Europe a une idéologie, qui focalise tout sur le marché, la compétitivité, il y a un malaise. Quand l'Europe oublie largement tous les perdants du fonctionnement du marché et considère que la compétitivité va profiter à tout le monde - ce qui est absolu-ment faux - il y a un malaise. Non seulement, l'Europe ne protège pas mais détricote les États-providence. Dans ce contexte, la thèse disant que le social est du domaine de l'État national est dangereuse car c'est donner raison aux nationalistes de toute couleur.

~ Vous voulez dire que le message est contradictoire ?

NS: L'Europe prône le marché intérieur, elle préconise le détachement, l'ouverture des frontières et pour le social, c'est le pouvoir national qui est responsable. Problème, l'Europe dicte aux États nationaux comment mener leur politique budgétaire. Consé-quence : une marge pour le social qui se rétrécit.

~ Que proposez-vous ?

NS: Il faut changer de logiciel : l'Europe a aussi un rôle à jouer. Certes, la mise en œuvre reste de compétence nationale comme pour les retraites. Dans ce cas concret, l'Europe n'a pas à dicter la forme du système mais à la responsabilité de garantir un niveau de vie correct.

~ Et concrètement, quel est votre message à l'égard de Marianne Thyssen et Jean-Claude Juncker ?

NS: Il faut rapidement un plan d'action et introduire le social dans les différents mécanismes de politique économique car le social n'est pas séparé de l'économie. On ne peut parler de l'emploi des jeunes en Grèce, si on ne parle pas de politique économique et budgétaire en Grèce.

~ Mais sur le travail, les progressistes ne sont-ils pas prisonniers de leur idéologie, ce qui les exclut d'évoluer ?

NS: Il faut donner aux salariés un maximum de sécurité mais surtout leur permettre de revenir rapidement sur le marché de l'emploi. Une des clefs, notamment pour les plus faibles, ce sont des services publics qui marchent.

~ Cette approche n'est-elle pas en partie faussée par la volonté de vouloir sauver, coûte que coûte, tous les emplois ?

NS: Des emplois disparaissent, c'est malheureux mais c'est comme cela. Par contre, les salariés ne doivent pas faire les frais de ces changements. Il faut qu'ils soient secondés, qu'on leur permette de se réorienter par de la formation, des conseils, etc.... Ce n'est pas le système américain où tu te débrouilles !

~ Est-ce que ce rôle prépondérant des services publics marque pour vous, la ligne de fracture entre la droite et la gauche ?

NS: En tant que social-démocrate, nous sommes pour des services publics qui fonctionnent avec un sens de la justice alors

FRANCE - Manifestation nationale contre la réforme du travail proposée par le gouvernement socialiste le 9 mars 2016 à Strasbourg.

> IL FAUT VALIDER L'IDÉE QU'IL Y A UNE UNION BANCAIRE, UNE UNION MONÉTAIRE ET QU'IL FAUDRA UNE UNION SOCIALE.

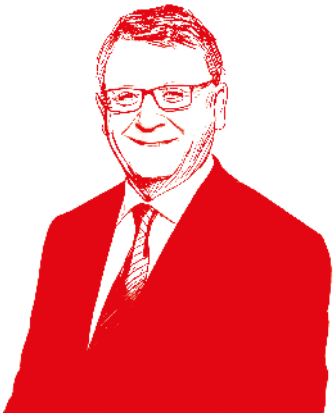
que les gens de droite considèrent qu'il faut réduire les services publics et que c'est le privé qui doit en partie reprendre leur action.

~ Quel est votre pronostic concernant la discussion sur les travailleurs détachés ?

NS: La discussion s'annonce dure. Pourtant, il y a urgence, non seulement pour l'impact négatif pour l'Europe dans certains pays mais surtout, parce que de nombreuses personnes travaillent dans des conditions inqualifiables, quand dans le même temps, d'autres perdent leur job parce que d'autres sont surexploités. Il y a urgence pourtant, je ne suis pas sûr que nous puissions décider dans l'urgence.

~ En terme de contexte, le Brexit peut-il avoir un impact sur la question ?

NS: Je ne pense pas que cela aura un énorme impact. Cela a certes été souvent facile pour certain de se cacher derrière les Britanniques pour dire qu'ils bloquent tout mais il y a d'autres pays qui n'en veulent pas et la droite en général. Il faut valider l'idée qu'il y a une Union bancaire, une Union monétaire et qu'il faudra une Union sociale avec une large part de subsidiarité.



> AUTEUR
Nicolas Schmit,
Ministre luxembourgeois du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale, Nicolas Schmit est également président du réseau des ministres des Affaires sociales du Parti socialiste européen (PSE).

INTERVIEW

CLASSE MOYENNE - Un pivot de notre société pris entre deux extrêmes, des hauts salaires et des emplois précaires.

APRÈS LE TERTIAIRE, LA CLASSE MOYENNE CONFRONTÉE AU SECTEUR DU NUMÉRIQUE

Interview avec Daniel Cohen, par Alain Bloëdt, rédacteur en chef du Progressive Post.

> LA POLARISATION PÈSE SUR LA CLASSE MOYENNE ET C'EST CE QU'IL Y A DE PIRE POUR LA DÉMOCRATIE !

~ Le numérique, c'est plus une promesse ou une menace pour nos sociétés ?

DC : Les deux. Tout le monde voit la promesse d'un monde connecté, un mélange de ce qu'avaient apporté le téléphone et la télévision. On peut se parler, échanger des documents, etc.

~ Mais d'où vient la menace ?

DC : Le débat chez les économistes vise à déterminer quels emplois vont être créés et quels sont ceux, qui vont être perdus.

~ De quels types d'emplois parle-t-on ?

DC : Dans les années 1980, on pensait que c'était le travail qualifié qui allait s'en sortir au détriment du travail non qualifié, ce qui était une menace pour les classes populaires et, en même temps, une promesse, pourvu qu'on arriverait à requalifier l'ensemble de la population. Au final, on s'est rendu compte que c'était beaucoup plus complexe et, aujourd'hui, les économistes parlent d'une polarisation du marché de l'emploi.

~ Cette polarisation est-elle préoccupante ?

DC : Oui car la polarisation pèse sur la classe moyenne et c'est ce qu'il y a de pire pour la démocratie ! Concrètement, il y a, d'un côté, tout en haut, des traders, des gens qui sont capables de déplacer des milliards ou même de diriger des entreprises à partir de leur smartphone. À l'autre bout de l'échelle, on trouve des emplois de proximité, de services, d'aide à la personne qui sont souvent peu ou pas qualifiés et mal rémunérés. Or le grand perdant, c'est le milieu de la distribution des revenus, autrement dit la classe moyenne.

~ Pourquoi ?

DC : Pour bien comprendre, il faut revenir sur le développement au 20ème siècle, dans le sillage de la révolution industrielle, des cols blancs. Ils se sont, progressivement, extraits du centre de gravité de la société industrielle, devenant employés dans les bureaux, les banques, les assurances, les administrations publics au détriment des métiers durs, répétitifs, physiques exercés dans les usines. En quelque sorte, cette classe moyenne a trouvé une terre promise dans le tertiaire et c'est ce refuge qui est maintenant attaqué par la révolution numérique.

~ Cette menace a-t-elle un impact direct dans la montée des populismes ?

DC : Effectivement, c'est au cœur du grand désarroi de nos sociétés contemporaines. Quand la classe moyenne cesse de jouer son rôle de pivot, les extrêmes prospèrent. Or les extrêmes servent à dénoncer les illusions, les mirages d'une société qui leur promet des promotions mais qui ne leur donnent pas ! C'est du reste ce qui les différencie des révolutionnaires qui se nourrissent d'une promesse, d'un monde qu'il faut faire advenir. Le populisme, c'est une forme nouvelle du nihilisme : on voit que le monde ne veut pas de nous, nous on ne veut pas du monde !

~ L'Europe peut-elle lutter contre ce populisme ?

DC : Il y a une demande de protection forte vis-à-vis de l'Europe face à un monde qui menace de nous faire disparaître. Mais paradoxalement, l'Europe devient très vite l'ennemi du populisme puisque l'Europe, c'est l'ouverture des frontières au sein de la zone européenne, une mini mondialisation.

~ Cette classe moyenne est-elle en réel danger ?

DC : C'est moins visible en Europe qu'aux États-Unis pour l'instant mais si on prend les États-Unis comme un laboratoire de transformation du monde, on sera frappé du destin des cols blancs américains. Du reste, on retrouve de nombreuses similitudes avec l'Europe. Tous les hommes politiques, depuis longtemps, aux États-Unis, se font élire contre Washington qui incarne un pouvoir fédéral réputé éloigné de la protection des gens !

~ Pour regagner la confiance des citoyens, l'Europe ne devrait-elle pas peser plus au niveau social ?

DC : Je pense que le social doit rester l'apanage des États, tout comme les politiques de santé et d'éducation. L'Europe doit par contre disposer d'instruments propres, d'un budget propre pour mener ses propres politiques.

~ Si je vous comprends, harmoniser dans le domaine social n'est pas une priorité ?

DC : C'est moins une question de priorité que de partage des tâches. On peut toujours essayer de faire converger des politiques de salaire minimum mais cela n'arrivera jamais à être impératif. On n'arrive même pas à se mettre d'accord, au sein de la zone euro, sur un taux imposable minimal aux sociétés ! Ce serait pourtant la moindre des choses puisque les sociétés peuvent se domicilier virtuellement, à peu près, où elles veulent !

Le numérique, une promesse et une menace pour la classe moyenne

~ L'arrivée d'Emmanuel Macron ne peut-elle pas faire bouger les cartes au niveau européen ?

DC : Emmanuel Macron est parvenu à afficher durant sa campagne un agenda européen explicite. Cela lui donne une légitimité indiscutable au niveau européen. Il apparaît comme celui qui fait refluer le populisme, dont nombre d'observateurs pensaient que la France serait la prochaine victime. Il faut, ayant dit çà qu'il parvienne à faire bouger les lignes, sinon cela finirait par se retourner contre la cause de l'Europe.

~ Sur quels thèmes ?

DC : Il veut reprendre le dossier des travailleurs détachés. Si on a le sentiment qu'on peut contourner le droit du travail en France par cette procédure, cela ne peut qu'accentuer l'hostilité vers l'Europe. Le fait d'être intransigeant sur la loi est impératif. Le fonds commun sur la défense, c'est également intéressant. L'idée d'un budget de la zone euro l'est tout autant, car la zone euro doit pouvoir agir en rendant des comptes au Parlement européen en lieu et place de l'Eurogroupe actuel, qui reste de l'intergouvernemental.

> EMMANUEL MACRON EST PARVENU À AFFICHER DURANT SA CAMPAGNE UN AGENDA EUROPÉEN EXPLICITE. CELA LUI DONNE UNE LÉGITIMITÉ INDISCUTABLE AU NIVEAU EUROPÉEN.

~ Emmanuel Macron aura aussi une épreuve sociale en France avec la réforme du code du travail. Pensez-vous qu'il a la capacité de la surpasser ?

DC : Ce sera sa troisième épreuve de vérité après la présidentielle et les législatives. Il est difficile à ce stade, sans avoir vu le texte en détail, de faire un pronostic. Ce sera une opération de séduction où il devra entraîner une partie significative du monde social mais, s'il échoue, et que des millions de gens descendent dans la rue, il aura tout perdu, y compris au niveau européen.

> AUTEUR
Daniel Cohen est Membre fondateur de la Paris School of Economy (PSE), Professeur et Directeur du département d'économie de l'Ecole normale supérieure (ENS).

OPINION

Europe - Le printemps arrive.

APRÈS 10 ANS DE CRISE ÉCONOMIQUE, VOIT-ON LES PREMIERS SIGNES D'UN PRINTEMPS EUROPÉEN ?

Par Luca Visentini

Dix ans se sont écoulés depuis la crise financière de 2007-2008. Dix années perdues et gaspillées. Dix années noires semblables à une ère glaciaire où les espoirs et les aspirations des travailleurs ont été figés.

Une crise bancaire a entraîné une crise de la dette publique. Une crise économique a entraîné une crise politique. Le remède de l'austérité choisi par erreur par l'UE et les États membres a créé une large désillusion et une réaction défavorable contre l'Europe. De violents conflits dans les régions avoisinantes, un nombre sans précédent de réfugiés fuyant vers l'Europe et la présence du terrorisme ont renforcé le sentiment de crise.

Sommes-nous en train de percevoir les premiers signes d'un printemps européen ? L'Europe vit maintenant une croissance lente et un recul progressif du chômage de masse. Toutefois, il n'y a pas de quoi se réjouir. Il est plutôt encourageant de voir des signes du renversement de la montée des forces anti-européennes et anti-étrangers, de l'émergence d'un débat politique favorable aux travailleurs, de l'augmentation des salaires et de la lutte contre les inégalités. L'équité et les besoins des travailleurs reviennent à l'ordre du jour politique.

Le choc des retombées politiques de la crise économique au cours de l'année écoulée a engendré une réflexion sur l'avenir de l'Europe, de la globalisation. Les politiciens traditionnels savent

qu'ils sont en voie d'extinction, sauf s'ils s'occupent des préoccupations des travailleurs. Ils ont peut-être finalement compris.

Les institutions de l'UE libèrent des fonds pour l'investissement, parlent de hausses de salaires et même d'une augmentation des dépenses publiques. La Commission européenne a imposé un débat sur un Socle européen des droits sociaux, la dimension sociale de l'UE et une mondialisation plus équitable. Lors du 60e anniversaire du Traité de Rome, les gouvernements nationaux se sont engagés à travailler en faveur d'une Europe sociale et du progrès économique et social. Concernant le Brexit, les États membres apparaissent unanimes.

Après le Brexit et Trump, les électeurs ont rejeté les candidats d'extrême droite à la présidentielle en Autriche et en France, et ont empêché le parti d'extrême droite d'entrer au gouvernement aux Pays-Bas. Mais ne nous laissons pas emporter.

Le Pacte de stabilité et de croissance de l'UE est un carcan qui empêche beaucoup de pays d'investir dans de meilleurs services publics, les emplois et la croissance. Certains dirigeants européens incitent à plus de flexibilité, la fin de l'austérité, plus de place donnée aux politiques favorables à la croissance et à l'allègement du fardeau mis sur les travailleurs.

Les nouvelles politiques sont loin de constituer un nouveau consensus. Le Socle européen des droits sociaux, attendu depuis longtemps, pourrait être plus ambitieux, et même être anéanti par des gouvernements et des employeurs hostiles.

> **“IL EST PLUTÔT ENCOURAGEANT DE VOIR DES SIGNES DU RENVERSEMENT DE LA MONTÉE DES FORCES ANTI-EUROPÉENNES ET ANTI-ÉTRANGERS, DE L'ÉMERGENCE D'UN DÉBAT POLITIQUE FAVORABLE AUX TRAVAILLEURS, DE L'AUGMENTATION DES SALAIRES ET DE LA LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS.”**

Le monde ne s'est pas encore relevé de la crise, les défis sont nombreux et difficiles. Le Brexit n'a pas été choisi par la CES ou les syndicats britanniques. Les droits des travailleurs et des citoyens doivent rester primordiaux, nous devons insister sur ce point. La croissance du faux travail indépendant, travail temporaire ou à temps partiel et autres emplois précaires, est le côté sombre de la réduction lente du chômage. Elle doit être contestée par l'organisation syndicale et aboutir à de nouvelles lois. La numérisation et les politiques climatiques doivent s'accompagner d'une stratégie intelligente pour une transition juste, qui permette aux travailleurs et aux régions industrielles de s'adapter et créer de nouveaux emplois.

La crise humanitaire des réfugiés n'est pas résolue. Les réfugiés sont bloqués en Turquie, en Libye et dans les Balkans. Les syndicats doivent redoubler d'efforts pour réclamer une répartition équitable des réfugiés en Europe et travailler avec les employeurs pour leur donner du travail.

Selon moi, il y a une opportunité. Certains signes de mouvement sont dans la bonne direction et nous avons besoin que tous les progressistes exercent une forte pression. Le moment est venu de réclamer ce dont les travailleurs ont désespérément besoin : plus d'investissement public et de services, une lutte contre les inégalités avec une protection sociale décente, une imposition juste, des salaires équitables et de bonnes conditions de travail dans tous les États membres.

C'est aussi le moment pour les syndicats d'être plus actifs que jamais pour gérer la numérisation et l'action climatique, s'assurer que les travailleurs ne sont pas laissés pour compte, gérer la mondialisation, réduire les inégalités persistantes en matière de genre et de régions. Les syndicats doivent exiger des actions sur ces défis dans tout le mouvement syndical, avec les employeurs et les gouvernements présents, du niveau local à toute l'UE.

Saisissons ce moment dont l'embellie est la plus prometteuse depuis 10 ans. Maintenons notre ambition à un niveau élevé, notre action forte et solide et allions-nous à ceux qui veulent bâtir une Europe sociale pour les travailleurs.

> AUTEUR
Luca Visentini, Secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats (CES), est un syndicaliste doté d'une expérience au niveau régional, national et communautaire.

ANALYSE

© Shutterstock

Les chercheurs estiment qu'une combinaison spécifique de dépenses publiques plus élevées et d'une fiscalité plus progressive augmenteraient la croissance du PIB de plus de 2 % dans les 15 pays de l'UE testés.

POUR UNE COMBINAISON COORDONNÉES DES POLITIQUES FISCALES ET SALARIALES EN EUROPE

Par Özlem Onaran, Maria Nikolaidi, Thomas Obst

Les politiques d'austérité associées à l'inégalité croissante en Europe ont entraîné une longue période de stagnation économique. Pour mettre fin au cercle vicieux de la faiblesse chronique de la demande, au ralentissement de l'investissement et de la productivité et à l'instabilité économique, sociale et politique, nous avons besoin d'une action coordonnée pour développer des politiques budgétaires et salariales dans tous les États membres de l'UE.

Les effets de la répartition du revenu et de la politique budgétaire sur la croissance, l'investissement et l'équilibre budgétaire dans le cas de l'Europe est une recherche que nous avons menée au Centre de recherche en économie politique de Greenwich. Cette recherche présente l'impact d'une combinaison de politiques coordonnées sur l'augmentation des dépenses publiques et de politiques fiscales et du marché du travail plus progressives, afin d'améliorer la croissance et la répartition des revenus en Europe.

Sur la base d'un modèle développé pour 15 États membres de l'Union européenne, nous avons simulé un scénario politique d'augmentation simultanée des dépenses publiques de 1 point de pourcentage sur le Produit Intérieur Brut (PIB) avec une taxation plus progressive (augmentation du taux d'imposition effectif sur le revenu du capital de 1 point de pourcentage et diminution du taux d'imposition sur le revenu du travail de 1 point de pourcentage) et une augmentation de la part des salaires du PIB de 1 point de pourcentage du PIB dans chaque pays. Le résultat était un PIB de 6,72 % plus élevé dans l'UE.

L'investissement privé augmente également de 2,30 % par rapport au PIB (en moyenne en Europe), c'est-à-dire que les dépenses publiques globales n'évincent pas mais attirent plutôt l'investissement privé malgré une hausse des

> LE PRINCIPAL MESSAGE DE NOTRE RECHERCHE EST QU'UNE POLITIQUE BUDGÉTAIRE EXPANSIONNISTE PEUT CONSIDÉRABLEMENT CONTRIBUER À LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET ÊTRE DURABLE LORSQU'ELLE EST ASSOCIÉE DE MANIÈRE COORDONNÉE À DES POLITIQUES SALARIALES ET À UNE FISCALITÉ PROGRESSIVE.

taux d'imposition sur les bénéfices. Bien que les dépenses publiques augmentent, le solde budgétaire en Europe s'améliore (de 0,86 % par rapport au PIB) en raison des effets fiscaux bénéfiques d'une croissance économique plus forte et de taux d'imposition plus élevés sur le capital. Les inquiétudes concernant les effets inflationnistes possibles de l'augmentation des salaires ne sont pas étayées par des preuves empiriques. Une stimulation salariale ne conduit en moyenne qu'à une modeste augmentation de 1,5 % des prix en Europe et aiderait à détourner l'économie européenne de la déflation.

La croissance, l'investissement privé et l'équilibre budgétaire s'améliorent tant dans les pays périphériques que dans les principaux pays d'Europe. Les effets sur le PIB de notre suggestion de combinaison de politiques sont plus marqués en Finlande (12,04 %), en Grèce (15,29 %) et en Espagne (16,15 %). Le PIB augmente de plus de 2 % dans tous les pays (5,85 % au Danemark, 6,77 % en Allemagne, 4,82 % en France, 2,91 % en Irlande, 3,81 % en Italie, 8,03 % au Portugal, 9,90 % en Suède et 4,47 % au Royaume-Uni).

Le principal message de notre recherche est qu'une politique budgétaire expansionniste peut considérablement contribuer à la croissance économique et être durable lorsqu'elle est associée de manière coordonnée à des politiques salariales et à une fiscalité progressive.

Dans la pratique, l'augmentation suggérée de la part des salaires peut être réalisée en réglementant de nouveau le marché du travail, en améliorant la législation syndicale, en augmentant la couverture de la négociation collective, en augmentant les salaires minimums et en appliquant plus efficacement la législation sur l'égalité des rémunérations. En outre, il est nécessaire de coordonner les politiques salariales au niveau européen, afin que les salaires augmentent en fonction des augmentations historiques de la productivité, en stabilisant la demande effective, en évitant les politiques de concurrence contre-productives du « chacun pour soi » basées sur des politiques de faibles salaires, et en empêchant un nivellement par le bas. Dans la zone euro, cela implique que la politique salariale doit prendre en compte les excédents des comptes courants autant que les déficits, et que la coordination doit tendre à éviter un ajustement déflationniste avec une croissance des salaires nettement plus élevée dans les pays excédentaires.

Quant à l'investissement public, ses effets positifs sur les dépenses dépassent ceux étudiés avec notre modèle. L'investissement public dans le cadre d'une stratégie industrielle est essentiel à la convergence de la productivité entre les pays européens. Par ailleurs, les dépenses publiques en infrastructures physiques et sociales peuvent conduire à la durabilité environnementale et à l'égalité hommes-femmes. Par exemple, l'investissement public dans des projets écologiques pourrait réduire le carbone généré par la production et la consommation de l'UE. En outre, les dépenses en matière de santé, de services sociaux, d'éducation et de garde d'enfants sont essentielles pour améliorer l'égalité hommes-femmes et pourraient conduire à créer des emplois à forte intensité de main-d'œuvre autrement dit générer plus d'emplois par production ayant un effet bénéfique supplémentaire sur l'intensité des émissions de carbone. Ce n'est pas uniquement parce que ces secteurs ont de faibles émissions, mais aussi parce que plus d'emplois sont créés pour une faible augmentation de la production.

> AUTEUR
Özlem Onaran est professeur d'économie et directeur du Centre de recherche en économie politique de Greenwich, à l'Université de Greenwich.

> AUTEUR
Maria Nikolaidi est maître de conférence en économie au Centre de recherche en économie politique de Greenwich, à l'Université de Greenwich.

> AUTEUR
Thomas Obst est chercheur universitaire à la Chaire de macroéconomie, à l'Université européenne Viadrina.

ANALYSE

© Shutterstock

Des salaires inégaux dans le monde de l'entreprises.

LES INÉGALITÉS SALARIALES INTER ET INTRA ENTREPRISE EN EUROPE

Par Claire Courteille-Mulder

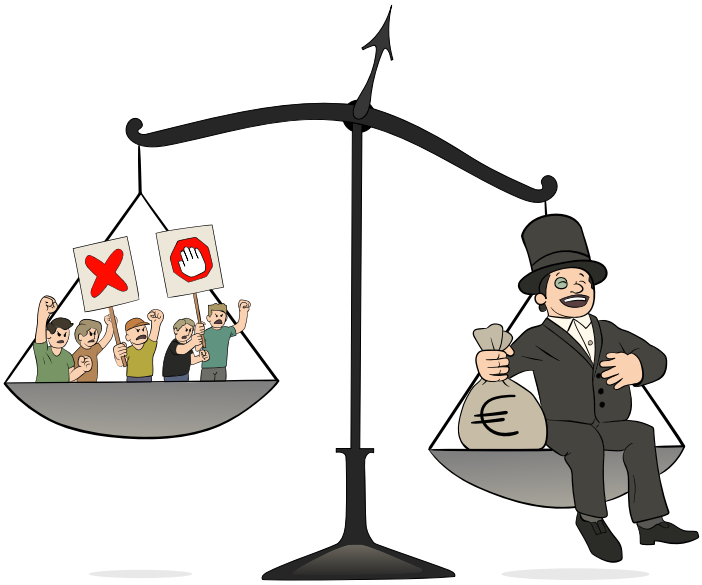
Depuis la crise de 2008, la croissance mondiale des salaires s'expliquait en grande partie par leur accroissement dans les pays émergents. Celui-ci s'est récemment ralenti alors qu'il s'est accéléré dans les pays développés. Une observation faite par le rapport mondial sur les salaires 2016/2017 de l'Organisation Internationale du Travail, l'OIT.

La coordination mondiale des politiques salariales est essentielle dans une économie globalisée. En 2016, le G20 a appelé à mener des politiques macroéconomiques visant une croissance notable des salaires et à établir les principes d'une politique salariale durable reflétant mieux les gains de productivité.

En effet, dans la grande majorité des pays, la part du travail dans la valeur ajoutée est à la baisse depuis plusieurs décennies sous l'effet d'une croissance salariale restée bien en deçà de celle de la productivité. Ceci a été le cas par exemple en Allemagne, aux États-Unis et en Chine, même si dans ces pays, la part salariale a rebondi quelque peu au cours de ces dernières années.

> « L'ÉCART SALARIAL ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES (...) EST PLUS IMPORTANT PARMI LES HAUTS SALAIRES »

L'OIT note que les inégalités salariales ont augmenté dans une majorité de pays de l'Union européenne durant ces dernières décennies mais se sont plutôt atténuées depuis 2002, et de façon plus prononcée à partir de



> LORSQUE LA NÉGOCIATION COLLECTIVE A LIEU À L'ÉCHELLE NATIONALE (...) LES INÉGALITÉS ENTRE LES ENTREPRISES COMME AU SEIN DE CELLES-CI S'EN TROUVENT RÉDUITES

2006. Si les inégalités entre les secteurs et les entreprises ont joué un rôle essentiel dans l'évolution récente des salaires, elles n'expliquent cependant pas tout. Une analyse de la situation dans 22 pays européens révèle qu'en 2010 les inégalités salariales au sein même des entreprises représentaient 42% du total des inégalités salariales et que celles-ci sont plus importantes au sein des entreprises dont le salaire moyen est relativement élevé. Selon l'étude, parmi les entreprises qui versent les salaires les plus élevés, les 1% les moins bien rémunérés gagnent en moyenne 7 euros de l'heure tandis que les 1% les mieux payés plus de 840 euros par heure. Par ailleurs, l'écart salarial entre les hommes et les femmes, qui s'est globalement réduit en Europe, est plus important parmi les hauts salaires pour atteindre presque 45% dans le centile le plus élevé de la distribution des salaires.

Le salaire minimum et la négociation collective restent des instruments privilégiés pour réduire simultanément les inégalités inter et intra-entreprises. Dans l'Union européenne, la plupart des pays ont un salaire minimum statutaire mais leur montant est très différent, certains étant particulièrement bas par rapport au niveau de productivité ou au salaire médian nationaux. L'OIT préconise donc la participation des partenaires sociaux dans la fixation du salaire minimum et insiste sur l'importance du champ d'application et de la mise en œuvre de la loi ou de l'accord salarial afin que tous les travailleurs, y compris les plus vulnérables, soient effectivement couverts. Lorsque la négociation collective a lieu à l'échelle nationale, du secteur ou de la branche d'activité, en impliquant de multiples employeurs et avec une coordination entre les différents niveaux, les inégalités entre les entreprises comme au sein de celles-ci s'en trouvent réduites. Par contre lorsque la négociation collective a une base étroite, c'est-à-dire qu'elle se déroule au niveau de l'entreprise ou de l'établissement, son effet se limite aux inégalités internes à cette entreprise.

Ces dernières années, de nouvelles initiatives ont été mises en place pour traiter la question du creusement des inégalités inter-entreprises par la négociation collective. C'est le cas notamment d'accords entre les acheteurs et leurs sous-traitants, visant à intégrer tous les maillons de la chaîne d'approvisionnement aux résultats de la négociation collective.

L'objectif de réduction des inégalités salariales internes aux entreprises a également généré des initiatives émanant du secteur privé et visant à autoréguler les salaires des hauts dirigeants, souvent en tentant d'impliquer les actionnaires. Aujourd'hui certains veulent aller plus loin et réfléchissent à la manière de dissuader le court-termisme au profit d'une rémunération des dirigeants qui prendrait en compte les performances à long terme de l'entreprise. Il semble en effet qu'inégalités salariales intra-entreprise et court-termisme soient les deux faces de la même médaille!

> **AUTEUR**
Claire Courteille-Mulder
est directrice du Bureau de l' Organisation internationale du Travail à Bruxelles depuis 2014.

VISION

La responsabilité sociale d'entreprises et l'éducation des enfants.

L'UE : UN « ENVIRONNEMENT STABLE » POUR RÉFORMER L'INVESTISSEMENT SOCIAL ?

Par Anton Hemerijck

Pour les hommes politiques voulant s'écarter de « l'hypothèse de marché efficace » déficiente, investir dans la politique sociale redonne une légitimité positive au rôle de l'État dans l'économie (mixte), renforce les normes de politique familiale, d'éducation et de services d'emploi, et intègre le tout dans un programme politique de croissance inclusive.

Au cours de la dernière décennie, la notion d'investissement social a gagné en popularité dans les débats sur l'avenir de l'État-providence. L'investissement social concerne l'investissement à long terme dans les politiques sociales. Il a reçu une approbation retentissante de la part de la Commission européenne dans son « Train de mesures sur les investissements sociaux en faveur de la croissance et de la cohésion » en 2013. Dans ce document de politique, la Commission a exhorté les États membres de l'UE à promouvoir des stratégies post-crise de réforme de l'aide sociale permettant de « préparer » les individus, les familles et les sociétés à répondre à la nature changeante des risques sociaux dans les économies avancées, en investissant dans les capacités humaines de la petite enfance à la vieillesse, plutôt que de mener des politiques qui ne font que « réparer » le malaise social après des périodes de crise économique ou personnelle. Des exemples d'investissements sociaux portent sur des hausses de dépenses liées à la politique de l'enfance et à la famille, les congés parentaux et les politiques actives du marché du travail.

Intérêt croissant pour l'investissement social

Il y a également des preuves que le vent tourne quant à la réflexion sur l'investissement social. Par exemple, l'OCDE et la Banque mondiale, qui étaient les défenseurs des « réformes structurelles » néolibérales, soutiennent aujourd'hui que des politiques d'aide sociale axées sur l'investissement social et bien calibrées stimulent la croissance, l'emploi, la productivité et la protection sociale pour tous.

En ce qui concerne l'avenir, l'Europe a grandement besoin d'une stratégie de croissance économiquement viable, politiquement légitime et considérée comme socialement juste. Cependant, compte tenu de l'ampleur du malaise suscité par la crise de la dette souveraine et de l'expérience lugubre de la réforme de l'investissement social en Europe méridionale avant la crise de l'euro, il n'y a pas de solution miracle.

Pour que les priorités de la politique d'investissement social survivent politiquement dans les temps difficiles qui s'annoncent, l'UE doit, avant tout, rompre avec l'héritage politique qui consistait à reléguer la réforme de l'investissement social pour être « au service » du néolibéralisme - ce qui est avisé lorsque l'économie se développe, mais interdit dans les moments critiques.

Les institutions de l'UE peuvent jouer un rôle de soutien

L'UE devrait être considérée comme une union des États-providence nationaux et non comme une union sociale. Le rôle des institutions de l'UE est de fonctionner comme un « environnement stable » dans lequel les États-providence nationaux peuvent prospérer. La notion d'« environnement stable » se réfère à des zones de résilience, basées sur des valeurs partagées et un but commun accompagné d'institutions compétentes, en période d'adaptation douloureuse. La fonction d'un « environnement stable » est d'atténuer le stress, mais aussi de maintenir la pression pour se mobiliser, plutôt que de submerger ses membres, et soutenir les progrès réalisés sur les problèmes difficiles.

Réduire les politiques d'investissement social du Pacte de stabilité et de croissance ?

Je propose concrètement de réduire les politiques d'investissement social, dans le domaine du stock de capital humain, des critères budgétaires du Pacte de stabilité et de croissance et du Pacte budgétaire, afin de dégager l'espace budgétaire nécessaire dans une limite de 1 à 2 % du PIB pour la prochaine décennie. Une étroite surveillance s'impose dans le cadre du semestre européen en termes d'alignement efficace sur la réglementation du marché du travail et les relations qui facilitent la transition vers le marché du travail pour les individus et les familles et une solide réforme de la sécurité sociale (universelle) dans les États membres de l'euro. Pour les pays qui ont des difficultés à s'engager à équilibrer leur budget sans piétiner leurs engagements sociaux nationaux, ces exemptions pourraient favoriser des gains immédiats dans la petite enfance, l'emploi des femmes, l'amélioration de l'équilibre travail-vie privée et la réduction des taux de décrochage scolaire, avec des résultats positifs à moyen terme dans l'emploi, le niveau de scolarité et la maîtrise des coûts des régimes de retraite.

Sur le plan politique, cela nécessiterait que l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Autriche et la Finlande descendent de leurs « grands chevaux » d'austérité. La raison politique fondamentale pour laquelle le paradigme de l'investissement social ne peut plus être rejeté en tant que politique présente « quand tout va bien » est que la stagnation économique, le chômage élevé (chez les jeunes) ainsi que la pauvreté et les inégalités croissantes font le terreau du populisme xénophobe, du Brexit et de Trump, et… la disparition de l'UE.

> AUTEUR
Anton Hemerijck est professeur de science politique et sociologie à l'Institut universitaire européen de Florence. Il a écrit de nombreux ouvrages et articles sur la politique d'aide sociale et la relation et la réglementation de l'emploi, la politique et l'économie européennes. Publication récente :The Uses of Social Investment (Oxford University Press 2017)

POSITION

© Shutterstock

Réduire l'inégalité, une victoire multiple : l'amélioration de la qualité de vie, l'augmentation des opportunités pour des économies durables, plus de solidarité et un but commun.

RÉDUIRE LES INÉGALITÉS : UNE CLEF POUR UNE EUROPE FORTE ET SOLIDAIRE

Par Kate Pickett

Face aux pressions et aux tensions qui touchent le projet européen, il ya un besoin vital de renforcer la vision et la mission de l'Europe sociale. Mettre l'accent sur la réduction des inégalités permettrait à l'UE de se reconnecter avec ses citoyens et d'améliorer leur qualité de vie.

Alors que les difficultés économiques, les tensions migratoires, le populisme et l'extrême droite ont, entre autres, mis le projet européen sous une pression croissante, il est devenu essentiel de revitaliser la mission sociale de l'UE.

Le développement du Socle européen des droits sociaux par la Commission, ainsi que le document de réflexion sur les dimensions sociales de l'Europe qui ont accompagné le Livre blanc sur l'avenir de l'Europe, reconnaissent qu'une vision de l'Europe sociale est nécessaire aux côtés des objectifs économiques et de sécurité de l'UE.

Néanmoins, beaucoup ont été profondément déçus par le manque d'attention dans ces documents concernant le rôle de l'inégalité socio-économique dans la création des sociétés que l'UE revendique. Bien que l'équité, l'égalité des chances et la protection sociale suscitent l'attention, l'inégalité - qui est à la racine de tous - est à peine mentionnée.

Les preuves scientifiques sur l'impact de l'inégalité sont larges, profondes, robustes et croissantes. Nous savons que les inégalités des revenus et des richesses provoquent une instabilité économique, détruisent le tissu social, sapent la cohésion sociale, endommagent la santé de la population (physique et mentale), détruisent la démocratie et créent un obstacle à l'adoption de stratégies pro-environnementales et un comportement pro-environnement. Les inégalités sociales et économiques empêchent les nations, les communautés et les individus de s'épanouir.

Heureusement, les effets de l'inégalité ont été traités beaucoup plus sérieusement dans le développement des Objectifs de développement durable des Nations Unies. L'objectif 10 (sur 17) est de « Réduire les inégalités à l'intérieur des pays et entre les pays ».

Toutes les nations européennes ont signé ces objectifs et devraient progressivement essayer « d'atteindre et de maintenir une croissance du revenu de 40 % de la population à un taux supérieur à la moyenne nationale. »

D'autres institutions prennent encore plus au sérieux ces inégalités. Cette année, à Davos, dans le rapport du Forum économique mondial sur les risques mondiaux, la disparité croissante en ce qui concerne les revenus et la richesse s'est classée comme la tendance la plus importante susceptible de déterminer le développement dans le monde au cours de la prochaine décennie. Le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et les ONG internationales, telles que Oxfam et Action Aid, comprennent également l'importance capitale de l'inégalité.

À l'heure actuelle, nous voyons plus de rhétorique que d'action, mais de la part de la Commission européenne, nous ne voyons même pas la rhétorique.

S'attaquer à l'inégalité peut être perçu comme un problème insoluble et coriace. Mais en réalité, il existe un grand nombre de solutions économiques, politiques et sociales qui peuvent être mises en œuvre aux niveaux international, national et local. Et l'expérience du passé nous dit que de grands changements peuvent se produire rapidement. Il existe des solutions au niveau de la distribution, telles que la fiscalité progressive et la sécurité sociale renforcée.

Il existe des solutions de pré-distribution, telles que l'augmentation des salaires minimums et la représentation des employés dans les comités d'entreprise et les comités de rémunération. Une action internationale est nécessaire pour faire face aux paradis fiscaux et aux comportements des entreprises multinationales. La plupart des politiques fiscales sont au niveau national, mais les communautés peuvent également agir: au Royaume-Uni, de nombreuses autorités locales se sont engagées à payer le minimum vital. Réduire l'inégalité nécessite une volonté et un leadership politique, mais aussi des mouvements populaires et des pressions vers le haut pour obtenir du changement.

Au motif que «les États membres et l'UE dans leur ensemble bénéficieront des avantages politiques, économiques et sociaux de la lutte contre les inégalités», le Conseil scientifique de l'économie progressive (une initiative de l'Alliance progressiste des socialistes et des démocrates dans l'UE) a demandé à l'Europe de progresser vers «un nouvel idéal égalitaire».

Poursuivre un tel idéal de manière crédible et efficace pourrait reconnecter l'Europe avec ses citoyens. Les mesures que les États membres pourraient utiliser pour atteindre ce nouvel idéal égalitaire incluent la fiscalité (par exemple : la taxe successorale et la taxation des biens immobiliers et des loyers importantes, la mise en œuvre d'une taxe sur les transactions financières), les mesures sur les salaires (par exemple, favoriser des syndicats forts et un salaire minimum élevé), l'extension de l'assurance sociale à l'échelle européenne (par exemple, une union de retraite européenne et un programme de solidarité sociale d'urgence) et, enfin, la mobilisation de politiques et de réglementations européennes pour réduire les inégalités (par exemple, l'amélioration des droits en ce qui concerne l'emploi et des droits sociaux, l'égalité des sexes et l'égalité des chances pour les enfants).

En plus d'essayer d'atteindre les objectifs de développement durable de l'ONU, l'UE devrait s'engager à réduire les inégalités et faire converger les niveaux de revenu dans les États membres de l'UE.

Le néolibéralisme a échoué à remplir ses promesses. Nous avons connu une croissance, mais mal répartie; Nous avons vu des cycles d'expansion mais trop de ralentissements. Et même si la poursuite de la croissance économique nous a apporté des avantages à tous, face à la lutte contre le changement climatique, nous ne pouvons plus nous permettre de repousser cet objectif. Réduire l'inégalité nous offre de multiples victoires: l'amélioration de la qualité de vie, l'augmentation des opportunités pour des économies durables, plus de solidarité et de partage et un but commun - ce devrait être la priorité numéro un d'une Europe sociale.

> **AUTEUR**
Kate Pickett est Professeur d'épidémiologie à l'Université de York et cofondateur de The Equality Trust.

POSITION

© Botond Horvath / Shutterstock

Javier Lopez, membre du Parlement, rédige un rapport sur les inégalités pour le Parlement européen.

INÉGALITÉS, CROISSANCE ET AVENIR DES DÉMOCRATIES LIBÉRALES

Par Javi Lopez

Les vagues de souffrance dues au chômage et à la destruction de richesses ont transformé la cartographie sociale du monde occidental et ont conduit à une véritable récession géopolitique. Les coordonnées de l'agenda politique changent, d'anciens conflits apparaissent et de nouveaux clivages s'ouvrent. Encore une fois, la répartition des richesses, des inégalités et leurs effets sont au centre du débat public. Javier Lopez se penche sur les raisons.

Nous reproduisons actuellement les niveaux aberrants d'inégalité de l'âge d'or précédant la Première Guerre mondiale, et de la Grande dépression qui a suivi. L'équité et la mobilité sociale sont liées à l'égalité des chances : dans des sociétés plus égales, les individus peuvent changer plus facilement de catégorie sociale indépendamment des ressources de leur foyer. La vérité est que, si vous voulez « vivre le rêve américain », vous devez aller au Danemark. Malheureusement, les inégalités de revenus et l'inégalité entre les sexes se développent en parallèle. L'égalité agit comme une colle sociale en créant des liens de confiance mutuelle.

De solides arguments nous permettent de soutenir que les sociétés plus équitables ont de meilleurs résultats sociaux et sont plus saines, plus pacifiques et plus coopératives. De grands pans de la littérature académique relient les problèmes de croissance aux niveaux actuels d'inégalité. Un problème majeur porte sur le fait que l'inégalité fausse la demande et favorise le surendettement. Seules

des stratégies de croissance inclusives et équitables assureront le redressement des économies des démocraties industrialisées.

Dans le même temps, l'inégalité érode la démocratie. Le déclin de la classe moyenne porte atteinte à l'ordre politique et détériore la politique traditionnelle. La polarisation des revenus contribue à la polarisation politique et affaiblit le soutien aux institutions démocratiques et économiques inclusives.

Par ailleurs, diverses tendances économiques ont généré des bénéfices, mais ceux-ci ont été inégalement répartis. Sans mécanismes de rémunération adéquats, nos sociétés se déchirent, comme nous l'avons vu dans de nombreux cas.

La mondialisation et la libéralisation des marchés ont fonctionné en ce sens. D'un côté, des centaines de millions de personnes ont été sorties de la pauvreté au cours des dernières décennies, en particulier en Asie, mais de l'autre, bon nombre de classes moyennes et ouvrières dans les pays industrialisés n'en ont pas bénéficié. La digitalisation et la robotisation de l'économie fonctionnent de manière similaire. Toutes les deux créent de nouvelles opportunités sur le marché du travail, mais un grand nombre de travailleurs actuels n'ont pas les compétences nécessaires pour les saisir.

Parallèlement, la division urbaine/rurale est très présente dans le conflit politique. Beaucoup de centres urbains ont été incorporés dans la chaîne de la valeur de la mondialisation, devant les régions rurales, ou été punis par des périphéries désindustrialisées. C'est un terreau fertile pour le ressentiment et le repli identitaire. De tout cela émerge une nouvelle logique, celle du « globalisme contre le nationalisme ».

> **“L'IDÉE AU CENTRE DE MON RAPPORT DU PARLEMENT EUROPÉEN SUR « LA LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS SERVANT DE LEVIER POUR STIMULER LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE », EST DE FAIRE DE L'INÉGALITÉ L'UNE DES PRINCIPALES PRIORITÉS DEVANT ÊTRE SURVEILLÉES ET TRAITÉES PAR LES INSTITUTIONS EUROPÉENNES.”**

Pour reconstruire une base électorale progressiste, nous devons mettre en place un programme de redistribution permettant de lutter contre les inégalités. Les solutions du XXe siècle étaient les suivantes : la gestion keynésienne de la demande, les politiques économiques, la planification industrielle de l'État, la préservation de la négociation collective et la redistribution budgétaire par l'imposition et les systèmes de protection sociale. Cette feuille de route est valable mais doit s'adapter à un contexte différent : les particularités de la zone euro, les économies et les marchés internationalement connectés ainsi que les changements dans les structures sociales.

Nous devons élaborer de nouveaux systèmes et programmes fiscaux de dépenses publiques et réglementaires qui redistribuent plus efficacement et favorisent une répartition plus équitable de la richesse. Tout cela doit être fait tout en tenant compte de facteurs tels que la concentration des personnes dans les villes, le vieillissement de la population et le changement climatique. Le levier à utiliser pour commencer à reconstruire le pacte social doit être celui des menaces politiques qui hantent l'Europe, comme celles qui hantaient l'Europe entre 1945 et 1975, car sans menace, il n'y a pas d'incitation à agir. La réalité est que l'inégalité explique, au moins en partie, la rupture des socles qui ont soutenu le monde développé : la croissance économique, les classes moyennes, la démocratie libérale et l'ordre américain.

L'idée au centre de mon rapport du Parlement européen sur « la lutte contre les inégalités servant de levier pour stimuler la croissance économique », est de faire de l'inégalité l'une des principales priorités devant être surveillées et traitées par les institutions européennes. Cela devrait se faire en utilisant les outils de cohésion et d'investissement, tels que la coordination des politiques sociales en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, ainsi que l'amélioration des conditions de vie et de travail. Par ailleurs, nous incluons une approche innovante afin d'affronter de nouveaux défis, car nous devons absolument protéger les travailleurs qui sont désavantagés face aux changements technologiques. Nous devons renforcer et moderniser nos États-providence, lutter contre la pauvreté, en particulier chez les jeunes et les enfants, remédier au fossé entre les genres et lutter contre la fraude.

À l'instar de toutes les tâches herculéennes, la lutte contre les inégalités a besoin d'un récit qui la soutienne et lui donne forme. Nous avons besoin d'un nouveau récit sur l'égalité dans la défense de la croissance économique, la protection de la démocratie et le sens profond de la liberté : autonomie et dignité.

> AUTEUR
Javi Lopez est membre du Parlement européen au sein du groupe S&D, membre de la Commission sur l'emploi et les affaires sociales, membre suppléant de la Commission des affaires étrangères et Secrétaire aux affaires européennes du Parti des socialistes catalans.

ANALYSE DES VOTES

© EUROPEAN UNION 2017 - SOURCE : EP.

Les dynamiques du conflit qui a émergé dans le débat du Parlement européen ont dévoilé les obstacles politiques empêchant une mise en œuvre complète du socle européen des droits sociaux.

DE NOMBREUSES TENSIONS ENTRAVENT L'ACCORD SUR LE SOCLE SOCIAL EUROPÉEN

Par Francesco Corti et Patrik Vesan

Un examen du débat parlementaire sur le socle des droits sociaux révèle les obstacles à sa mise en œuvre et les dynamiques du conflit qui définissent la marge de manœuvre des décideurs politiques à énoncer des propositions de politique sociale. Observation du débat selon le modèle des quatre domaines de prise de décision au Parlement européen, établi par le politologue Maurizio Ferrera.

Il convient de noter en particulier la tension claire existante entre les groupes politiques européens sociaux et libéraux (Gauche contre Droite) qui ont émergé dans la grande coalition pro-européenne officielle qui a soutenu le socle européen des droits sociaux en opposition aux partis eurosceptiques d'extrême droite : les Conservateurs et Réformistes européens (CRE), le groupe Europe de la liberté et de la démocratie directe (ELDD) et l'Europe des nations et des libertés. Cette tension se produit en raison d'un conflit entre les priorités politiques et la mission globale de l'Union économique et monétaire. D'un côté, l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ALDE) et le Parti populaire européen (PPE) soutiennent un projet plus néolibéral centré sur la dérégulation du marché du travail et la réduction des dépenses sociales ainsi que la stabilité monétaire/fiscale. D'un autre côté, l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates (S&D), les Verts/Alliance libre européenne (ALE) et le groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique (GUE/NGL) sont en faveur d'un projet orienté sur la croissance/emploi soutenu par l'investissement public et accompagné par une plus grande dimension sociale.

Lignes territoriales de conflit

Alors que la coalition de gauche menée par S&D a démontré une discipline de parti robuste et a voté pour la résolution, les libéraux et les chrétiens-démocrates se sont divisés en deux sous-groupes. Ces deux sous-groupes sont les délégations du nord et de l'est qui se sont détournés de la ligne officielle de leur groupe. En détail, 83 % du groupe PPE et 100 % des parlementaires allemands du groupe ALDE, 96 % des parlementaires polonais et hongrois du PPE, 100 % des parlementaires tchèques, danois, estoniens et suédois de l'ALDE et du PPE et 100 % des parlementaires néerlandais et finlandais de l'ALDE ont choisi de ne pas suivre la ligne de leurs groupes.

D'un côté, les délégations libérales et chrétiennes-démocrates du nord ont refusé toute proposition pour de nouveaux instruments financiers (par ex. la garantie pour l'enfant et le système européen garantissant une assurance chômage) ou la révision de la gouvernance socio-économique de l'Europe (par ex., rééquilibrer le semestre européen). D'un autre côté, ceux de l'Europe orientale ont refusé toute suggestion d'une harmonisation des normes (par exemple, un cadre européen pour un salaire minimum) qui pourrait impliquer une augmentation des coûts du travail. En général, à la fois les parlementaires de l'ALDE et du PPE du Nord et de l'est ont cherché à effacer toute référence à la nature « contraignante » du socle européen des droits sociaux en utilisant comme justification de cette position la célèbre formule de Robert Gilpin « Smith abroad, Keynes at home ».

La division entre les libéraux et les conservateurs a envoyé un mauvais signal

La fragmentation interne de l'ALDE et du PPE reflète deux autres tensions significatives identifiées par Maurizio Ferrera. La première est liée au problème de la redistribution institutionnelle transnationale et la discipline fiscale d'après laquelle les États membres de l'UE sont divisés en deux sous-groupes en conflit : les créditeurs (les pays nordiques, l'Allemagne en prime), et les débiteurs (les pays du Sud). Le second concerne le « système de compétition » à l'intérieur de l'UE entre les États membres de l'UE aux salaires et bien-être élevés (ouest) et les États membres aux salaires et bien-être peu élevés (est).

Les dynamiques du conflit (Gauche contre Droite, pour ou contre l'intégration européenne, Nord contre Sud et Est contre Ouest) qui a émergé dans le débat parlementaire montre la complexité de trouver une voie vers un socle européen des droits sociaux conciliant les politiques économiques et sociales dans l'UE. Les tensions qui ont émergé ont mis la lumière sur les limites du débat actuel sur le socle européen des droits sociaux. Le Parlement européen a largement soutenu le rapport Rodrigues (396 pour, 180 contre et 68 abstentions) sur une série de politiques pouvant faire partie du socle comme la garantie pour l'enfance, la garantie pour la jeunesse, l'extension de la protection sociale pour les travailleurs atypiques, les indépendants et la directive sur l'équilibre travail/vie privée. Ce mandat fort est le seul domaine concret où un consensus peut être trouvé sur les questions sociales.

> LE PARLEMENT SOUTIENT LE RAPPORT RODRIGUES SUR LA GARANTIE ENFANCE ET JEUNESSE, LA PROTECTION POUR LES TRAVAILLEURS ATYPIQUES, LES INDÉPENDANTS ET L'ÉQUILIBRE TRAVAIL/VIE PRIVÉE.

> AUTEUR
Patrik Vesan est professeur de sciences politiques à l'Université de la Vallée d'Aoste.

> AUTEUR
Francesco Corti est doctorant à l'Université de Milan et est membre du réseau des jeunes chercheurs de la FEPS.

DÉBAT

Le secteur du transport, un exemple du transfert des travailleurs dans toute l'Europe.

FAIRE DE LA RÉVISION DE LA DIRECTIVE SUR LES TRAVAILLEURS DÉTACHÉS UN SUCCÈS TANGIBLE POUR LES CITOYENS

Par Agnes Jongerius

Incitée à agir, la Commission européenne a publié des propositions sur un soi-disant « Pilier européen des droits sociaux » et un document de discussion sur de possibles scénarios pour l'avenir de l'UE. Des tentatives louables pour lancer un vaste et exhaustif débat sur la voie à suivre pour l'Union. Le Parlement a suivi et participé au débat.

Nous devons nous demander ce qu'attendent vraiment les citoyens européens de notre Union ? Les cinq scénarios de la Commission sur de futurs modèles d'intégration et coopération sont intéressants. Évidemment, nous devons avoir un débat plus large sur l'état de l'Union, maintenant et à l'avenir, et comprendre aussi que beaucoup de modèles d'intégration vont trop loin pour le moment : les scénarios sur un « super-État » proposant consciemment une Europe à plusieurs vitesses, ou encore le récent rapport Verhofstadt sur une fédéralisation ultérieure. Ce sont tous des projets intéressants, mais presque politiquement impossibles à « mettre en place » dans les années à venir.

Pourtant, il nous faut des succès européens. Il nous les faut là où les citoyens peuvent les voir. Après presque 10 ans de crise et de marasme économique, beaucoup d'européens en ont assez des discussions oisives, des promesses vides et des rares réalisations. Je suggère donc que, tout en conservant le débat ouvert, nous avancions petit à petit, en résolvant les problèmes comme ils viennent. Selon moi, la plupart des gens n'attendent pas forcément une vision globale de « l'Europe sociale » ou un exercice intellectuel sur une « Europe à deux vitesses », mais que certains problèmes soient traités.

Régler le problème de la concurrence déloyale causée par une directive obsolète sur les travailleurs détachés serait un bon début. Et je veux vraiment dire régler le problème. Cela signifie plusieurs choses. Tout d'abord, il faut être clair sur le fait que le détachement d'un travailleur est toujours un arrangement temporaire. Ensuite, la base légale de la directive doit être élargie afin d'inclure des articles sur la protection sociale, plutôt que juste des références sur le fonctionnement du marché interne. En troisième lieu, toutes les conventions collectives dans les pays d'accueil doivent s'appliquer aux travailleurs détachés, pas seulement

les conventions universellement applicables. Ensuite, les frais de voyage et d'hébergement doivent incomber à l'employeur et en aucun cas être déduits des salaires des travailleurs détachés. Pour finir, s'assurer que lorsqu'un travailleur est détaché, le détachement soit « authentique », avec un lien clair entre l'employeur et le travailleur.

Ces étapes sont importantes pour stopper l'évolution vers le bas que nous voyons dans certains secteurs (construction, transport). Je sais que la libre prestation de services dans toute l'UE importe peu aux gens des Pays-Bas et beaucoup d'individus en Europe du Sud et de l'Est ont besoin de travailler. C'est tout aussi bien : les Pays-Bas ont urgemment besoin de milliers de chauffeurs de camion ! Mais le travail doit être décent, régi par des règles équitables et bien appliquées. Nous pouvons examiner en détail des sujets plus concrets. Qu'en est-il de l'application inégale des règles de transport routier ? L'échange transfrontalier des informations nécessite en urgence notre attention. De même , la facilité avec laquelle les cotisations sociales peuvent être évitées en travaillant dans un autre état membre. Et ce, a fortiori en renforçant notre système financier, en combattant l'évasion fiscale et en aboutissant à un arbitrage réglementaire sur les normes environnementales (plus de Dieselgate !).

Donc oui, continuons à débattre sur l'avenir de l'UE. Il nous faut des résultats concrets et tangibles. Nous devons régler maintenant les problèmes qui peuvent l'être, pour que les gens puissent se rattacher à quelque chose.

Commençons donc, au niveau du Parlement et Conseil, à faire un succès de la rapide révision de la directive sur les travailleurs détachés. Nous devons consacrer judicieusement notre capital politique sur ce que nous pouvons vraiment concrétiser dans un avenir prévisible et qui améliore effectivement la vie de nos concitoyens. Il y a de quoi faire. Essayons de suivre la devise du champion actuel de la ligue de football néerlandaise, le club de Feyenoord Rotterdam : « Pas des mots mais des actes ! »

© Shutterstock

> IL NOUS FAUT VRAIMENT DES SUCCÈS EUROPÉENS, LÀ OÙ LES CITOYENS PEUVENT LES VOIR ET LES RESSENTIR. « PAS DES MOTS MAIS DES ACTES ! »

> AUTEUR
Agnes Jongerius est membre du Parlement européen. Rapporteur sur la directive sur les travailleurs détachés

DÉBAT

DROITS DES TRAVAILLEURS - Améliorer les conditions des travailleurs d'Europe orientale et centrale, un défi pour l'Europe.

DÉBAT RELANCÉ SUR LA DIRECTIVE SUR LES TRAVAILLEURS DÉTACHÉS

Par Kristian Vigenin

Dans le contexte du livre blanc proposé par la Commission européenne sur l'avenir de l'Europe et du document de réflexion sur la dimension sociale de l'Europe, pouvez-vous nous donner votre point de vue sur une directive plus progressiste concernant le détachement des travailleurs provenant d'Europe de l'Est et centrale, où la situation n'est pas vue comme en Europe de l'Ouest ?

Tandis que je me félicite de l'ambition de la Commission européenne d'assurer une meilleure protection des droits des travailleurs au niveau de l'UE, j'estime tout à fait improbable que cet objectif louable puisse être atteint grâce à l'examen proposé de la Directive 96/71/CE, concernant le détachement des travailleurs dans le cadre de la prestation et des services ainsi que des règlements des modifications. La proposition de la Commission a connu un début difficile et on ne sait pas très bien combien de temps il faudra (le cas échéant) pour qu'elle fasse partie de l'acquis communautaire.

Tout d'abord, je trouve particulièrement inquiétant que la Commission n'ait pas préalablement consulté les partenaires sociaux européens, ce qui était légitimement demandé par le Comité économique et social européen (CESE). Il semblerait que l'ensemble du calendrier de la proposition ait été mal conçu, car la Commission l'a publié des mois avant la véritable date limite pour la transposition de la Directive 2014/67/UE, une application de la directive précédente, ce qui a compliqué pour les parties impliquées le fait d'évaluer correctement le bien-fondé des modifications proposées. Plus inquiétant encore a été le manque d'analyse approfondie de la situation dans les différents États membres ainsi que de véritables informations quantitatives sur les travailleurs détachés et les modalités de mise en œuvre et d'application de la directive existante. Sans ces informations cruciales, il est pratiquement impossible d'effectuer une évaluation correcte de l'impact de la proposition de la Commission, et il existe un sérieux risque de faire plus de mal que de bien aux citoyens européens.

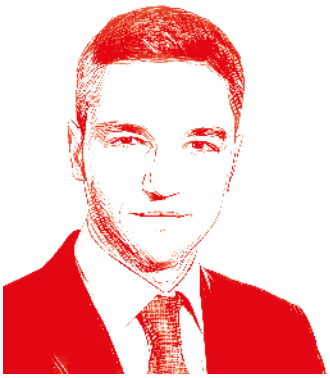
La révision de la Directive comporte plusieurs sujets controversés, parmi lesquels se trouvent le remplacement du concept de "taux minimums de salaire" par "rémunération", la limitation de la durée effective du détachement à 24 mois et l'introduction de la possibilité d'appliquer à des sous-traitants les mêmes conditions qu'aux principaux entrepreneurs.

> "LES CITOYENS EUROPÉENS MÉRITENT UNE "ÉGALITÉ DE RÉMUNÉRATION POUR UN TRAVAIL ÉGAL OÙ QUE CE SOIT DANS L'UE"

Il y a bien sûr des arguments en faveur des changements proposés, car leur objectif est d'atteindre une meilleure protection des droits des travailleurs. Toutefois, ils présentent également de sérieux défis pour l'intégrité du Marché unique, en créant de nouveaux obstacles aux prestataires de services transfrontaliers. Les sociétés des États membres dont les niveaux de salaire sont plus faibles vont trouver extrêmement dur, si ce n'est impossible, de fournir certains services sur l'ensemble du Marché unique. Les nouvelles obligations qui en découleront pour eux porteront atteinte à leur compétitivité et serviront de barrières de facto au marché dans les États membres dont les niveaux de salaires sont plus élevés, ce qui pourrait se traduire par des prix plus élevés pour les consommateurs finaux dans ces endroits. Une telle distorsion du marché ne peut pas engendrer de prospérité ; elle ne fera que renforcer les problèmes existants et ralentir le processus de convergence au sein de l'UE.

Afin de poursuivre de manière efficace le débat sur le détachement, nous devons rassembler et prendre en considération autant de données fiables que possible, à la fois sur les travailleurs et les sociétés. Comme le CESE le fait remarquer dans son avis sur la proposition d'une nouvelle directive, nous ne pouvons pas ignorer le fait que les situations des sociétés étrangères et nationales sont différentes, et que les prestataires de services étrangers supportent des coûts supplémentaires provenant uniquement de l'exécution de services dans un autre État membre, comme d'autres dépenses d'exploitation et des coûts de main d'œuvre transfrontalière indirects.

Nous devons absolument protéger les droits des travailleurs, empêcher la concurrence déloyale, le dumping salarial et social. Ceci doit et peut être réalisé en renforçant le processus de convergence économique et social au sein de l'UE. Nous avons également l'obligation envers nos citoyens de lutter contre la discrimination entre les travailleurs et les sociétés sur la base de leur nationalité. Une "égalité de rémunération pour un travail égal au même endroit" ne suffit pas, les citoyens européens méritent une "égalité de rémunération pour un travail égal où que ce soit dans l'UE", et cela doit être notre objectif ultime.



> AUTEUR
Kristian Vigenin est le président de la Commission des affaires européennes et de la surveillance des fonds européens du Parlement bulgare, ancien ministre des Affaires étrangères de Bulgarie et ancien membre du Parlement européen.

POINT DE VUE

© Drop of Light / Shutterstock

Le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a relancé une discussion paneuropéenne sur le modèle social européen.

L'EUROPE SOCIALE REVIENT À L'ORDRE DU JOUR, MAIS SANS GRANDE AVANCÉE

Par Björn Hacker

Grâce à ses propositions sur l'Europe sociale, la Commission européenne a donné un coup de pouce au débat paneuropéen sur cette question. Ses propositions sont toutefois insuffisantes en termes de portée et de niveau. Pour rétablir la confiance des peuples dans un processus d'intégration européenne socialement équilibrée, nous ne devons plus donner autant d'importance à une gouvernance économique en harmonie avec le marché et chargée d'austérité.

Les attentes étaient fortes avant les propositions finales de la Commission européenne sur le socle européen des droits sociaux et le document de réflexion sur la dimension sociale de l'UE. Cela fait trop longtemps que les aspects sociaux de l'intégration européenne ont de moins en moins d'importance dans l'agenda politique. Ils ont été écartés en faveur des aspects économiques, et ce même avant la crise financière, et cette tendance s'est poursuivie après la crise de l'union monétaire. De nombreux acteurs à l'orientation sociale dans l'UE pensent depuis longtemps que le processus d'intégration doit garder un œil attentif sur sa dimension sociale pour être durable à long terme. Peuvent-ils être maintenant satisfaits des idées de la Commission ?

La Commission Juncker a sans aucun doute relancé une discussion paneuropéenne sur le modèle social européen avec cette année de consultation sur différents aspects des normes sociales, de la protection sociale et des conditions de travail. Au départ,

> IL S'AGIT D'UN DÉVELOPPEMENT POSITIF PERMETTANT DE REMETTRE LES AFFAIRES SOCIALES AU PROGRAMME DE L'UE, MAIS NOUS DEVONS CREUSER PLUS PROFONDÉMENT SI NOUS VOULONS VRAIMENT COMBLER LE FOSSÉ ENTRE L'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE DE GRANDE ENVERGURE DE L'UE ET LA COORDINATION DES POLITIQUES SOCIALES QUI EST EN RETARD.

Jacques Delors avait souligné la nécessité d'une dimension sociale pour accompagner l'intégration économique rapide de l'UE. Cela remonte aux années 90 ! Le protocole social annexé au traité de Maastricht a été révolutionnaire car il a intensifié les pouvoirs de l'Europe dans le domaine de la politique sociale. La sécurité au travail, le dialogue social, les Comités d'entreprise européens et l'égalité des chances ont été au cœur de ce protocole, suivis des règles de non-discrimination et de la Stratégie européenne pour l'emploi. Le 21e siècle a vu apparaître la coordination des différents projets de politiques sur le marché du travail, la prévention de la pauvreté, les régimes de retraite et des soins de santé, avec des objectifs communs convenus par les États membres de l'UE. Toutefois, la coordination des politiques dans la stratégie de Lisbonne et l'entrée en vigueur de la Charte des droits fondamentaux du fait de son incorporation dans le traité de Lisbonne représentent, depuis longtemps, les apparitions les plus récentes des questions d'ordre social dans l'agenda de l'UE.

L'austérité à provoqué un contrecoup

La notion d'enseignement mutuel a vu le jour incidemment, lorsque la réforme sociale a principalement consisté à réduire les dépenses sociales et où l'économie de l'offre a exclu des mesures fondées sur le marché. Ça, c'était la recette. Les États membres de l'UE ont appris les uns des autres en expliquant leurs réformes nationales dans des forums supranationaux et des rapports. Au 21e siècle, l'expansion de l'État-providence et les politiques macroéconomiques ont été considérées principalement comme des obstacles à la réussite économique. Une croissance économique très divergente a entraîné des déséquilibres macroéconomiques qui n'ont cessé de croître. Ça, c'était la toile de fond de la grave crise de l'union monétaire. Choisir la voie d'un alignement asymétrique signifiait des changements de politique interne en Grèce, en Irlande, au Portugal, à Chypre et en Espagne, en vue de surmonter les crises. Sans une monnaie qui leur soit propre, ces États devaient dévaluer en interne en réduisant les salaires, les pensions et d'autres investissements sociaux. Avec ces mesures d'austérité, des problèmes sociaux sont de nouveau apparus dans les débats publics, mais seulement dans un sens négatif. Les gens se plaignaient, par exemple, de l'augmentation du chômage (des jeunes), des risques plus élevés de pauvreté et d'exclusion sociale, de la réduction du revenu des ménages et de la diminution de l'accès aux services sociaux dans les pays sous la supervision de la Troïka, de la Banque centrale européenne (BCE), du Fonds monétaire international (FMI) et de la Commission européenne. À son tour, la cannibalisation de la politique sociale par des impératifs économiques douteux a provoqué un contrecoup.

La Commission a répondu au mécontentement grandissant concernant l'état des affaires sociales de l'Europe, exploité par les populistes de droite, par un énorme ensemble de propositions et de réflexions pour l'avenir. Elles ont été publiées fin avril 2017. Les idées qui ont été présentées ne suffiront toutefois pas à rétablir la confiance dans le processus d'intégration et à développer un véritable modèle social européen. C'est une bonne idée d'utiliser les forums supranationaux dans la zone euro et l'UE, pour lutter contre la numérisation, la mondialisation et les changements dans l'emploi et les modèles sociétaux. La convergence sociale ascendante est à juste titre au cœur des propositions de la Commission et signifie un processus de rattrapage dans lequel les États membres élargissent leurs dispositions en matière de sécurité sociale. Mais cet objectif ambitieux ne peut être atteint en réaffirmant les principes fondamentaux de la sécurité sociale sans expliquer comment des normes plus élevées peuvent être mises en place. L'idée la plus concrète de la Commission est de développer un tableau de bord social qui surveille des indicateurs sélectionnés sur les politiques du marché du travail, les conditions de travail et l'impact des programmes de protection sociale. Mais il manque à cette bonne initiative un objectif commun, et elle sera cachée dans le Rapport conjoint

Le monument du traité de Maastricht : le protocole social annexé au traité a intensifié les pouvoirs de l'Europe dans le domaine de la politique sociale.

sur l'emploi. Cela équivaudrait à en faire moins que les efforts de coordination au moment de la stratégie de Lisbonne et irait en deçà des concepts présentés en 2013 par László Andor, ancien commissaire social européen. À l'époque, il proposait d'inclure des indicateurs sociaux aux objectifs décidés en commun dans le cadre existant de la Procédure de déséquilibre macroéconomique, afin de leur donner plus de mordant au-delà d'un simple exercice de présentation de rapports.

Élévation des instruments d'aménagement du marché

C'est exactement là où le débat sur l'Europe sociale reste incomplet. La principale ligne de faille se situe entre, d'une part, la domination des politiques de développement du marché des grands projets d'intégration, tels que le marché unique et l'Union économique et monétaire, et d'autre part, l'acquis juridique relativement modeste de l'UE sur les aspects sociaux façonnant le marché. Il s'agit d'un développement positif permettant de remettre les affaires sociales au programme de l'UE. Nous devons toutefois creuser plus profondément si nous voulons vraiment combler le fossé entre l'intégration économique de grande envergure de l'UE et la coordination des politiques sociales qui est en retard. Certains instruments permettent vraiment une convergence sociale ascendante : un pacte de stabilité sociale avec des valeurs de référence pour les dépenses sociales, l'intégration de la surveillance économique et sociale commune au semestre européen, un protocole social qui donne aux droits sociaux la même importance que les libertés économiques. Le document de réflexion sur la dimension sociale traite de la résistance, dans certains États membres de l'UE, à développer couramment ce type de dimension sociale, et offre l'option d'une coopération renforcée (c'est-à-dire, entre un plus petit groupe d'États membres de l'UE) pour les États intéressés, par exemple, dans la zone euro. Cela pourrait être la voie à suivre, mais il faut des ambitions plus élevées et que soit traitée la relégation des politiques sociales à un niveau d'importance inférieur dans la gouvernance économique existante. Tant que l'accent restera sur les problèmes budgétaires et l'austérité au détriment des problèmes sociaux, un modèle social européen restera des paroles en l'air.

> AUTEUR
Björn Hacker est professeur de Politique économique européenne à l'Université des Sciences appliquées, HTW de Berlin

À VOIR

La Bataille pour L'Europe, 2017

Achim Scheunert – 2017

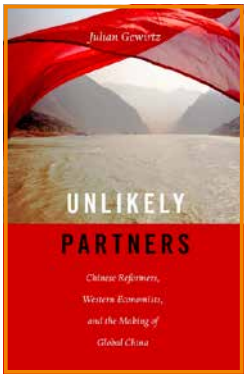
Après le Brexit, le 23 juin 2016 et au lendemain de l'élection à la présidence des États-Unis de Donald Trump, la géopolitique européenne, offre un paysage ravagé par le populisme, la crise de la dette puis celle des migrants, et la faiblesse des institutions européennes. Comment en est-on arrivé là ? c'est le leitmotiv du documentaire.
Le récit alterne entre la construction de l'Union et la situation politique contemporaine.
Il met en lumière le rôle majeur des États-Unis dans la réconciliation d'après-guerre. Pour contrer le communisme, le pays devenu leader sur la scène internationale est prêt à tout pour faire reculer ladite menace. Le plan Marshall devient un outil pour immuniser les pays de l'ouest contre le régime soviétique. L'Union européenne est dès lors un jeu d'échecs à taille réelle. Les joueurs : les États-Unis face à l'Union soviétique. Les pions : la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne. Un retour sur 60 ans de construction européenne fondée sur une lutte de pouvoir.

Meeting Snowden

Flore Vasseur - 2017

Dans un contexte qui évoque de plus en plus celui de la guerre froide, où les relations entre la Russie et les États-Unis semblent illisibles voire imprévisibles, trois activistes de renom discutent des enjeux auxquels fait face la communauté internationale.
Larry Lessig, un professeur américain de droit à Harvard, Birgitta Jónsdóttir, une députée islandaise, fondatrice du Parti pirate islandais en 2013 ont rencontré à Moscou, Edward Snowden, ex-contractant de la CIA et de la NSA en exil en Russie depuis 2013.
Leur thème de prédilection : comment sauver la démocratie ? Un documentaire à huis clos qui permet la rencontre de trois leaders de la défense de la citoyenneté et de l'Internet Libre. Une conversation à bâton rompus sur l'avenir de la démocratie mais également sur l'engagement personnel face à un combat souvent au péril de leur liberté.

À LIRE



Julian GEWIRTZ, Unlikely Partners, Cambridge, Harvard University Press, 2017

Julian GREWITZ

A la lisière de l'étude des régimes politique et de l'histoire des idées, Unlikely Partners constitue une étude de la transition post-maoïste de la Chine qui se distingue par l'originalité d'une approche qui marie avec bonheur ces deux disciplines. Aussi le livre n'est-il pas le récit d'une soi-disant conversion de la Chine à la logique économique occidentale, mais celui de la recherche par les élites politiques communistes d'une méthode efficace pour sauver leur pays de l'impasse de la centralisation de la planification de la production et réaliser un authentique « grand bond en avant ». Autonomisation des entreprises et libération des conditions de la formation des prix en seront les maîtres mots.

Si la figure, incroyablement tenace, de Deng Xiaoping est omniprésente dans son ouvrage, Julian Grewitz ne commet pas l'erreur de résumer l'entreprise réformatrice chinoise à l'œuvre d'un homme. D'autres visages sont sortis de la pénombre de l'histoire, comme celui de Zao Ziyang, premier ministre et bras armé de Deng qui l'enverra ensuite en exil pour sa trop grande ouverture face aux étudiants en 1989. Mais surtout, Grewitz écrit l'histoire récente d'un régime politique dont la capacité à contrôler la transition économique tranche avec l'expérience soviétique qui vire rapidement au chaos après l'accession au pouvoir de M. Gorbatchev, incapable de maîtriser la dialectique de la perestroïka et de la glasnost. Le rapport complexe des réformateurs communistes à la pensée de Milton Friedman, régulièrement invité, parfois maltraité et toujours instrumentalisé est un magnifique exemple de la supériorité chinoise à cet égard. Le contrôle de l'inflation, oui ; la dérégulation à outrance, non ; la libéralisation politique, encore moins: le parti communiste chinois écoute, effectue un tri soigneux et expérimente. En outre, le néolibéralisme monétariste de Friedman est loin d'être la seule référence des réformateurs qui conversent aussi bien avec James Tobin qu'avec Janos Kornai, pour injecter un contenu qui n'est pas encore stabilisé à la notion d'« économie socialiste de marché ».

Aussi le titre de « partenaires improbables », utilisé pour caractériser les relations entre les réformateurs chinois et une grande diversité d'économistes « occidentaux », résume-t-il bien une histoire dans laquelle la circulation des idées et l'acceptation de la confrontation des visions de l'organisation des sociétés ne participe pas de la conversion à un modèle incarné par les Etats-Unis ou par l'Union européenne.

Mario TELO, L'Europe en crise et le monde, Bruxelles, 2016

Mario TELO

Le dernier livre de Mario Telo, publié en français aux éditions de l'Université Libre de Bruxelles, constitue la synthèse scientifique et militante d'une succession d'ouvrages collectifs récemment parus en Grande-Bretagne et qui réunissaient non pas des exégètes des traités européens, mais des spécialistes de l'étude des transformations des organisations régionales présentes sur tous les continents. Car la première originalité de l'approche de Mario Telo est de livrer un diagnostic de l' « état de l'union » qui ne cherche pas à définir l'intégration européenne à partir des notions de fédéralisme et de confédéralisme, aussi vagues que classiques. Pour Telo, à défaut d'être une organisation régionale comme les autres, l'UE est une organisation régionale parmi d'autres. Autrement dit, le dessein fédéral que l'on pouvait imputer à Helmut Kohl ou à François Mitterrand a vécu sans que l'abandon de cette perspective d'intégration inspirée par l'expérience américaine signifie nécessairement une crise fatale. Au contraire, le dynamisme des organisations régionales aux quatre coins du monde est peut-être un présage heureux pour ce qui ne fut à l'origine qu'une agence en charge de l'acier et du charbon. Mais il ne peut non plus être exclu que les communautés économiques, politiques, voire de défense, en cours de constitution en Amérique, en Afrique ou en Asie remportent désormais des succès plus marquants qu'une UE minée par ses contradictions et les dissensions entre ses membres.

La représentation de l'UE au sein du maillage planétaire des organisations régionales permet également d'appréhender les tentatives d'unifier notre continent à l'intérieur d'une dynamique historique dont le point de départ n'est pas le traité de Rome, mais l'incapacité de la Grande-Bretagne à maintenir, dans l'entre-deux-guerres, un ordre international fondé sur la liberté des échanges et la coexistence pacifique des Etats à l'intérieur d'un « concert européen » institué au siècle précédent. Ainsi, la montée en puissance de « régionalismes autoritaires » incarnés par l'Allemagne nazie comme par la Russie soviétique constitue-t-elle, pour Mario Telo, un indice de l'affirmation historique des tendances à l'intégration post-étatique avant que la « pax americana » à l'Ouest ne permette leur épanouissement dans un environnement démocratique.

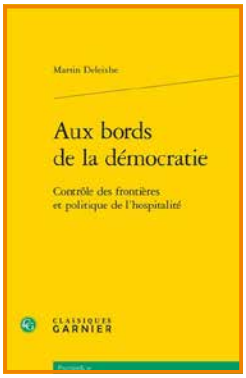
Telo se garde toutefois d'interpréter le « régionalisme », défini en tant que multiplication des associations de pays, comme un processus linéaire ou signifiant la dissolution des Etats dans un environnement cosmopolite.

Lisez et téléchargez nos publications en ligne sur ***www.progressivepost.eu***

Non seulement il ne s'agit pas d'un processus qui se déroulerait historiquement comme un « long fleuve tranquille », mais l'époque actuelle voit, notamment en Asie et en Amérique, le développement d'une compétition entre des formes libre d'associations basées sur la mutualisation d' activités et le travestissement d'empires en organisations régionales.

Martin DELEIXHE, Aux bords de la démocratie ; contrôle des frontières et politique de l'hospitalité, Paris, Garnier, 2016

Martin DELEIXHE



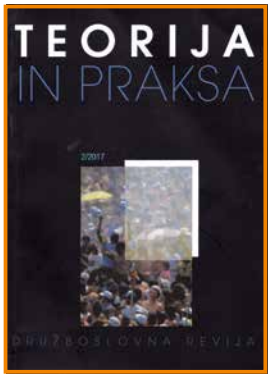
L'actualité du Brexit et, plus généralement, la menace d'une dislocation de l'Union que par des droites nationalistes, ont relégué à l'arrière plan la réflexion sur la signification même de la frontière, communément réduite à un obstacle tarifaire aux échanges ou à quelques fils barbelés. Marchant sur les traces du philosophe français Etienne Balibar, Martin Deleixhe questionne le rapport entre frontière et démocratie avant d'interroger la plausibilité d'une politique de l'hospitalité dans un monde dont la globalisation économique et culturelle ne signifie pas la disparition des Etats territoriaux.

Le questionnement du rapport entre frontière et démocratie tient en l'exposition d'un paradoxe. Si la démocratie se conçoit comme l'expression de la volonté générale d'un peuple souverain, elle autorise une différenciation du traitement des membres de ce peuple souverain et des tiers. Autrement dit, cette conception dérivée de Rousseau de la démocratie comme processus délibératif légitime non seulement la frontière per se, mais également l'exclusion et la discrimination des étrangers. Par contre, si la responsabilité de la démocratie est envisagée comme étant aussi de respecter des normes universelles parmi lesquelles les droits de l'homme, il devient inconcevable qu'elle organise une discrimination à l'égard de personnes au motif que celles-ci ne partagent pas une nationalité et la qualité de citoyen.

A priori, à moins de s'engager dans un projet cosmopolitique, la résolution de ce paradoxe relève de la quadrature du cercle pour les régimes politiques européens qui ne remettent pas en question un attachement historique à l'idéal humaniste et universaliste des Lumières, mais ont néanmoins besoin de frontières pour administrer l'espace public. La résolution est par contre aisée pour les Etats qui évoluent dans la direction de « démocraties illibérales » caractérisées par la primauté absolue du principe de souveraineté.

L'intérêt du livre de Martin Deleixhe est de ne pas uniquement documenter ce paradoxe en convoquant les grands classiques de la philosophie moderne dont John Rawls et Carl Schmitt. La deuxième partie de l'ouvrage est consacrée à la possibilité de réinventer la frontière en prenant appui sur une des propositions du « Projet de Paix perpétuelle » de Kant et selon laquelle « on ne peut ôter au citoyen de la terre le droit de tenter d'être en communauté avec tous ... bien qu'il ne puisse s'agir d'un droit d'installation ». Esquissant une troisième voie entre souverainisme national et utopie d'un village mondial dépourvu de frontières, Deleixhe plaide pour une redistribution de la souveraineté, c'est-à-dire une extension du catalogue des droits politiques des migrants, au-delà de l'acquis communautaire de la reconnaissance du droit de vote aux élections locales.

À RÉFLÉCHIR



L'efficacité des quotas hommes/femmes en Macédonie, Serbie et Croatie

Elena Nacevska, Sonja Lokar

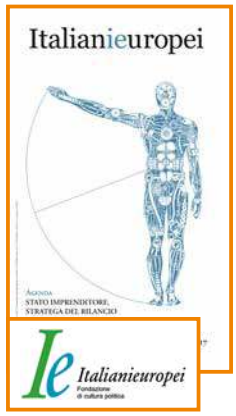
En Macédoine, Serbie et Croatie, des militantes soutenues par des partenaires internationaux forts ont utilisé le lobbying dans les campagnes pré-électorales pour mettre en lumière la sous-représentation dans l'agenda politique des questions d'intérêts publiques

Cet article analyse de manière comparative les raisons de l'(in) efficacité des quotas, et offre des preuves évidentes sur les améliorations juridiques. Il conclut que ce serait une grande erreur d'attendre que seuls les quotas puissent mener à des politiques transformationnelles favorisant l'égalité homme/femmes.

La division de la zone euro : cartographie des conflits d'intérêts sur la réforme de l'Union monétaire.

Hacker, Björn; Koch, Cédric M.

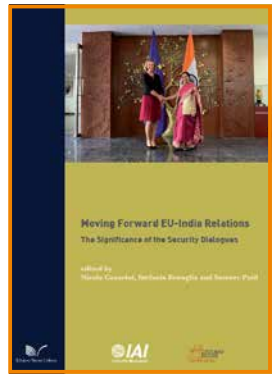
La crise de l'euro a montré à quel point l'Union monétaire de l'UE est incomplète et vulnérable. Cette étude fait l'analyse des conflits d'intérêts des États membres dans le cadre du récent processus de réforme de la zone euro. Tandis qu'une minorité de pays s'articulant autour de la Finlande et de l'Allemagne prônent une union de la stabilité, une majorité présente autour de l'Italie et de la France se bat pour une union fiscale. Cependant, cela ne peut pas se faire contre les aspirations de ceux qui défendent le statu quo, car les défenseurs de l'union fiscale manquent de cohérence et d'unité et sont en prise avec des problèmes économiques.



Italianieuropei N° de publication 2_2017

Divers auteurs

Le premier paragraphe de cette publication d'Italianieuropei porte sur le rôle positif que l'État et les organismes publics peuvent jouer dans le relancement de la croissance économique. Et ce après des années de crise ayant révélé toutes les limites du capitalisme privé dans la gestion des causes et des effets des difficultés économiques.
La deuxième partie est dédiée au thème de l'augmentation de la pauvreté parmi les familles et les personnes, ainsi qu'aux outils qui peuvent servir à la combattre, par dessus tout, les mesures visant à garantir un revenu minimum.



Développer les relations de l'UE avec l'Inde. L'importance des dialogues sur la sécurité.

Nicola Casarini, Stefania Benaglia, Sameer Patil (eds.)

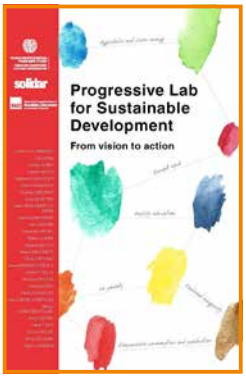
Les relations entre l'Union européenne (UE) et l'Inde se sont développées en termes de quantité et de qualité au cours des deux dernières décennies. Les aspects politiques et sécuritaires de la relation se sont également avérés les domaines les plus prometteurs dans le cadre d'une coopération. Des analyses et des recommandations sur les relations en matière de sécurité entre l'UE et l'Inde ont été rassemblées dans les domaines suivants : la sécurité maritime et la liberté de navigation ; la cybersécurité et la protection des données ; la politique spatiale et la navigation par satellite ; la coopération en matière de défense. L'ouvrage fournit au lecteur des recherches originales et des idées novatrices sur la façon de développer les relations entre l'UE et l'Inde.

Lisez et téléchargez nos publications en ligne sur ***www.progressivepost.eu***

Les industries européennes de défense

Elisabeth Guigou,
Gwendal Rouillard,

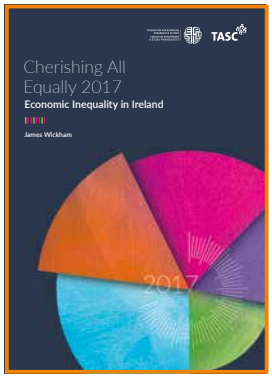
Dans un contexte géopolitique dégradé, l'Union européenne doit, pour s'affirmer comme un acteur de la sécurité internationale, s'appuyer sur l'autonomie stratégique européenne en matière industrielle. C'est la clé pour renforcer la souveraineté européenne et faire des entreprises européennes des acteurs compétitifs dans la mondialisation, nous disent dans cet essai Élisabeth Guigou et Gwendal Rouillard qui y avancent des propositions pour faire de l'Union européenne une puissance globale respectée.



Laboratoire progressiste pour le développement durable

Divers auteurs

L'Agenda 2030, adopté en septembre 2015, définit le cadre pour atteindre, d'ici à 2030, un modèle de développement durable où personne n'est laissé pour compte et où les frontières planétaires sont respectées. Après son adoption, l'UE s'est engagée dans un programme transformateur qui pourrait bien changer le modèle économique actuel et non durable de « croissance à tout prix » en un modèle durable. Cela exigera des mesures et des politiques permettant de relever les principaux défis mondiaux actuels, comme les inégalités croissantes, le pouvoir grandissant des entreprises et le déclin du financement de la coopération pour le développement. Les neuf contributions rassemblées dans cet ouvrage fournissent quelques idées sur la manière de relever certains de ces défis.



"Cherishing all Equally 2017": l'inégalité économique en Irlande

James Wickham

L'inégalité est un choix. Donc l'inégalité économique aux États-Unis atteint des extrêmes qui seraient tolérés dans aucun pays Européen.

En ce qui concerne les revenues de marché, l'Irlande est le pays le plus inéquitable dans l'Union européenne. Toutefois, l'état providentiel garantit que l'inégalité réelle (les revenues après les impôts et les avantages) soit à un niveau moyen pour l'Union européenne. Ce sont les politiques de l'état – et tous les choix sous-jacents – qui déterminent le niveau et la forme de l'inégalité.

Qui est responsable ici ? La crise mondiale de la démocratie représentative

Divers auteurs

Le modèle de gouvernance des sociétés occidentales est en crise. Les piliers fondamentaux qui soutiennent la démocratie représentative sont de plus en plus remis en question par leurs habitants. De nombreux électeurs estiment que leurs préférences ne sont pas suffisamment prises en compte par les politiciens et ils sont ouverts à d'autres moyens permettant de canaliser leurs demandes ; pour leur part, les gouvernements se plaignent des obstacles et des restrictions sans cesse croissants qu'ils doivent surmonter lorsqu'ils tentent de mettre en œuvre leurs politiques ; tandis que les principes fondateurs de la séparation des pouvoirs, les gouvernements majoritaires et la responsabilité démocratique, sont de plus en plus érodés.

Abonnez-vous:

The Progressive Post

4 numéros par an | pour seulement 10 €

www.progressivepost.eu/subscribe

FOUNDATION FOR EUROPEAN PROGRESSIVE STUDIES
FONDATION EUROPÉENNE D'ÉTUDES PROGRESSISTES

FOUNDATION EUROPÉENNE D'ÉTUDES PROGRESSISTES

Rue Montoyer, 40
1000 Bruxelles - Belgique
+32 (0)2 234 69 00
info@feps-europe.eu

ISSN 2506-7664
3.00 €